BRUNOY

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

VILLE DE BRUNOY

REGISTRE

DES

ACTES

ADMINISTRATIFS

DELIBERATIONS & DECISIONS

N° 226
du 16 mars 2026
au 15 avril 2026

Publié sur le site de la Ville le : 23/04/2026

SOMMAIRE

Vu l'ordonnance n°2021-1310 et le décret n°2021-1311 du 7 octobre 2021 portant sur la réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur des actes des Collectivités territoriales et leurs groupements, à compter du 1er juillet 2022,

		Pages
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL – Séance du 21/03/2026		
26.009/K	ELECTION DU MAIRE	*1 à 4*
26.010/K	DETERMINATION DU NOMBRE D'ADJOINTS AU MAIRE	*5 à 8*
26.011/K	ELECTION DES ADJOINTS AU MAIRE	*9 à 13*

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL – Séance du 07/04/2026

26.012/K	DELEGATION DE POUVOIRS DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE	*14 à 21*
26.013/K	AUTORISATION ESTER EN JUSTICE	*22 à 26*
26.014/K	CREATION DE 3 CONSEILS DE QUARTIER	*28 à 34*
26.015/K	ELECTION DE TROIS ADJOINTS DE QUARTIERS	*36 à 40*
26.016/E	FIXATION DES INDEMNITES DE FONCTION DES ELUS	*42 à 47*
26.017/E	FIXATION DES MAJORATIONS DES INDEMNITES DE FONCTION DES ELUS	*48 à 52*
26.018/E	MODALITES D'APPLICATION DU DROIT A LA FORMATION DES ELUS	*54 à 59*
26.019/K	CREATION ET COMPOSITION DES COMMISSIONS PERMANENTES	*60 à 67*
26.020/P	CONDITIONS DE DEPOT DES LISTES POUR LA DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL A LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES	*68 à 71*
26.021/P	ELECTION DES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL A LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES	*72 à 77*
26.022/K	CONDITIONS DE DEPOT DES LISTES POUR LA DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL A LA COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC ET AUTRES CONCESSIONS	*78 à 81*
26.023/P	ELECTION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL A LA COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC ET AUTRES CONCESSIONS (CDSP)	*82 à 87*
26.024/K	DETERMINATION DU NOMBRE DE DELEGUES DU CONSEIL MUNICIPAL ET ELECTION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CCAS	*88 à 92*
26.025/K	ELECTION DES DELEGUES DU CONSEIL MUNICIPAL AU COMITE DE LA CAISSE DES ECOLES	*94 à 98*
26.026/K	DESIGNATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'EXPLOITATION DU PARKING DE STATIONNEMENT REGIONAL LACHAMBAUDIE	*100 à 103*
26.027/E	DESIGNATION D'UN DELEGUE LOCAL REPRESENTANT LES ELUS AU COMITE NATIONAL D'ACTION SOCIALE (CNAS)	*104 à 107*
26.028/I	DESIGNATION DE REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL AUX CONSEILS D'ADMINISTRATION DES COLLEGES PASTEUR ET CAMUS ET DU LYCEE TALMA	*108 à 111*
26.029/I	DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DES CONSEILS D'ECOLES DE BRUNOY	*112 à 116*
26.030/C	RENOUVELLEMENT DE L'OPPOSITION DU TRANSFERT DE LA COMPETENCE D'ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VAL D'YERRES VAL DE SEINE	*118 à 121*
26.031/B	ELECTION DES REPRESENTANTS DE LA COMMUNE AU COMITE SYNDICAL DU SIPPEREC	*122 à 125*

26.032/D	BUDGET VILLE - ADOPTION DU REGLEMENT BUDGETAIRE ET FINANCIER	*126 à 169*
26.033/D	RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2026 - BUDGET PARKING DU HAMEAU LACHAMBAUDIE	*170 à 178*
26.034/D	RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2026 - BUDGET PRINCIPAL - BUDGET VILLE	*179 à 222*

DECISIONS PRISES PAR DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE DU 7 AVRIL 2026

DEC 26.005/DK	DESIGNATION ET ENGAGEMENT DES FRAIS D'HONORAIRES DU CABINET D4 AVOCATS, 53 RUE DE TURBIGO 75003 PARIS, DANS L'AFFAIRE OPPOSANT MESDAMES BOURRET A LA VILLE DE BRUNOY	*223 à 224*
DEC 26.006/DP	ATTRIBUTION DU MARCHE PUBLIC N°PA26002 RELATIF A L'ACQUISITION D'UN ENGIN DE LEVAGE AVEC BRAS TELESCOPIQUE AVEC REPRISE EVENTUELLE D'UN ENGIN DE LEVAGE MANITOU	*225 à 227*
DEC 26.007/H	CONVENTION DE MISE A DISPOSITION NON EXCLUSIVE DE LOCAUX COMMUNAUX – A TITRE GRACIEUX – A L'ASSOCIATION ACTION NUMERIQUE SOLIDAIRE	*228 à 230*
DEC 26.008/H	CONVENTION DE MISE A DISPOSITION NON EXCLUSIVE DE LOCAUX COMMUNAUX – A TITRE GRACIEUX – A L'ASSOCIATION BETH YOSPEH	*231 à 233*
DEC 26.009/U	CONVENTION DE MISE A DISPOSITION NON EXCLUSIVE DE LOCAUX COMMUNAUX – A TITRE GRACIEUX – A L'ASSOCIATION CULTURE POUR TOUS LES JEUNES DE BRUNOY	*234 à 236*
DEC 26.010/DK	MODIFICATION DE LA DECISION N°DEC 25.057/DC - SIGNATURE D'UN AVENANT N°1 AU MANDAT EXCLUSIF DE VENTE RELATIF AU PAVILLON SIS 42 AVENUE DES OMBRAGES A BRUNOY AVEC L'AGENCE DE LA MAIRIE BRUNOY (ORPI)	*237 à 239*
DEC 26.011/G	CONVENTION DE MISE A DISPOSITION NON EXCLUSIVE D'UN EQUIPEMENT SPORTIF A TITRE GRACIEUX AU PROFIT DE L'ASSOCIATION AMBITION	*240 à 242*
DEC 26.012/D	AJUSTEMENT DES PROVISIONS POUR CREANCES DOUTEUSES	*243 à 245*
DEC 26.013/U	MISE A DISPOSITION NON EXCLUSIVE DE LOCAUX DU TRAIT D'UNION A TITRE GRACIEUX A L'ASSOCIATION MENDAS	*246 à 247*

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 21 Mars 2026

BRUNOY

LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

VILLE DE BRUNOY

EXTRAIT DU REGISTRE
des
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nbre de Conseillers :	35
Nbre de Présents :	35
Nbre d'Absents excusés avec pouvoir :	0
Nbre d'Absent(s) excusé(s) :	0

Délibération N° : 26.009/K

OBJET : ELECTION DU MAIRE

SEANCE DU 21/03/2026

LE SAMEDI VINGT-ET-UN MARS DEUX MILLE VINGT-SIX A 10H00, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de la doyenne d'âge Madame Françoise JUNGFER BOUVIER.

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE :
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire a été désigné comme secrétaire de séance.
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire procède à l'appel des Conseillers.

ETAIENT PRESENTS :
Monsieur Bruno GALLIER, Madame Valérie RAGOT, Monsieur Nicolas DOHIN, Madame Sandrine LAMIRÉ, Monsieur Jérôme MEUNIER, Madame Nathalie DO HUU, Monsieur Eric ADAM, Madame Nathalie ALCARAZ, Monsieur Dominique SERGI, Madame Sylvia CAMEIRA, Madame Françoise JUNGFER BOUVIER, Monsieur Serge BADENS, Madame Claudine ROSSIGNOL, Monsieur Eric BASSET, Madame Elisabeth FALOU, Monsieur Dominique EBLÉ, Monsieur Serafino SERRAVALLE, Madame Catherine CHABOSSON, Madame Atidel MEHANNECHE, Madame Stéphanie AUFFRAY, Monsieur Guillaume PEYTAVIN, Madame Laure MARTELLA MALRIEU, Madame Lydia GAUGIN, Madame Nelly OBAMBI, Monsieur Johnny PALMA, Monsieur Nicolas HOUNTON BACCHIERI, Monsieur Nicolas COURTOT, Monsieur Timotée DAVIOT, Monsieur Jean-Michel MATHY, Madame Francine BOBOT, Monsieur Jérôme RITTLING, Madame Fabienne MEURICE, Monsieur David FÉROT, Monsieur Nourdine SEDRATI, Madame Audrey LEPAGE

Délibération N° : 26.009/K

SEANCE DU 21/03/2026

OBJET : ELECTION DU MAIRE

Le Conseil Municipal,

VU la note explicative de synthèse de Monsieur le Maire,

VU le code général des Collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2122-4, LO. 2122-5, L 2122-7, L. 2122-8, L. 2122-9, L. 2122-10, L. 2122-12 ;

CONSIDERANT le résultat des élections municipales en date du 15 mars 2026 ;

CONSIDERANT la constitution du bureau de vote pour l'élection du Maire ;

CONSIDERANT, en application des dispositions des articles L. 2122-7 et L. 2122-8 du code général des Collectivités territoriales, que le président de la séance, doyen d'âge, a invité les conseillers municipaux à procéder au scrutin secret et à la majorité absolue, à l'élection du Maire.

CONSIDERANT la candidature suivante :

Monsieur GALLIER Bruno, liste « Brunoy Evidemment »

ARTICLE 1 : PROCEDE au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages exprimés à l'élection du Maire. Chaque conseiller municipal, après appel de son nom, a remis son enveloppe de vote fermée dans l'urne.

Résultats du 1er tour de scrutin :

A	Bulletins trouvés dans l'urne	35
B	(à déduire) bulletins blancs et nuls	6
C	(A – B) suffrages exprimés	29
D	Majorité absolue	18

A obtenu :

Monsieur GALLIER Bruno, liste « Brunoy Evidemment » 29 voix

Monsieur Bruno GALLIER ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés a été proclamé Maire et est immédiatement installé.

Délibération N° : 26.009/K

SEANCE DU 21/03/2026

OBJET : ELECTION DU MAIRE

ARTICLE 2 : DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et notification.

Et ont signé les membres présents,

Pour extrait certifié conforme,

Fait à Brunoy, le 23/03/2026

Le Maire,
Vice-Président de la Communauté d'agglomération
Val d'Yerres Val de Seine

MAIRIE DE BRUNOY (Essonne)

Bruno GALLIER

Le Secrétaire de séance

Nicolas DOHIN

Acte publié sur le site de la Ville le : 23/03/2026

Accusé de réception - contrôle de légalité

Nature de l'acte : Délibération

Numéro attribué à l'acte : 26.009/K

Objet de l'acte : ELECTION DU MAIRE

Thème Préfecture : 5 - Institutions et vie politique / 1 - Election executif

Transaction Préfecture : 091-219101144-20260321-BRU_DE_25632_1-DE

Date de l'acte : 21/03/2026

Identifiant unique de l'acte : BRU_DE_25632_1

Date de réception en Préfecture : 23 mars 2026

BRUNOY

LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

VILLE DE BRUNOY

EXTRAIT DU REGISTRE
des
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nbre de Conseillers :	35
Nbre de Présents :	35
Nbre d'Absents excusés avec pouvoir :	0
Nbre d'Absent(s) excusé(s) :	0

Délibération N° : 26.010/K

OBJET : DETERMINATION DU NOMBRE D'ADJOINTS AU MAIRE

SEANCE DU 21/03/2026

LE SAMEDI VINGT-ET-UN MARS DEUX MILLE VINGT-SIX A 10H00, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Bruno GALLIER.

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE :
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire a été désigné comme secrétaire de séance.
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire procède à l'appel des Conseillers.

ETAIENT PRESENTS :
Monsieur Bruno GALLIER, Madame Valérie RAGOT, Monsieur Nicolas DOHIN, Madame Sandrine LAMIRÉ, Monsieur Jérôme MEUNIER, Madame Nathalie DO HUU, Monsieur Eric ADAM, Madame Nathalie ALCARAZ, Monsieur Dominique SERGI, Madame Sylvia CAMEIRA, Madame Françoise JUNGFER BOUVIER, Monsieur Serge BADENS, Madame Claudine ROSSIGNOL, Monsieur Eric BASSET, Madame Elisabeth FALOU, Monsieur Dominique EBLÉ, Monsieur Serafino SERRAVALLE, Madame Catherine CHABOSSON, Madame Atidel MEHANNECHE, Madame Stéphanie AUFFRAY, Monsieur Guillaume PEYTAVIN, Madame Laure MARTELLA MALRIEU, Madame Lydia GAUGIN, Madame Nelly OBAMBI, Monsieur Johnny PALMA, Monsieur Nicolas HOUNTON BACCHIERI, Monsieur Nicolas COURTOT, Monsieur Timotée DAVIOT, Monsieur Jean-Michel MATHY, Madame Francine BOBOT, Monsieur Jérôme RITTLING, Madame Fabienne MEURICE, Monsieur David FÉROT, Monsieur Nourdine SEDRATI, Madame Audrey LEPAGE

Délibération N° : 26.010/K

SEANCE DU 21/03/2026

OBJET : **DETERMINATION DU NOMBRE D'ADJOINTS AU MAIRE**

Le Conseil Municipal,

VU la note explicative de synthèse de Monsieur le Maire,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2122-1, L. 2122-2,

CONSIDERANT la faculté du conseil municipal de déterminer le nombre d'adjoints appelés à siéger dans la limite de 30% de l'effectif du conseil municipal, arrondi à l'entier inférieur;

CONSIDERANT l'effectif légal du conseil municipal composé de 35 membres,

CONSIDERANT que le nombre d'adjoints ne peut excéder 10.

Après en avoir délibéré,

ADOPTE

29 Voix Pour, 6 Abstentions

ARTICLE 1 : FIXE à 10 le nombre total d'Adjoints au Maire.

ARTICLE 2 : DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et notification.

Ville de Brunoy - Place de la Mairie - BP 83 - 91805 Brunoy cedex
Tél. : 01 69 39 89 89 - Fax : 01 60 46 30 89 - Courriel : monsieurlemaire@mairie-brunoy.fr - www.brunoy.fr
Tout courrier de Mme adressé impersonnellement à M. le Maire

Délibération N° : 26.010/K

SEANCE DU 21/03/2026

OBJET : **DETERMINATION DU NOMBRE D'ADJOINTS AU MAIRE**

Et ont signé les membres présents,

Pour extrait certifié conforme,

Fait à Brunoy, le 23/03/2026

Le Maire,
Vice-Président de la Communauté d'agglomération
Val d'Yerres Val de Seine

MAIRIE DE BRUNOY (Essonne)

Bruno GALLIER

Le Secrétaire de séance

Nicolas DOHIN

Acte publié sur le site de la Ville le : 23/03/2026

Accusé de réception - contrôle de légalité

Nature de l'acte : Délibération

Numéro attribué à l'acte : 26.010/K

Objet de l'acte :	DETERMINATION DU NOMBRE D'ADJOINTS AU MAIRE
Thème Préfecture :	5 - Institutions et vie politique / 1 - Election executif
Transaction Préfecture :	091-219101144-20260321-BRU_DE_25633_1-DE
Date de l'acte :	21/03/2026

Identifiant unique de l'acte : BRU_DE_25633_1

Date de réception en Préfecture : 23 mars 2026

BRUNOY

LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

VILLE DE BRUNOY

EXTRAIT DU REGISTRE
des
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nbre de Conseillers :	35
Nbre de Présents :	35
Nbre d'Absents excusés avec pouvoir :	0
Nbre d'Absent(s) excusé(s) :	0

Délibération N° : 26.011/K

OBJET : ELECTION DES ADJOINTS AU MAIRE

SEANCE DU 21/03/2026

LE SAMEDI VINGT-ET-UN MARS DEUX MILLE VINGT-SIX A 10H00, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Bruno GALLIER.

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE :
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire a été désigné comme secrétaire de séance.
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire procède à l'appel des Conseillers.

ETAIENT PRESENTS :
Monsieur Bruno GALLIER, Madame Valérie RAGOT, Monsieur Nicolas DOHIN, Madame Sandrine LAMIRÉ, Monsieur Jérôme MEUNIER, Madame Nathalie DO HUU, Monsieur Eric ADAM, Madame Nathalie ALCARAZ, Monsieur Dominique SERGI, Madame Sylvia CAMEIRA, Madame Françoise JUNGFER BOUVIER, Monsieur Serge BADENS, Madame Claudine ROSSIGNOL, Monsieur Eric BASSET, Madame Elisabeth FALOU, Monsieur Dominique EBLÉ, Monsieur Serafino SERRAVALLE, Madame Catherine CHABOSSON, Madame Atidel MEHANNECHE, Madame Stéphanie AUFFRAY, Monsieur Guillaume PEYTAVIN, Madame Laure MARTELLA MALRIEU, Madame Lydia GAUGIN, Madame Nelly OBAMBI, Monsieur Johnny PALMA, Monsieur Nicolas HOUNTON BACCHIERI, Monsieur Nicolas COURTOT, Monsieur Timotée DAVIOT, Monsieur Jean-Michel MATHY, Madame Francine BOBOT, Monsieur Jérôme RITTLING, Madame Fabienne MEURICE, Monsieur David FÉROT, Monsieur Nourdine SEDRATI, Madame Audrey LEPAGE

Délibération N° : 26.011/K

SEANCE DU 21/03/2026

OBJET : **ELECTION DES ADJOINTS AU MAIRE**

Le Conseil Municipal,

VU la note explicative de synthèse de Monsieur le Maire,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2122-4, LO. 2122-4-1, L. 2122-6, L. 2122-7-2 et L. 2122-8,

VU la délibération n°26.010/K en date 21 mars 2026 portant détermination du nombre d'adjoints au Maire,

CONSIDERANT la liste ou les listes reçues auxquelles le Maire a donné lecture,

VU la liste proposée par Monsieur GALLIER Bruno :

1 Madame RAGOT Valérie, Première Adjointe

2 Monsieur DOHIN Nicolas, Deuxième Adjoint

3 Madame LAMIRÉ Sandrine, Troisième Adjointe

4 Monsieur MEUNIER Jérôme, Quatrième Adjoint

5 Madame DO HUU Nathalie, Cinquième Adjointe

6 Monsieur ADAM Eric, Sixième Adjoint

7 Madame ALCARAZ Nathalie, Septième Adjointe

8 Monsieur SERGI Dominique, Huitième Adjoint

9 Madame CAMEIRA Sylvia, Neuvième Adjointe

10 Monsieur DAVIOT Timotée, Dixième Adjoint

Délibération N° : 26.011/K

SEANCE DU 21/03/2026

OBJET : **ELECTION DES ADJOINTS AU MAIRE**

ARTICLE 1 : PROCEDE au scrutin secret à la majorité absolue des suffrages exprimés à l'élection des Adjoints au Maire.

Résultats du 1er tour du scrutin

A	Bulletins trouvés dans l'urne	35
B	(à déduire) bulletins blancs et nuls	8
C	(A – B) suffrages exprimés	27
D	Majorité absolue	18

La liste de Monsieur GALLIER Bruno, Maire a obtenu 27 voix

La liste de Monsieur GALLIER Bruno, Maire ayant obtenu 27 voix, ; à la Majorité absolue des suffrages exprimés a été proclamée élue.

Ainsi sont proclamés Adjoints au Maire :

1 Madame RAGOT Valérie, Première Adjointe

2 Monsieur DOHIN Nicolas, Deuxième Adjoint

3 Madame LAMIRÉ Sandrine, Troisième Adjointe

4 Monsieur MEUNIER Jérôme, Quatrième Adjoint

5 Madame DO HUU Nathalie, Cinquième Adjointe

6 Monsieur ADAM Eric, Sixième Adjoint

7 Madame ALCARAZ Nathalie, Septième Adjointe

8 Monsieur SERGI Dominique, Huitième Adjoint

9 Madame CAMEIRA Sylvia, Neuvième Adjointe

10 Monsieur DAVIOT Timotée, Dixième Adjoint

Délibération N° : 26.011/K

SEANCE DU 21/03/2026

OBJET : **ELECTION DES ADJOINTS AU MAIRE**

ARTICLE 2 : **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et notification.

Et ont signé les membres présents,

Pour extrait certifié conforme,

Fait à Brunoy, le 23/03/2026

Le Maire,
Vice-Président de la Communauté d'agglomération
Val d'Yerres Val de Seine

MAIRIE DE BRUNOY (Essonne)

Bruno GALLIER

Le Secrétaire de séance

Nicolas DOHIN

Acte publié sur le site de la Ville le : 23/03/2026

Accusé de réception - contrôle de légalité

Nature de l'acte : Délibération

Numéro attribué à l'acte : 26.011/K

Objet de l'acte : ELECTION DES ADJOINTS AU MAIRE

Thème Préfecture : 5 - Institutions et vie politique / 1 - Election executif

Transaction Préfecture : 091-219101144-20260321-BRU_DE_25634_1-DE

Date de l'acte : 21/03/2026

Identifiant unique de l'acte : BRU_DE_25634_1

Date de réception en Préfecture : 23 mars 2026

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 7 Avril 2026

BRUNOY

LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

VILLE DE BRUNOY

EXTRAIT DU REGISTRE
des
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nbre de Conseillers :	35
Nbre de Présents :	35
Nbre d'Absents excusés avec pouvoir :	0
Nbre d'Absent(s) excusé(s) :	0

Délibération N° : 26.012/K

OBJET : DELEGATION DE POUVOIRS DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE

SEANCE DU 07/04/2026

LE MARDI SEPT AVRIL DEUX MILLE VINGT-SIX A 19H00, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Bruno GALLIER.

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE :
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire a été désigné(e) comme secrétaire de séance.
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire procède à l'appel des Conseillers.

ETAIENT PRESENTS :
Monsieur Bruno GALLIER, Madame Valérie RAGOT, Monsieur Nicolas DOHIN, Madame Sandrine LAMIRÉ, Monsieur Jérôme MEUNIER, Madame Nathalie DO HUU, Monsieur Eric ADAM, Madame Nathalie ALCARAZ, Monsieur Dominique SERGI, Madame Sylvia CAMEIRA, Monsieur Timotée DAVIOT, Madame Françoise JUNGFER BOUVIER, Monsieur Serge BADENS, Monsieur Eric BASSET, Madame Claudine ROSSIGNOL, Madame Elisabeth FALOU, Monsieur Dominique EBLÉ, Monsieur Serafino SERRAVALLE, Madame Stéphanie AUFFRAY, Madame Catherine CHABOSSON, Madame Atidel MEHANNECHE, Monsieur Guillaume PEYTAVIN, Madame Laure MARTELLA MALRIEU, Monsieur Johnny PALMA, Monsieur Nicolas COURTOT, Madame Lydia GAUGIN, Madame Nelly OBAMBI, Monsieur Nicolas HOUNTON BACCHIERI, Monsieur Jean-Michel MATHY, Madame Francine BOBOT, Monsieur Jérôme RITTLING, Madame Fabienne MEURICE, Monsieur David FÉROT, Madame Audrey LEPAGE, Madame Myriam MONDON

Délibération N° : 26.012/K

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : **DELEGATION DE POUVOIRS DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE**

Le Conseil Municipal,

VU la note explicative de synthèse de Monsieur le Maire,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses article L2122-22 et L2122-23,

VU le Code de la commande publique,

VU la délibération n°26.009/K du Conseil Municipal en date du 21 mars 2026 portant élection du Maire,

CONSIDERANT qu'il convient de faciliter la gestion des affaires courantes,

CONSIDERANT qu'il convient dans un souci de célérité et de bonne administration des affaires de la commune, de simplifier les procédures de passation et d'exécution des contrats de commande publique,

CONSIDERANT dès lors la nécessité pour le Conseil municipal de déléguer une partie de ses attributions au Maire,

Après en avoir délibéré,

ADOPTE

28 Voix Pour, 7 Abstentions

Délibération N° : 26.012/K

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : DELEGATION DE POUVOIRS DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE

ARTICLE 1 : Le Conseil municipal décide de déléguer au Maire, pour la durée du mandat, les attributions suivantes :

1° ARRETER ET MODIFIER l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et **PROCEDER** à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;

2° FIXER, dans les limites d'une augmentation ou d'une diminution de 5 %, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisés ;

3° PROCEDER à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires;

Les emprunts pourront être :

- A court, moyen ou long terme,
- Libellés en euro,
- Avec possibilité d'un différé d'amortissement et/ou d'intérêts,
- Au taux d'intérêt fixe et/ou indexé révisable ou variable, à un taux effectif global (TEG) compatible avec les dispositions légales et réglementaires applicables en cette matière.

En outre, le contrat de prêt pourra comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-après :

- Des droits de tirage échelonnés dans le temps avec la faculté de remboursement et/ou de consolidation par la mise en place de tranches d'amortissement,
- La faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- La possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- La faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement,
- La faculté de compacter plusieurs lignes en un seul prêt pour en faciliter la gestion.

Par ailleurs, le Maire pourra à son initiative exercer les options prévues par le contrat de prêt et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs caractéristiques ci-dessus.

Le Maire pourra réaliser les opérations financières utiles à la gestion des emprunts et passer les actes nécessaires.

Délibération N° : 26.012/K

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : DELEGATION DE POUVOIRS DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE

Au titre de la délégation, il pourra :

- Procéder au remboursement anticipé des emprunts en cours, avec ou sans indemnité compensatrice selon les termes convenus avec l'établissement prêteur et contracter éventuellement tout contrat de prêt de substitution pour refinancer les capitaux restant dus et, le cas échéant les indemnités compensatrices dans les conditions et limites précédemment énoncées.
- Plus généralement, décider de toutes opérations financières utiles à la gestion des emprunts.

Le Maire pourra enfin déroger à l'obligation de dépôt auprès de l'Etat des fonds visés aux articles L 1618-2 et R1618-1 du Code Général des Collectivités Territoriales. La décision prise dans le cadre de la délégation en matière de placement devra porter les mentions suivantes :

- Origine des fonds,
- Montant à placer,
- Nature du produit souscrit,
- Durée ou échéance maximale du placement.

Le maire pourra conclure tout avenant destiné à modifier les mentions ci-dessus et pourra procéder au renouvellement ou à la réalisation du placement.

4° PRENDRE TOUTE DECISION concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

Cette délégation s'exerce sans limitation de seuil ; tant pour les procédures formalisées que pour les procédures adaptées, y compris pour les marchés passés sans publicité ni mise en concurrence préalable

Le Maire est ainsi habilité à signer :

- Les marchés publics, de travaux, de fournitures et de services ;
- Les avenants et décisions de poursuivre, y compris ceux entraînant une augmentation du montant contractuel (sous réserve du respect des limites fixées aux articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du CCP) ;
- Les ordres de service de prolongation de délais ou de modification technique ;
- Les décisions de renonciation à l'application des pénalités de retard ou de toute autre sanction financière;
- Les décisions de résiliation (amiable, pour faute, ou pour motif d'intérêt général) ;
- Tous les autres actes liés à l'exécution du marché.

Délibération N° : 26.012/K

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : DELEGATION DE POUVOIRS DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE

Pour les marchés de maîtrise d'œuvre, notamment ceux passés par voie de concours (Art. R. 2162-15 et suivants du CCP) :

- Le Maire est chargé de lancer la procédure et de désigner les membres du Jury de concours conformément aux prescriptions du CCP.
- Conformément à l'article R. 2162-19, le Maire prend la décision finale d'attribution après avis du jury. En cas de divergence avec l'avis du jury, le Maire peut déclarer la procédure sans suite pour motif d'intérêt général ou désigner un autre lauréat. Dans ce dernier cas, il doit motiver sa décision par écrit en indiquant les raisons de droit et de fait qui l'ont conduit à ne pas suivre l'avis du jury, et informer le Conseil Municipal de cette motivation lors de la séance de compte-rendu suivante.
- La présente délégation autorise le Maire à signer le marché de maîtrise d'oeuvre découlant de la procédure de concours, dès lors que le lauréat a été désigné conformément aux recommandations du jury ou après négociation si le règlement de consultation le prévoit.

5° DECIDER de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

6° PASSER les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

7° CREER, MODIFIER OU SUPPRIMER les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

8° PRONONCER la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

9° ACCEPTER les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

10° DECIDER l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros TTC ;

11° FIXER les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts;

12° FIXER, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

13° DECIDER de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

14° FIXER les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

15° EXERCER, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 211-2 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code ;

Délibération N° : 26.012/K

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : DELEGATION DE POUVOIRS DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE

16° INTENTER au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, quel que soit le type de juridiction (administrative, pénale et judiciaire) et de niveau, lorsque les actions concernent :

1- les décisions prises par lui par délégation du conseil municipal dans les conditions prévues par la présente délibération ;

2- les décisions prises par lui pour l'exécution des délibérations du conseil municipal ;

3- les décisions prises par lui en vertu de ses compétences propres en matière d'administration des propriétés communales, d'urbanisme, de police et de gestion du personnel communal;

4- transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 €.

17° REGLER les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite de 20 000 € ;

18° DONNER, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

19° SIGNER la convention prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

20° REALISER les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 3 500 000 € ;

21° EXERCER OU DELEGUER, en application de l'article L. 214-1-1 du code de l'urbanisme, au nom de la commune et dans les conditions fixées par le conseil municipal, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du même code ;

22° EXERCER au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 à L. 240-3 du code de l'urbanisme ou déléguer l'exercice de ce droit en application des mêmes articles ;

23° PRENDRE les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune ;

24° AUTORISER, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre;

25° DEMANDER à tout organisme financeur, l'attribution de subventions ;

26° PROCEDER au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;

Délibération N° : 26.012/K

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : **DELEGATION DE POUVOIRS DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE**

27° EXERCER, au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation ;

28° OUVRIR ET ORGANISER la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L. 123-19 du code de l'environnement.

Les délégations consenties en application du 3° du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du conseil municipal.

ARTICLE 2 : En cas d'empêchement ou d'absence du Maire, la suppléance sera assurée par un adjoint dans l'ordre des nominations conformément aux dispositions de l'article L2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 3 : Le Maire rendra compte à chacune des réunions obligatoires du Conseil Municipal de l'exercice de cette délégation.

ARTICLE 4 : **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification

Et ont signé les membres présents,

Pour extrait certifié conforme,

Fait à Brunoy, le 08/04/2026

Le Maire,
Vice-Président de la Communauté d'agglomération
Val d'Yerres Val de Seine

Bruno GALLIER

Le Secrétaire de séance

Nicolas DOHIN

Acte publié sur le site de la Ville le : 09/04/2026

Accusé de réception - contrôle de légalité

Nature de l'acte : Délibération

Numéro attribué à l'acte : 26.012/K

Objet de l'acte :	DELEGATION DE POUVOIRS DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE
Thème Préfecture :	6 - Libertes publiques et pourvoirs de police / 1 - Police municipale
Transaction Préfecture :	091-219101144-20260407-BRU_DE_25648_1-DE
Date de l'acte :	07/04/2026

Identifiant unique de l'acte : BRU_DE_25648_1

Date de réception en Préfecture : 08 avril 2026

BRUNOY

LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

VILLE DE BRUNOY

EXTRAIT DU REGISTRE
des
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nbre de Conseillers :	35
Nbre de Présents :	35
Nbre d'Absents excusés avec pouvoir :	0
Nbre d'Absent(s) excusé(s) :	0

Délibération N° : 26.013/K

OBJET : AUTORISATION ESTER EN JUSTICE

SEANCE DU 07/04/2026

LE MARDI SEPT AVRIL DEUX MILLE VINGT-SIX A 19H00, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Bruno GALLIER.

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE :
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire a été désigné(e) comme secrétaire de séance.
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire procède à l'appel des Conseillers.

ETAIENT PRESENTS :
Monsieur Bruno GALLIER, Madame Valérie RAGOT, Monsieur Nicolas DOHIN, Madame Sandrine LAMIRÉ, Monsieur Jérôme MEUNIER, Madame Nathalie DO HUU, Monsieur Eric ADAM, Madame Nathalie ALCARAZ, Monsieur Dominique SERGI, Madame Sylvia CAMEIRA, Monsieur Timotée DAVIOT, Madame Françoise JUNGFER BOUVIER, Monsieur Serge BADENS, Monsieur Eric BASSET, Madame Claudine ROSSIGNOL, Madame Elisabeth FALOU, Monsieur Dominique EBLÉ, Monsieur Serafino SERRAVALLE, Madame Stéphanie AUFFRAY, Madame Catherine CHABOSSON, Madame Atidel MEHANNECHE, Monsieur Guillaume PEYTAVIN, Madame Laure MARTELLA MALRIEU, Monsieur Johnny PALMA, Monsieur Nicolas COURTOT, Madame Lydia GAUGIN, Madame Nelly OBAMBI, Monsieur Nicolas HOUNTON BACCHIERI, Monsieur Jean-Michel MATHY, Madame Francine BOBOT, Monsieur Jérôme RITTLING, Madame Fabienne MEURICE, Monsieur David FÉROT, Madame Audrey LEPAGE, Madame Myriam MONDON

Délibération N° : 26.013/K

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : **AUTORISATION ESTER EN JUSTICE**

Le Conseil Municipal,

VU la note explicative de synthèse de Monsieur le Maire,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2122-22 16 °,

VU la délibération n°26.009/K du Conseil Municipal en date du 21 mars 2026 portant élection du Maire,

VU la délibération n°26.012/K du 7 avril 2026, délégant les pouvoirs du Conseil municipal à Monsieur le Maire,

CONSIDERANT la nécessité d'autoriser M. le Maire à représenter la Ville devant toutes les instances juridictionnelles,

Après en avoir délibéré,

ADOPTE

28 Voix Pour, 7 Abstentions

Délibération N° : 26.013/K

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : **AUTORISATION ESTER EN JUSTICE**

ARTICLE 1 : AUTORISE Monsieur le Maire à intenter au nom de la Commune, et, dans son intérêt, toute action en justice ou de défendre la Commune dans les actions intentées contre elle devant les juridictions civiles, administratives et pénales, quel que soit le degré de ces juridictions.

ARTICLE 2 : DE REPRESENTER la Commune lorsque les actions concernent :

« 1 – Les décisions prises par le Maire, par délégation du Conseil Municipal dans les conditions prévues par la présente délibération.
2 – Les décisions prises par le Maire pour l'exécution des délibérations du Conseil.
3 – Les décisions prises par lui en vertu de ses compétences propres en matière d'administration d'acquisition, d'aliénation et de mise à disposition des propriétés communales, d'urbanisme, de police et de gestion du personnel communal ».

Ces actions sont mentionnées à titre indicatif, ces cas ne sont pas limitatifs. Ces actions pourront être intentées devant les juridictions civiles, administratives et pénales quel que soit le degré de ces juridictions.

ARTICLE 3 : AUTORISE Monsieur le Maire à procéder à toutes démarches à l'effet de constitution de partie civile.

ARTICLE 4 : DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et notification.

Délibération N° : 26.013/K

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : **AUTORISATION ESTER EN JUSTICE**

Et ont signé les membres présents,

Pour extrait certifié conforme,

Fait à Brunoy, le 08/04/2026

Le Maire,
Vice-Président de la Communauté d'agglomération
Val d'Yerres Val de Seine

MAIRIE DE BRUNOY (Essonne)

Bruno GALLIER

Le Secrétaire de séance

Nicolas DOHIN

Acte publié sur le site de la Ville le : 09/04/2026

Accusé de réception - contrôle de légalité

Nature de l'acte : Délibération

Numéro attribué à l'acte : 26.013/K

Objet de l'acte : AUTORISATION ESTER EN JUSTICE

Thème Préfecture : 5 - Institutions et vie politique / 8 - Decision d ester en justice

Transaction Préfecture : 091-219101144-20260407-BRU_DE_25649_1-DE

Date de l'acte : 07/04/2026

Identifiant unique de l'acte : BRU_DE_25649_1

Date de réception en Préfecture : 08 avril 2026

BRUNOY

LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

VILLE DE BRUNOY

EXTRAIT DU REGISTRE
des
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nbre de Conseillers :	35
Nbre de Présents :	35
Nbre d'Absents excusés avec pouvoir :	0
Nbre d'Absent(s) excusé(s) :	0

Délibération N° : 26.014/K

OBJET : CREATION DE 3 CONSEILS DE QUARTIER

SEANCE DU 07/04/2026

LE MARDI SEPT AVRIL DEUX MILLE VINGT-SIX A 19H00, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Bruno GALLIER.

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE :
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire a été désigné(e) comme secrétaire de séance.
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire procède à l'appel des Conseillers.

ETAIENT PRESENTS :
Monsieur Bruno GALLIER, Madame Valérie RAGOT, Monsieur Nicolas DOHIN, Madame Sandrine LAMIRÉ, Monsieur Jérôme MEUNIER, Madame Nathalie DO HUU, Monsieur Eric ADAM, Madame Nathalie ALCARAZ, Monsieur Dominique SERGI, Madame Sylvia CAMEIRA, Monsieur Timothée DAVIOT, Madame Françoise JUNGFER BOUVIER, Monsieur Serge BADENS, Monsieur Eric BASSET, Madame Claudine ROSSIGNOL, Madame Elisabeth FALOU, Monsieur Dominique EBLÉ, Monsieur Serafino SERRAVALLE, Madame Stéphanie AUFFRAY, Madame Catherine CHABOSSON, Madame Atidel MEHANNECHE, Monsieur Guillaume PEYTAVIN, Madame Laure MARTELLA MALRIEU, Monsieur Johnny PALMA, Monsieur Nicolas COURTOT, Madame Lydia GAUGIN, Madame Nelly OBAMBI, Monsieur Nicolas HOUNTON BACCHIERI, Monsieur Jean-Michel MATHY, Madame Francine BOBOT, Monsieur Jérôme RITTLING, Madame Fabienne MEURICE, Monsieur David FÉROT, Madame Audrey LEPAGE, Madame Myriam MONDON

Délibération N° : 26.014/K

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : CREATION DE 3 CONSEILS DE QUARTIER

Le Conseil Municipal,

VU la note explicative de synthèse de Monsieur le Maire,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L2143-1, L. 2122-2-1 et L 2122-18-1,

VU la délibération n°20.024/K du Conseil municipal en date du 11 juin 2020, portant création de 12 conseils de quartiers,

CONSIDERANT le renouvellement du Conseil municipal,

CONSIDERANT la nécessité d'abroger la délibération susvisée et de créer trois conseils de quartiers,

CONSIDERANT que l'élection de trois adjoints de quartiers fera l'objet d'une délibération ultérieure

CONSIDERANT l'importance pour la Ville et la vie des quartiers de la Commune, de disposer de représentation de proximité ;

CONSIDERANT la nécessité de faire vivre la démocratie de proximité au plus près des attentes des habitants ;

CONSIDERANT pour ce faire la création de Conseils de quartiers et de Comités de quartiers,

Après en avoir délibéré,

ADOPTE

28 Voix Pour, 7 Abstentions

Délibération N° : 26.014/K

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : **CREATION DE 3 CONSEILS DE QUARTIER**

ARTICLE 1 : ABROGE la délibération n°20.024/K du Conseil municipal en date du 11 juin 2020, portant création de 12 conseils de quartiers.

ARTICLE 2 : DECIDE de créer trois Conseils de quartiers, suivant le découpage cartographié annexé à la présente délibération.

1. **Le Quartier des Hautes-Mardelles** – calqué sur le périmètre de la Géographie prioritaire de l'Etat (décembre 2024) ;
2. **Les Quartiers du Nord** – regroupant les entités des quartiers des Basses-Mardelles et du Réveillon, du Sauvageon et du Plateau, des Vallées et du Centre-Ville ;
3. **Les Quartiers du Sud** – regroupant les entités des quartiers de Soulins et de Gambetta, des Ombrages et de Monsieur, de Talma, des Bosserons et de Garenne.

ARTICLE 3 : PRECISE le fonctionnement des conseils de quartiers :

Les Conseils de quartier :

- Ils seront réunis semestriellement à l'occasion d'une réunion publique.
- Le Conseil de quartier aura la charge de passer en revue l'ensemble des projets, ainsi que l'ensemble des questions et problématiques traitées par les Comités de quartier.
- Pour chaque Conseil de quartier, un élu sera élu Adjoint de quartiers lequel aura la responsabilité de l'animation et du suivi des réunions du Conseil de quartier.
- Un compte rendu sera établi et diffusé sur l'ensemble du quartier.

ARTICLE 4 : PRECISE les compétences des Conseils de quartiers :

La compétence de chaque Conseil de quartier s'exercera uniquement dans les limites géographiques du quartier concerné telles qu'elles sont fixées et cartographiées en annexe à la présente délibération.

Le Conseil de quartier en tant qu'instance consultative se prononcera pour avis et ne pourra en aucun cas se prévaloir d'une compétence décisionnelle générale.

Délibération N° : 26.014/K

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : CREATION DE 3 CONSEILS DE QUARTIER

Toutefois, il aura la possibilité de :

- Saisir le Maire de toute proposition concernant le quartier ;
- Formuler des propositions relatives aux dépenses susceptibles d'être engagées dans le quartier ;
- Adopter un rapport annuel sur son activité.
    - Les rapports annuels de chaque conseil de quartier seront synthétisés dans un document unique (le « rapport d'activité global ») qui sera adressé au Maire pour communication et un donner acte au Conseil municipal chaque année.
- Pouvoir être consulté sur les questions concernant le quartier ;

ARTICLE 5 : PRECISE les moyens alloués aux Conseils de quartiers :

Les trois Conseils de quartier disposeront annuellement d'un budget global de 30 000€ chacun, pour financer un ou plusieurs projets intéressant directement les habitants du quartier considéré après validation du Maire. Ces crédits seront inscrits au budget de la Commune et seront engagés dans le respect des règles de la comptabilité publique. Ceux-ci pourront être révisés dans le cadre de l'adoption du budget de la Commune.

ARTICLE 6 : PRECISE les modalités d'adoption du rapport annuel d'activités des Conseils de quartiers.

Une réunion plénière composée des référents de quartier, des adjoints en charge du quartier et du Maire a lieu chaque année afin de présenter les rapports d'activité de chaque conseil de quartier en vue de les soumettre au Conseil municipal.

Les deux groupes de l'opposition du Conseil municipal pourront, s'ils le souhaitent, participer à cette réunion.

ARTICLE 7 : PRECISE le fonctionnement des Comités de quartier :

- pour chacun des 3 quartiers, des **Comités de quartier représentant l'entité d'un quartier spécifique seront créés.** Ils seront composés de représentants et associations de quartier, présidé par l'Adjoint de quartier. Le nombre de représentants « habitants » de ces quartiers se situe entre 5 et 10 habitants, retenus après appel à candidature publié dans le magazine municipal (si le nombre de candidature est supérieur à 10, il sera procédé à un tirage au sort).

- réunis trimestriellement, les Comités de quartier ont vocation à examiner les questions exprimées et les différents projets intéressant le quartier. Ils proposeront, à partir d'un ordre du jour, des actions concrètes et de mobilisation des crédits du budget spécifique alloué au Conseil de quartier, estimé sur une base de 30 000 € / an.

- Les Comités de quartier formaliseront enfin l'ordre du jour et la préparation de la réunion semestrielle du Conseils de quartier.

Délibération N° : 26.014/K

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : **CREATION DE 3 CONSEILS DE QUARTIER**

ARTICLE 8 : **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Et ont signé les membres présents,

Pour extrait certifié conforme,

Fait à Brunoy, le 08/04/2026

Le Maire,
Vice-Président de la Communauté d'agglomération
Val d'Yerres Val de Seine

MAIRIE DE BRUNOY (Essonne)

Bruno GALLIER

Le Secrétaire de séance

Nicolas BOHIN

Acte publié sur le site de la Ville le : 09/04/2026

Accusé de réception - contrôle de légalité

Nature de l'acte : Délibération

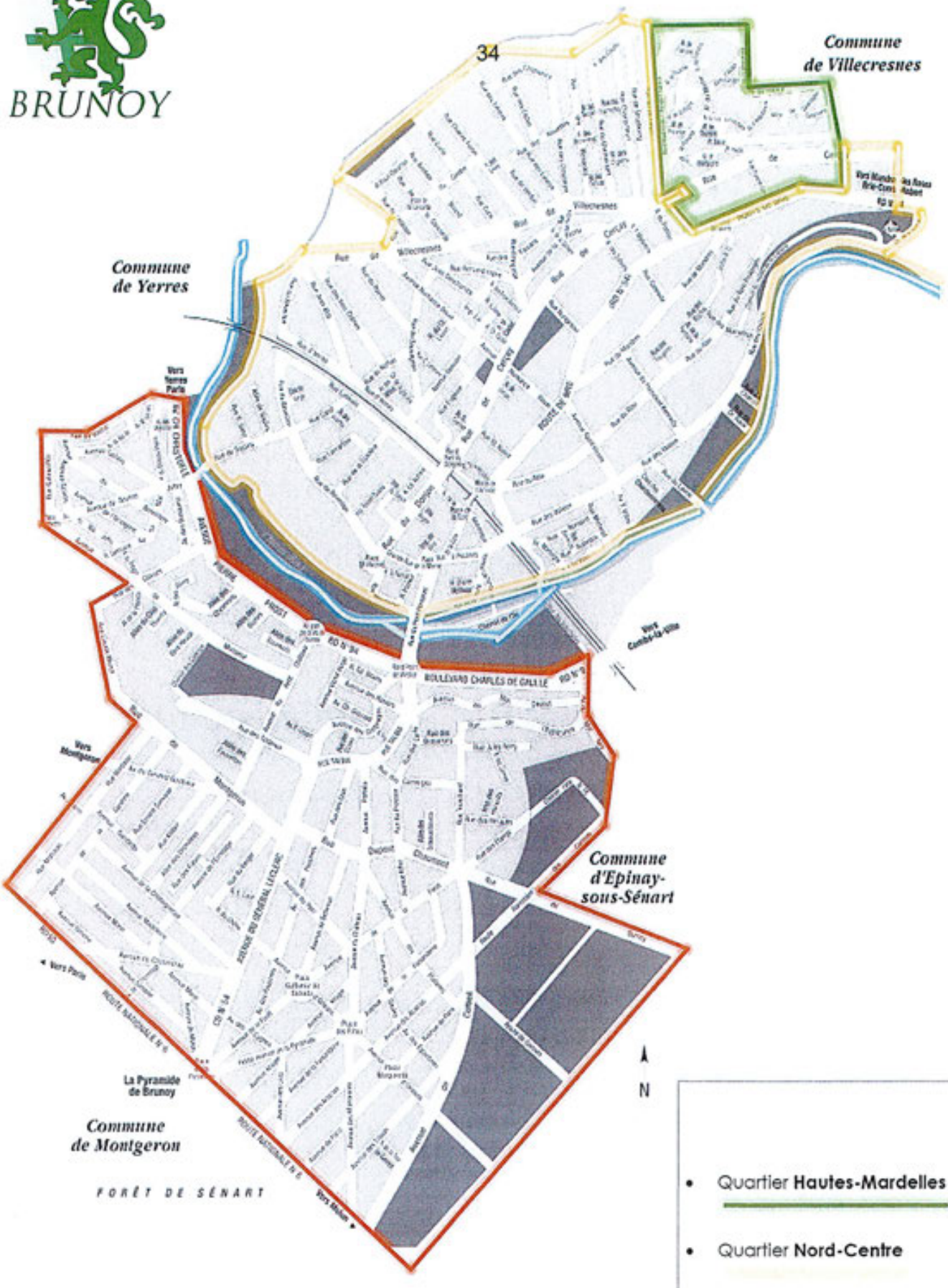
Numéro attribué à l'acte : 26.014/K

Objet de l'acte :	CREATION DE 3 CONSEILS DE QUARTIER
Thème Préfecture :	5 - Institutions et vie politique / 2 - Fonctionnement des assemblees
Transaction Préfecture :	091-219101144-20260407-BRU_DE_25660_1-DE
Date de l'acte :	07/04/2026

Identifiant unique de l'acte : BRU_DE_25660_1

Date de réception en Préfecture : 08 avril 2026

BRUNOY



Les Quartiers

BRUNOY

LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

VILLE DE BRUNOY

EXTRAIT DU REGISTRE
des
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nbre de Conseillers :	35
Nbre de Présents :	35
Nbre d'Absents excusés avec pouvoir :	0
Nbre d'Absent(s) excusé(s) :	0

Délibération N° : 26.015/K

OBJET : ELECTION DE TROIS ADJOINTS DE QUARTIERS

SEANCE DU 07/04/2026

LE MARDI SEPT AVRIL DEUX MILLE VINGT-SIX A 19H00, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Bruno GALLIER.

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE :
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire a été désigné(e) comme secrétaire de séance.
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire procède à l'appel des Conseillers.

ETAIENT PRESENTS :
Monsieur Bruno GALLIER, Madame Valérie RAGOT, Monsieur Nicolas DOHIN, Madame Sandrine LAMIRÉ, Monsieur Jérôme MEUNIER, Madame Nathalie DO HUU, Monsieur Eric ADAM, Madame Nathalie ALCARAZ, Monsieur Dominique SERGI, Madame Sylvia CAMEIRA, Monsieur Timotée DAVIOT, Madame Françoise JUNGFER BOUVIER, Monsieur Serge BADENS, Monsieur Eric BASSET, Madame Claudine ROSSIGNOL, Madame Elisabeth FALOU, Monsieur Dominique EBLÉ, Monsieur Serafino SERRAVALLE, Madame Stéphanie AUFFRAY, Madame Catherine CHABOSSON, Madame Atidel MEHANNECHE, Monsieur Guillaume PEYTAVIN, Madame Laure MARTELLA MALRIEU, Monsieur Johnny PALMA, Monsieur Nicolas COURTOT, Madame Lydia GAUGIN, Madame Nelly OBAMBI, Monsieur Nicolas HOUNTON BACCHIERI, Monsieur Jean-Michel MATHY, Madame Francine BOBOT, Monsieur Jérôme RITTLING, Madame Fablenne MEURICE, Monsieur David FÉROT, Madame Audrey LEPAGE, Madame Myriam MONDON

Délibération N° : 26.015/K

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : **ELECTION DE TROIS ADJOINTS DE QUARTIERS**

Le Conseil Municipal,

VU la note explicative de synthèse de Monsieur le Maire,

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L2143-1, L. 2122-2-1 et L.2122-18-1, L2122-4, LO 2122-4-1, L2122-6, L2122-7-2, L2122-8 à L2122-10,

VU la délibération n°26.010/K du Conseil Municipal en date du 21 mars 2026 fixant le nombre d'adjoints au Maire à 10,

VU la délibération n°26.011/K du Conseil Municipal en date du 21 mars 2026 portant élection des adjoints au Maire,

VU la délibération n°26.014/K du 7 avril 2026 portant création de trois conseils de quartier,

CONSIDERANT le renouvellement du Conseil Municipal,

CONSIDERANT la constitution du bureau de vote pour l'élection des adjoints de quartiers,

CONSIDERANT que la création de conseils de quartier permet de majorer l'effectif des adjoints au Maire de 30 %, correspondant à la création de 3 adjoints de quartier,

CONSIDERANT dès lors la nécessité de compléter l'effectif des adjoints au Maire en conséquence,

CONSIDERANT que M. Bruno GALLIER, élu Maire, a invité les Conseillers municipaux à procéder à l'élection des adjoints de quartiers au scrutin secret et à la majorité absolue,

CCONSIDERANT que le Maire a donné lecture de la liste ou des listes suivantes :

1. Liste « Brunoy évidemment » proposée par Monsieur GALLIER, Maire,

1. Madame ROSSIGNOL Claudine
2. Monsieur PEYTAVIN Guillaume
3. Madame FALOU ElisabethDélibération N° : 26.015/K

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : **ELECTION DE TROIS ADJOINTS DE QUARTIERS**

Après en avoir délibéré,

ADOPTE

28 Voix Pour, 7 Abstentions

ARTICLE 1 : **MAJORE** le nombre d'adjoints au maire de 30 % suite à la création de 3 conseils de quartiers, conformément à la réglementation en vigueur.

En conséquence, le nombre total d'adjoints au Maire est de 13, comportant 10 adjoints au Maire et 3 adjoints de quartier.

ARTICLE 2 : **PROCEDE** au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages exprimés à l'élection des adjoints au Maire.

Chaque conseiller municipal, après appel de son nom, a remis son enveloppe de vote fermée dans l'urne.

Résultats du 1er tour du scrutin

A	Bulletins trouvés dans l'urne :	35
B	(A déduire) Bulletin blancs et nuls :	7
C	(A-B) Suffrages exprimés :	28
D	Majorité absolue	18

Délibération N° : 26.015/K

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : **ELECTION DE TROIS ADJOINTS DE QUARTIERS**

La liste « Brunoy Evidemment » de Monsieur GALLIER Bruno, Maire, a obtenu 28 voix.

La liste « Brunoy Evidemment » de Monsieur GALLIER Bruno, Maire, ayant obtenu la Majorité absolue des suffrages exprimés a été proclamée élue.

Ainsi, sont proclamés adjoints de quartiers :

1. Madame ROSSIGNOL Claudine, Onzième Adjointe au Maire
2. Monsieur PEYTAVIN Guillaume, Douzième Adjoint au Maire
3. Madame FALOU Elisabeth, Treizième Adjointe au Maire

ARTICLE 3 : **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Et ont signé les membres présents,

Pour extrait certifié conforme,

Fait à Brunoy, le 08/04/2026

Le Maire,
Vice-Président de la Communauté d'agglomération
Val d'Yerres Val de Seine

MAIRIE DE BRUNOY (Essonne)

Bruno GALLIER

Le Secrétaire de séance

Nicolas DOHIN

Acte publié sur le site de la Ville le : 09/04/2026

Accusé de réception - contrôle de légalité

Nature de l'acte : Délibération

Numéro attribué à l'acte : 26.015/K

Objet de l'acte :	ELECTION DE TROIS ADJOINTS DE QUARTIERS
Thème Préfecture :	5 - Institutions et vie politique / 1 - Election executif
Transaction Préfecture :	091-219101144-20260407-BRU_DE_25661_1-DE
Date de l'acte :	07/04/2026

Identifiant unique de l'acte : BRU_DE_25661_1

Date de réception en Préfecture : 08 avril 2026

BRUNOY

LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

VILLE DE BRUNOY

EXTRAIT DU REGISTRE
des
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nbre de Conseillers :	35
Nbre de Présents :	35
Nbre d'Absents excusés avec pouvoir :	0
Nbre d'Absent(s) excusé(s) :	0

Délibération N° : 26.016/E

OBJET : FIXATION DES INDEMNITES DE FONCTION DES ELUS

SEANCE DU 07/04/2026

LE MARDI SEPT AVRIL DEUX MILLE VINGT-SIX A 19H00, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Bruno GALLIER.

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE :
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire a été désigné(e) comme secrétaire de séance.
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire procède à l'appel des Conseillers.

ETAIENT PRESENTS :
Monsieur Bruno GALLIER, Madame Valérie RAGOT, Monsieur Nicolas DOHIN, Madame Sandrine LAMIRÉ, Monsieur Jérôme MEUNIER, Madame Nathalie DO HUU, Monsieur Eric ADAM, Madame Nathalie ALCARAZ, Monsieur Dominique SERGI, Madame Sylvia CAMEIRA, Monsieur Timotée DAVIOT, Madame Françoise JUNGFER BOUVIER, Monsieur Serge BADENS, Monsieur Eric BASSET, Madame Claudine ROSSIGNOL, Madame Elisabeth FALOU, Monsieur Dominique EBLÉ, Monsieur Serafino SERRAVALLE, Madame Stéphanie AUFFRAY, Madame Catherine CHABOSSON, Madame Atidel MEHANNECHE, Monsieur Guillaume PEYTAVIN, Madame Laure MARTELLA MALRIEU, Monsieur Johnny PALMA, Monsieur Nicolas COURTOT, Madame Lydia GAUGIN, Madame Nelly OBAMBI, Monsieur Nicolas HOUNTON BACCHIERI, Monsieur Jean-Michel MATHY, Madame Francine BOBOT, Monsieur Jérôme RITTLING, Madame Fabienne MEURICE, Monsieur David FÉROT, Madame Audrey LEPAGE, Madame Myriam MONDON

Délibération N° : 26.015/E

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : **FIXATION DES INDEMNITES DE FONCTION DES ELUS**

Le Conseil municipal,

VU la note explicative de synthèse de Monsieur le Maire,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU les dispositions des articles L. 2123-20 à L. 2123-24-1 et R. 2123-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les articles L. 2123-23, L. 2123-24 et L2123-24-1 du Code Général des Collectivités Territoriales fixent des taux maxima pour les indemnités votées par les conseillers municipaux pour le maire et les adjoints,

VU l'article L2143-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°26.009/K du Conseil municipal en date du 21 mars 2026 portant élection du Maire,

VU la délibération n°26.011/K du Conseil municipal en date du 21 mars 2026 portant élection des adjoints au Maire,

VU la délibération n°26.015/K du Conseil municipal en date du 7 avril 2026 portant élection des adjoints de quartier au Maire,

VU le procès-verbal de la séance d'installation du Conseil Municipal en date du 21 mars 2026 constatant l'élection du maire et de 10 adjoints au maire,

VU le procès-verbal de la séance d'installation du Conseil Municipal en date du 7 avril 2026 constatant l'élection 3 adjoints de quartiers,

CONSIDERANT que le montant de l'enveloppe indemnitaire globale est égal au total des indemnités maximales du maire et des adjoints,

CONSIDERANT que, conformément à l'article L2143-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communes entre 20 000 et 79 999 habitants ont la possibilité de créer des conseils de quartiers, et majorer de 30 % l'effectif des adjoints au Maire,

CONSIDERANT que les indemnités versées aux conseillers municipaux délégués le sont par prélèvement sur l'indemnité du Maire et des Adjoints au Maire dans le respect du montant maximal des indemnités susceptibles d'être allouées au Maire et aux Adjoints,

Délibération N° : 26.016/E

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : **FIXATION DES INDEMNITES DE FONCTION DES ELUS**

CONSIDERANT qu'en application de l'article L2123-22 du CGCT, modifié par l'article 92 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, les majorations prévues par cet article font désormais l'objet d'un vote distinct qui peut avoir lieu lors de la même séance,

Après en avoir délibéré,

ADOPTE

28 Voix Pour, 7 Abstentions

ARTICLE 1 : **ABROGE** la délibération n° 20.027/DK du 11 juin 2020 portant fixation des indemnités des élus.

ARTICLE 2 : **DIT** que le calcul du montant des indemnités d'élus a pour base l'indice brut 1027 de la fonction publique auquel est appliqué les pourcentages prévus par le Code général des collectivités territoriales :

- Indemnité de référence basée sur l'indice terminal de la fonction publique territorial (1027), depuis le 01/01/2024 : 4 110,52 € €
- Montant maximal de l'indemnité du Maire (90% de l'indemnité de référence) : 3 699,47 €
- Montant maximal de l'indemnité d'Adjoint (33% de l'indemnité de référence) : 1 356,47 €

Délibération N° : 26.016/E

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : FIXATION DES INDEMNITES DE FONCTION DES ELUS

ARTICLE 3 : FIXE à compter du 7 avril 2026, l'enveloppe maximale des indemnités pouvant être allouées à 256 003,27 €, calculée de la manière suivante :

	Montant maximal de l'indemnité	**Nombre**	**Total Mensuel** *(Montant maximal de l'indemnité X Nombre)*	**Total Annuel** *(Montant maximal de l'indemnité X Nombre X 12)*
Maire	3 699,47 €	1	3 699,47 €	44 393,63 €
Adjoint	1 356,47 €	10	13 564,72 €	162 776,64 €
Adjoint de quartier	1 356,47 €	3	4 069,42 €	48 832,99 €
Total de l'enveloppe			**21 333,61 €**	**256 003,27 €**

ARTICLE 4 : DECIDE

- de fixer le montant de l'indemnité pour l'exercice effectif des fonctions de maire à 70 % de l'indice brut terminal de la fonction publique,
- de fixer le montant de l'indemnité pour l'exercice effectif des fonctions d'adjoint au maire à 21 % de l'indice brut terminal de la fonction publique,
- de fixer le montant de l'indemnité pour l'exercice effectif des fonctions de conseiller municipal délégué / Vice-président de commission à 10,18 % de l'indice brut terminal de la fonction publique,
- de fixer le montant de l'indemnité pour l'exercice effectif des fonctions de conseiller municipal délégué à 11,14 % de l'indice brut terminal de la fonction publique,
- de fixer le montant de l'indemnité pour l'exercice effectif des fonctions de conseiller municipal à 2,78 % de l'indice brut terminal de la fonction publique.

ARTICLE 5 : DIT que les indemnités de fonction seront automatiquement revalorisées en fonction de l'évolution de la valeur du point de l'indice et versées mensuellement.

ARTICLE 6 : DIT que les crédits nécessaires seront inscrits au budget.

ARTICLE 7 : DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux à compter de sa publication.

Délibération N° : 26.016/E

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : **FIXATION DES INDEMNITES DE FONCTION DES ELUS**

Et ont signé les membres présents,

Pour extrait certifié conforme,

Fait à Brunoy, le 08/04/2026

Le Maire;
Vice-Président de la Communauté d'agglomération
Val d'Yerres Val de Seine

MAIRIE DE BRUNOY (Essonne)

Bruno GALLIER

Le Secrétaire de séance

Nicolas DOHIN

Acte publié sur le site de la Ville le : 09/04/2026

Accusé de réception - contrôle de légalité

Nature de l'acte : Délibération

Numéro attribué à l'acte : 26.016/E

Objet de l'acte :	FIXATION DES INDEMNITES DE FONCTION DES ELUS
Thème Préfecture :	4 - Fonction publique / 5 - Regime indemnitaire
Transaction Préfecture :	091-219101144-20260407-BRU_DE_25673_1-DE
Date de l'acte :	07/04/2026

Identifiant unique de l'acte : BRU_DE_25673_1

Date de réception en Préfecture : 08 avril 2026

BRUNOY

LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

VILLE DE BRUNOY

EXTRAIT DU REGISTRE
des
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nbre de Conseillers :	35
Nbre de Présents :	35
Nbre d'Absents excusés avec pouvoir :	0
Nbre d'Absent(s) excusé(s) :	0

Délibération N° : 26.017/E

OBJET : FIXATION DES MAJORATIONS DES INDEMNITES DE FONCTION DES ELUS

SEANCE DU 07/04/2026

LE MARDI SEPT AVRIL DEUX MILLE VINGT-SIX A 19H00, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Bruno GALLIER.

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE :
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire a été désigné(e) comme secrétaire de séance.
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire procède à l'appel des Conseillers.

ETAIENT PRESENTS :
Monsieur Bruno GALLIER, Madame Valérie RAGOT, Monsieur Nicolas DOHIN, Madame Sandrine LAMIRÉ, Monsieur Jérôme MEUNIER, Madame Nathalie DO HUU, Monsieur Eric ADAM, Madame Nathalie ALCARAZ, Monsieur Dominique SERGI, Madame Sylvia CAMEIRA, Monsieur Timotée DAVIOT, Madame Françoise JUNGFER BOUVIER, Monsieur Serge BADENS, Monsieur Eric BASSET, Madame Claudine ROSSIGNOL, Madame Elisabeth FALOU, Monsieur Dominique EBLÉ, Monsieur Serafino SERRAVALLE, Madame Stéphanie AUFFRAY, Madame Catherine CHABOSSON, Madame Atidel MEHANNECHE, Monsieur Guillaume PEYTAVIN, Madame Laure MARTELLA MALRIEU, Monsieur Johnny PALMA, Monsieur Nicolas COURTOT, Madame Lydia GAUGIN, Madame Nelly OBAMBI, Monsieur Nicolas HOUNTON BACCHIERI, Monsieur Jean-Michel MATHY, Madame Francine BOBOT, Monsieur Jérôme RITTLING, Madame Fabienne MEURICE, Monsieur David FÉROT, Madame Audrey LEPAGE, Madame Myriam MONDON

Délibération N° : 26.017/E

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : **FIXATION DES MAJORATIONS DES INDEMNITES DE FONCTION DES ELUS**

Le Conseil municipal,

VU la note explicative de synthèse de Monsieur le Maire,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU les dispositions des articles L. 2123-20 à L. 2123-24-1 et R. 2123-23 du Code général des collectivités territoriales,

VU l'article L2123-22 du CGCT relatif aux majorations d'indemnité de fonction pouvant être attribuées aux élus municipaux,

VU la délibération du Conseil Municipal n°26.016/E du 7 avril 2026 fixant le montant des indemnités de fonction des élus,

CONSIDERANT qu'en application de l'article L2123-22 du CGCT, modifié par l'article 92 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, les majorations prévues par cet article font désormais l'objet d'un vote distinct qui peut avoir lieu lors de la même séance,

CONSIDERANT que la commune est chef-lieu de canton,

CONSIDERANT que la commune a reçu au cours des exercices 2023, 2024 et 2025 la dotation de solidarité urbaine,

Après en avoir délibéré,

ADOPTE

28 Voix Pour, 4 Voix Contre, 3 Abstentions

Délibération N° : 26.017/E

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : FIXATION DES MAJORATIONS DES INDEMNITES DE FONCTION DES ELUS

ARTICLE 1 : DECIDE d'attribuer la majoration de 15 % au titre de commune chef-lieu de canton, étant précisé que cette majoration s'applique sur le taux de la strate réelle fixée par la délibération susvisée, à l'indemnité du Maire et des Adjoints.

ARTICLE 2 : DECIDE d'attribuer la majoration en tant que commune attributaire de la dotation de solidarité urbaine au titre de laquelle les indemnités de fonctions peuvent être votées dans les limites correspondant à l'échelon immédiatement supérieur à celui de la population des communes visé à l'article L. 2123-23 en fixant le montant des indemnités majorées dans les conditions suivantes :

- Maire : taux de la strate supérieure pour majoration de la DSU : 110 %

- Adjoints : taux de la strate supérieure pour majoration de la DSU : 44 %

- Conseillers Municipaux délégués / Vice-président de commission : taux de la strate supérieure pour majoration de la DSU : 44 %

ARTICLE 3 : DIT que les indemnités du Maire et des Adjoints au Maire, prévues à l'article 4 de la délibération du Conseil Municipal n°26.016/E du 7 avril 2026 sont majorées, au titre de la Dotation de Solidarité Urbaine versée à la Commune et cumulé avec la majoration de chef-lieu de canton (+ 15%), en appliquant la formule suivante :

Pour le Maire :
Taux plafond de la strate supérieure (110) X par le pourcentage de l'indemnité fixée (70%), le tout divisé par le taux plafond de la strate (90) + la majoration chef-lieu de canton (15 % de l'indemnité brute mensuelle)

Pour les Adjoints au Maire :
Taux plafond de la strate supérieure (44) X le pourcentage de l'indemnité fixée (21 %), le tout divisé par le taux plafond de la strate (33) + la majoration chef-lieu de canton (15 % de l'indemnité brute mensuelle)

ARTICLE 4 : DIT que les indemnités des Conseillers Municipaux délégués / Vice-président de commission, prévues à l'article 4 de la délibération du Conseil Municipal n°26.016/E du 7 avril 2026 sont majorées, au titre de la Dotation de Solidarité Urbaine versée à la Commune, en appliquant la formule suivante :

Taux plafond de la strate supérieure (44) X le pourcentage de l'indemnité fixée (10,18 %), le tout divisé par le taux plafond de la strate (33).

Délibération N° : 26.017/E

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : FIXATION DES MAJORATIONS DES INDEMNITES DE FONCTION DES ELUS

ARTICLE 5 : DIT que les indemnités de fonction seront automatiquement revalorisées en fonction de l'évolution de la valeur du point de l'indice et versées mensuellement.

ARTICLE 6 : DIT que les crédits nécessaires seront inscrits au budget.

ARTICLE 7 : DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux à compter de sa publication.

Et ont signé les membres présents,

Pour extrait certifié conforme,

Fait à Brunoy, le 08/04/2026

Le Maire,
Vice-Président de la Communauté d'agglomération
Val d'Yerres Val de Seine

MAIRIE DE BRUNOY (Essonne)

Bruno GALLIER

Le Secrétaire de séance

Nicolas DOHIN

Acte publié sur le site de la Ville le : 09/04/2026

Accusé de réception - contrôle de légalité

Nature de l'acte : Délibération

Numéro attribué à l'acte : 26.017/E

Objet de l'acte :	FIXATION DES MAJORATIONS DES INDEMNITES DE FONCTION DES ELUS
Thème Préfecture :	4 - Fonction publique / 5 - Regime indemnitaire
Transaction Préfecture :	091-219101144-20260407-BRU_DE_25674_1-DE
Date de l'acte :	07/04/2026

Identifiant unique de l'acte : BRU_DE_25674_1

Date de réception en Préfecture : 08 avril 2026

BRUNOY

LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

VILLE DE BRUNOY

EXTRAIT DU REGISTRE
des
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nbre de Conseillers :	35
Nbre de Présents :	35
Nbre d'Absents excusés avec pouvoir :	0
Nbre d'Absent(s) excusé(s) :	0

Délibération N° : 26.018/E

OBJET : MODALITES D'APPLICATION DU DROIT A LA FORMATION DES ELUS

SEANCE DU 07/04/2026

LE MARDI SEPT AVRIL DEUX MILLE VINGT-SIX A 19H00, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Bruno GALLIER.

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE :
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire a été désigné(e) comme secrétaire de séance.
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire procède à l'appel des Conseillers.

ETAIENT PRESENTS :
Monsieur Bruno GALLIER, Madame Valérie RAGOT, Monsieur Nicolas DOHIN, Madame Sandrine LAMIRÉ, Monsieur Jérôme MEUNIER, Madame Nathalie DO HUU, Monsieur Eric ADAM, Madame Nathalie ALCARAZ, Monsieur Dominique SERGI, Madame Sylvia CAMEIRA, Monsieur Timotée DAVIOT, Madame Françoise JUNGFER BOUVIER, Monsieur Serge BADENS, Monsieur Eric BASSET, Madame Claudine ROSSIGNOL, Madame Elisabeth FALOU, Monsieur Dominique EBLÉ, Monsieur Serafino SERRAVALLE, Madame Stéphanie AUFFRAY, Madame Catherine CHABOSSON, Madame Atidel MEHANNECHE, Monsieur Guillaume PEYTAVIN, Madame Laure MARTELLA MALRIEU, Monsieur Johnny PALMA, Monsieur Nicolas COURTOT, Madame Lydia GAUGIN, Madame Nelly OBAMBI, Monsieur Nicolas HOUNTON BACCHIERI, Monsieur Jean-Michel MATHY, Madame Francine BOBOT, Monsieur Jérôme RITTLING, Madame Fabienne MEURICE, Monsieur David FÉROT, Madame Audrey LEPAGE, Madame Myriam MONDON

Délibération N° : 26.018/E

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : **MODALITES D'APPLICATION DU DROIT A LA FORMATION DES ELUS**

Le Conseil municipal,

VU la note explicative de synthèse de Monsieur le Maire,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU les dispositions des articles L.2123-12 à L.2123-14 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article L.1621-3 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n° 2025-1249 du 22 décembre 2025 portant création d'un statut de l'élu local,

VU l'ordonnance n° 2021-45 du 20 janvier 2021 portant réforme de la formation des élus locaux,

VU l'arrêté du 12 juillet 2021 portant diverses mesures applicables au droit individuel à la formation des élus locaux,

VU la délibération du Conseil Municipal n° 20.022/DK du 11 juin 2020 portant modalités d'application du droit à la formation,

CONSIDERANT que les membres d'un conseil municipal ont droit à une formation adaptée à leurs fonctions,

CONSIDERANT que dans les trois mois suivant son renouvellement, le conseil municipal est tenu de délibérer sur l'exercice du droit à la formation de ses membres, en déterminant les orientations et les crédits ouverts à ce titre,

CONSIDERANT d'une part que les membres du conseil municipal bénéficient chaque année d'un Droit Individuel à la Formation des Elus (D.I.F.E.) d'une valeur de 400 € par an, cumulable sur toute la durée du mandat, mais dans la limite d'un plafond de 700 €, financé par une cotisation obligatoire dont le taux est de 1 %, prélevée sur les indemnités de fonction perçues par les membres du conseil,

CONSIDERANT que la mise en œuvre du D.I.F.E. relève de l'initiative de chacun des élus et peut concerner des formations sans lien avec l'exercice du mandat. Ces formations peuvent notamment contribuer à

Délibération N° : 26.018/E

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : MODALITES D'APPLICATION DU DROIT A LA FORMATION DES ELUS

CONSIDERANT par ailleurs, que le droit à la formation en lien avec leur mandat est reconnu au bénéfice des membres du conseil municipal qui ont droit à un congé formation de 24 jours au total pour la durée de leur mandat, quel que soit le nombre de mandats détenus,

CONSIDERANT que les frais de formation incluant les frais de déplacement, de séjour et d'enseignement donnent droit à remboursement, et constituent une dépense obligatoire de la commune dès lors que l'organisme dispensateur est agréé par le ministère de l'intérieur,

CONSIDERANT que, par ailleurs, le montant prévisionnel des dépenses de formation des élus ne peut être inférieur à 2 % du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées aux membres du conseil municipal, sans que le montant réel des dépenses de formation ne puisse excéder 20 % du même montant,

Après en avoir délibéré,

ADOPTE A L'UNANIMITE

ARTICLE 1 : **ABROGE** la délibération n° 20.022/DK du 11 juin 2020 portant modalités d'application du droit à la formation.

ARTICLE 2 : **DECIDE** que chaque élu pourra bénéficier, pour la durée du mandat, des droits à la formation à la condition que l'organisme soit agréé par le ministère de l'Intérieur et que la formation présente un intérêt pour le bon fonctionnement du Conseil municipal.

ARTICLE 3 : **APPROUVE** les orientations données à la formation des élus de la collectivité :

- Les fondamentaux de l'action publique locale,
- Les formations en lien avec les délégations et/ou l'appartenance aux différentes commissions,
- Les formations favorisant l'efficacité personnelle (prise de parole, bureautique ...).
- Les formations visant à optimiser les relations entre l'élu et les services

Délibération N° : 26.018/E

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : MODALITES D'APPLICATION DU DROIT A LA FORMATION DES ELUS

ARTICLE 4 : **DECIDE** d'inscrire au budget principal une enveloppe annuelle dédiée à la formation des élus municipaux égale à 20 % du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées aux membres du conseil municipal, soit 66 731,12 €.

ARTICLE 5 : **DIT** que les crédits relatifs aux dépenses de formation qui n'auront pas été consommés à la clôture de l'exercice au titre duquel ils ont été inscrits seront affectés en totalité au budget de l'exercice suivant, sans pouvoir être reportés au-delà de l'année au cours de laquelle interviendra le renouvellement de l'assemblée délibérante.

ARTICLE 6 : **DIT** que chaque élu est libre de choisir le sujet de la formation qu'il entend suivre. Chaque élu souhaitant bénéficier d'une formation prise en charge par la commune doit préalablement en avertir le Maire qui instruira la demande au vu du bulletin d'inscription et des informations fournies par l'élu, dont, obligatoirement : le nom de l'organisme dispensateur, le sujet de la formation, sa durée et son coût. Les demandes sont traitées par le Maire au fur et à mesure de leur dépôt. Si le refus du Maire est motivé par l'épuisement des crédits budgétaires annuels consacrés à la formation des membres du conseil municipal, l'élu auquel ce refus aura été opposé sera prioritaire pour bénéficier d'une formation sur le même sujet au cours de l'exercice budgétaire suivant.

ARTICLE 7 : **DIT** que chaque élu ayant suivi une formation devra remettre au Maire une attestation produite par l'organisme formateur et constatant que l'élu a bien participé à la séance.

ARTICLE 8 : **DIT** que les frais de déplacement et de séjour que l'élu aura été contraint d'exposer pour suivre la formation pourront lui être remboursés dans les limites définies par le décret fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État et à la condition que le Maire ait donné son accord à cette prise en charge préalablement à l'inscription de l'élu à la formation.

ARTICLE 9 : **DIT** que les pertes de revenu subies par l'élu du fait de l'exercice de son droit à la formation sont compensées par la commune, sur justificatifs, dans la limite de vingt et un jours par élu pour la durée du mandat et d'une fois et demie la valeur horaire du salaire minimum de croissance par heure.

ARTICLE 10 : **DIT** que l'élu dispose d'un droit individuel à la formation (DIFE) et que depuis 2021, la valeur de ce DIFE acquis chaque année par les élus locaux est fixée à 400 €. Ce crédit est cumulable sur toute la durée du mandat, mais dans la limite d'un plafond de 700 €. Ce droit et financé par une cotisation obligatoire dont le taux est de 1%, prélevé sur le montant annuel brut des indemnités de fonction, majorations comprises.

L'exercice de ce droit relève de l'initiative de chacun des élus.

ARTICLE 11 : **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget.

Délibération N° : 26.018/E

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : MODALITES D'APPLICATION DU DROIT A LA FORMATION DES ELUS

ARTICLE 12 : DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux à compter de sa publication.

Et ont signé les membres présents,

Pour extrait certifié conforme,

Fait à Brunoy, le 08/04/2026

Le Maire,
Vice-Président de la Communauté d'agglomération
Val d'Yerres Val de Seine

MAIRIE DE BRUNOY (Essonne)

Bruno GALLIER

Le Secrétaire de séance

Nicolas DOHIN

Acte publié sur le site de la Ville le : 09/04/2026

Accusé de réception - contrôle de légalité

Nature de l'acte : Délibération

Numéro attribué à l'acte : 26.018/E

Objet de l'acte :	MODALITES D'APPLICATION DU DROIT A LA FORMATION DES ELUS
Thème Préfecture :	5 - Institutions et vie politique / 6 - Exercice des mandats locaux
Transaction Préfecture :	091-219101144-20260407-BRU_DE_25686_1-DE
Date de l'acte :	07/04/2026

Identifiant unique de l'acte : BRU_DE_25686_1

Date de réception en Préfecture : 08 avril 2026

BRUNOY

LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

VILLE DE BRUNOY

EXTRAIT DU REGISTRE
des
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nbre de Conseillers :	35
Nbre de Présents :	35
Nbre d'Absents excusés avec pouvoir :	0
Nbre d'Absent(s) excusé(s) :	0

Délibération N° : 26.019/K

OBJET : CREATION ET COMPOSITION DES COMMISSIONS PERMANENTES

SEANCE DU 07/04/2026

LE MARDI SEPT AVRIL DEUX MILLE VINGT-SIX A 19H00, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Bruno GALLIER.

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE :
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire a été désigné(e) comme secrétaire de séance.
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire procède à l'appel des Conseillers.

ETAIENT PRESENTS :
Monsieur Bruno GALLIER, Madame Valérie RAGOT, Monsieur Nicolas DOHIN, Madame Sandrine LAMIRÉ, Monsieur Jérôme MEUNIER, Madame Nathalie DO HUU, Monsieur Eric ADAM, Madame Nathalie ALCARAZ, Monsieur Dominique SERGI, Madame Sylvia CAMEIRA, Monsieur Timotée DAVIOT, Madame Françoise JUNGFER BOUVIER, Monsieur Serge BADENS, Monsieur Eric BASSET, Madame Claudine ROSSIGNOL, Madame Elisabeth FALOU, Monsieur Dominique EBLÉ, Monsieur Serafino SERRAVALLE, Madame Stéphanie AUFFRAY, Madame Catherine CHABOSSON, Madame Atidel MEHANNECHE, Monsieur Guillaume PEYTAVIN, Madame Laure MARTELLA MALRIEU, Monsieur Johnny PALMA, Monsieur Nicolas COURTOT, Madame Lydia GAUGIN, Madame Nelly OBAMBI, Monsieur Nicolas HOUNTON BACCHIERI, Monsieur Jean-Michel MATHY, Madame Francine BOBOT, Monsieur Jérôme RITTLING, Madame Fabienne MEURICE, Monsieur David FÉROT, Madame Audrey LEPAGE, Madame Myriam MONDON

Délibération N° : 26.019/K

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : CREATION ET COMPOSITION DES COMMISSIONS PERMANENTES

Le Conseil Municipal,

VU la note explicative de synthèse de Monsieur le Maire,

VU le Code général des Collectivités territoriales, et notamment son article L2121-22,

VU l'article L2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal peut décider à l'unanimité de ne pas recourir au scrutin secret et donc de voter à main levée

CONSIDERANT la volonté de créer trois commissions municipales pour participer à l'activité et aux projets développés pour la Ville de Brunoy,

CONSIDERANT la nécessité de fixer le nombre de représentants du conseil municipal à 9 membres en plus du Maire, président de droit, afin de respecter la représentation proportionnelle,

CONSIDERANT, pour la Commission Finances, Ressources Humaines et Dialogue Social, la liste commune des groupes politiques :

Président : Monsieur GALLIER Bruno
1. Monsieur SERGI Dominique
2. Madame CHABOSSON Catherine
3. Monsieur BADENS Serge
4. Madame RAGOT Valérie
5. Monsieur DOHIN Nicolas
6. Monsieur MEUNIER Jérôme
7. Madame ALCARAZ Nathalie
8. Monsieur RITTLING Jérôme
9. Monsieur FÉROT David

CONSIDERANT, pour la Commission Cadre de Vie et Aménagement durable, la liste commune des groupes politiques :

Président : Monsieur GALLIER Bruno
1. Madame RAGOT Valérie
2. Monsieur DOHIN Nicolas
3. Monsieur MEUNIER Jérôme
4. Madame AUFFRAY Stéphanie
5. Monsieur PEYTAVIN Guillaume
6. Madame FALOU Elisabeth
7. Monsieur HOUNTON BACCHIERI Nicolas
8. Madame MEURICE Fabienne
9. Madame MONDON Myriam

Délibération N° : 26.019/K

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : **CREATION ET COMPOSITION DES COMMISSIONS PERMANENTES**

CONSIDERANT, pour la Commission Education et Familles, la liste commune des groupes politiques :

Président : Monsieur GALLIER Bruno
1. Madame DO HUU Nathalie
2. Madame FALOU Elisabeth
3. Monsieur COURTOT Nicolas
4. Monsieur PEYTAVIN Guillaume
5. Monsieur PALMA Johnny
6. Madame GAUGUIN Lydia
7. Monsieur BADENS Serge
8. Madame BOBOT Francine
9. Madame LEPAGE Audrey

CONSIDERANT, pour la Commission Culture, Sport, Vie Associative et Jeunesse, la liste commune des groupes politiques :

Président : Monsieur GALLIER Bruno
1. Madame LAMIRÉ Sandrine
2. Madame ALCARAZ Nathalie
3. Monsieur DAVIOT Timotée
4. Monsieur BASSET Eric
5. Madame MARTELLA MALRIEU Laure
6. Monsieur SERRAVALLE Serafino
7. Madame OBAMBI Nelly
8. Madame MEURICE Fabienne
9. Monsieur FÉROT David

CONSIDERANT, pour la Commission Solidarité et Santé, la liste commune des groupes politiques :
Président : Monsieur GALLIER Bruno
1. Monsieur ADAM Eric
2. Madame CAMEIRA Sylvia
3. Madame ROSSSIGNOL Claudine
4. Madame JUNGFER BOUVIER Françoise
5. Madame MEHANNECHE Atidel
6. Monsieur EBLÉ Dominique
7. Madame CHABOSSON Catherine
8. Madame BOBOT Francine
9. Madame MONDON Myriam

Délibération N° : 26.019/K

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : **CREATION ET COMPOSITION DES COMMISSIONS PERMANENTES**

Après en avoir délibéré,

ADOPTE A L'UNANIMITE

ARTICLE 1 : **DECIDE** de créer 5 Commissions permanentes, portant les noms suivants :

- Commission Finances, Ressources Humaines et Dialogue Social
- Commission Cadre de Vie et Aménagement
- Commission Education et Famille
- Commission Sports, Culture, Vie Associative et Jeunesse
- Commission Solidarités et Santé

ARTICLE 2 : **FIXE** la composition de chaque commission à 9 membres du conseil municipal, en plus du Maire, président de droit.

ARTICLE 3 : **PROCEDE** à l'élection à la représentation proportionnelle au plus fort reste des 9 membres du Conseil municipal appelés à siéger à chaque commission visée à l'article 1er :

1. Pour la Commission Finances, Ressources Humaines et Dialogue Social
   Résultat du 1er tour de scrutin : une seule liste commune des groupes politiques : La liste a obtenu 35 voix

2. Pour la Commission Cadre de Vie et Aménagement
   Résultat du 1er tour de scrutin : une seule liste commune des groupes politiques : La liste a obtenu 35 voix

3. Pour la Commission Education et Famille
   Résultat du 1er tour de scrutin : une seule liste commune des groupes politiques : La liste a obtenu 35 voix

4. Pour la Commission Sports, Culture, Vie Associative et Jeunesse
   Résultat du 1er tour de scrutin : une seule liste commune des groupes politiques : La liste a obtenu 35 voix

5. Pour la Commission Solidarités et Santé
   Résultat du 1er tour de scrutin : une seule liste commune des groupes politiques : La liste a obtenu 35 voix

Délibération N° : 26.019/K

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : **CREATION ET COMPOSITION DES COMMISSIONS PERMANENTES**

ARTICLE 4 : DESIGNE les membres des Commissions suivantes :

1. **Commission Finances, Ressources Humaines et Dialogue Social**

Président de droit :	Monsieur GALLIER Bruno
Premier membre :	Monsieur SERGI Dominique
Deuxième membre :	Madame CHABOSSON Catherine
Troisième membre :	Monsieur BADENS Serge
Quatrième membre :	Madame RAGOT Valérie
Cinquième membre :	Monsieur DOHIN Nicolas
Sixième membre :	Monsieur MEUNIER Jérôme
Septième membre :	Madame ALCARAZ Nathalie
Huitième membre :	Monsieur RITTLING Jérôme
Neuvième membre	Monsieur FÉROT David

2. **Commission Cadre de Vie et Aménagement durable**

Président de droit :	Président : Monsieur GALLIER Bruno
Premier membre :	Madame RAGOT Valérie
Deuxième membre :	Monsieur DOHIN Nicolas
Troisième membre :	Monsieur MEUNIER Jérôme
Quatrième membre :	Madame AUFFRAY Stéphanie
Cinquième membre :	Monsieur PEYTAVIN Guillaume
Sixième membre :	Madame FALOU Elisabeth
Septième membre :	Monsieur HOUNTON BACCHIERI Nicolas
Huitième membre :	Madame MEURICE Fabienne
Neuvième membre :	Madame MONDON Myriam

3. **Commission Education et Familles**

Président de droit :	Monsieur GALLIER Bruno
Premier membre :	Madame DO HUU Nathalie
Deuxième membre :	Madame FALOU Elisabeth
Troisième membre :	Monsieur COURTOT Nicolas
Quatrième membre :	Monsieur PEYTAVIN Guillaume
Cinquième membre :	Monsieur PALMA Johnny
Sixième membre :	Madame GAUGUIN Lydia
Septième membre :	Monsieur BADENS Serge
Huitième membre :	Madame BOBOT Francine
Neuvième membre :	Madame LEPAGE Audrey

Délibération N° : 26.019/K

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : CREATION ET COMPOSITION DES COMMISSIONS PERMANENTES

4. Commission Sports, Culture, Vie Associative et Jeunesse

Président de droit :	Monsieur GALLIER Bruno
Premier membre :	Madame LAMIRÉ Sandrine
Deuxième membre :	Madame ALCARAZ Nathalie
Troisième membre :	Monsieur DAVIOT Timotée
Quatrième membre :	Monsieur BASSET Eric
Cinquième membre :	Madame MARTELLA MALRIEU Laure
Sixième membre :	Monsieur SERRAVALLE Serafino
Septième membre :	Madame OBAMBI Nelly
Huitième membre :	Madame MEURICE Fabienne
Neuvième membre :	Monsieur FÉROT David

5. Commission Solidarité et Santé

Président de droit :	Monsieur GALLIER Bruno
Premier membre :	Monsieur ADAM Eric
Deuxième membre :	Madame CAMEIRA Sylvia
Troisième membre :	Madame ROSSSIGNOL Claudine
Quatrième membre :	Madame JUNGFER BOUVIER Françoise
Cinquième membre :	Madame MEHANNECHE Atidel
Sixième membre :	Monsieur EBLÉ Dominique
Septième membre :	Madame CHABOSSON Catherine
Huitième membre :	Madame BOBOT Francine
Neuvième membre :	Madame MONDON Myriam

ARTICLE 5 : **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et notification.

Délibération N° : 26.019/K

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : CREATION ET COMPOSITION DES COMMISSIONS PERMANENTES

Et ont signé les membres présents,

Pour extrait certifié conforme,

Fait à Brunoy, le 08/04/2026

Le Maire,
Vice-Président de la Communauté d'agglomération
Val d'Yerres Val de Seine

MAIRIE DE BRUNOY Essonne

Bruno GALLIER

Le Secrétaire de séance

Nicolas DOHIN

Acte publié sur le site de la Ville le : 09/04/2026

Accusé de réception - contrôle de légalité

Nature de l'acte : Délibération

Numéro attribué à l'acte : 26.019/K

Objet de l'acte :	CREATION ET COMPOSITION DES COMMISSIONS PERMANENTES
Thème Préfecture :	5 - Institutions et vie politique / 2 - Fonctionnement des assemblees
Transaction Préfecture :	091-219101144-20260407-BRU_DE_25650_1-DE
Date de l'acte :	07/04/2026

Identifiant unique de l'acte : BRU_DE_25650_1

Date de réception en Préfecture : 08 avril 2026

BRUNOY

LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

VILLE DE BRUNOY

EXTRAIT DU REGISTRE
des
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nbre de Conseillers :	35
Nbre de Présents :	35
Nbre d'Absents excusés avec pouvoir :	0
Nbre d'Absent(s) excusé(s) :	0

Délibération N° : 26.020/P

OBJET : CONDITIONS DE DEPOT DES LISTES POUR LA DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL A LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

SEANCE DU 07/04/2026

LE MARDI SEPT AVRIL DEUX MILLE VINGT-SIX A 19H00, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Bruno GALLIER.

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE :
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire a été désigné(e) comme secrétaire de séance.
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire procède à l'appel des Conseillers.

ETAIENT PRESENTS :
Monsieur Bruno GALLIER, Madame Valérie RAGOT, Monsieur Nicolas DOHIN, Madame Sandrine LAMIRÉ, Monsieur Jérôme MEUNIER, Madame Nathalie DO HUU, Monsieur Eric ADAM, Madame Nathalie ALCARAZ, Monsieur Dominique SERGI, Madame Sylvia CAMEIRA, Monsieur Timotée DAVIOT, Madame Françoise JUNGFER BOUVIER, Monsieur Serge BADENS, Monsieur Eric BASSET, Madame Claudine ROSSIGNOL, Madame Elisabeth FALOU, Monsieur Dominique EBLÉ, Monsieur Serafino SERRAVALLE, Madame Stéphanie AUFFRAY, Madame Catherine CHABOSSON, Madame Atidel MEHANNECHE, Monsieur Guillaume PEYTAVIN, Madame Laure MARTELLA MALRIEU, Monsieur Johnny PALMA, Monsieur Nicolas COURTOT, Madame Lydia GAUGIN, Madame Nelly OBAMBI, Monsieur Nicolas HOUNTON BACCHIERI, Monsieur Jean-Michel MATHY, Madame Francine BOBOT, Monsieur Jérôme RITTLING, Madame Fabienne MEURICE, Monsieur David FÉROT, Madame Audrey LEPAGE, Madame Myriam MONDON

Délibération N° : 26.020/P

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : CONDITIONS DE DEPOT DES LISTES POUR LA DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL A LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

Le Conseil Municipal,

VU la note explicative de synthèse de Monsieur le Maire,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1414-2, L.1414-4, L.1414-5, L1411-5, D1411-5,

VU le Code de la Commande Publique et notamment son article R.2122-1,

CONSIDERANT que l'élection des membres titulaires et suppléants doit avoir lieu sur la même liste, sans panachage, ni vote préférentiels et que les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir,

CONSIDERANT qu'en cas d'égalité des restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombres de suffrages et que si les listes en cause ont recueilli le même nombre de suffrage, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élu,

CONSIDERANT ainsi la nécessité de procéder au renouvellement complet de la CAO,

CONSIDERANT enfin que pour procéder à ce renouvellement, il convient de fixer dès à présent les conditions de dépôts des listes correspondantes,

Après en avoir délibéré,

ADOPTE A L'UNANIMITE

Délibération N° : 26,020/P

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : CONDITIONS DE DEPOT DES LISTES POUR LA DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL A LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

ARTICLE 1 : APPROUVE les conditions de dépôt des listes pour l'élection des membres titulaires et suppléants de la Commission d'Appel d'Offres telles que précisées ci-dessous :

- Les listes de candidats aux élections des membres de la Commission d'Appel d'Offres doivent être déposées auprès du Secrétaire de Séance, sous format papier libre, pendant la suspension de séance ;
- Les listes pourront comporter moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir,
- Les listes devront indiquer les noms et prénoms des candidats aux postes de titulaires et de suppléants.

ARTICLE 2 : DIT qu'à cet effet, le Maire, président de la séance, suspend la séance à l'issue de l'adoption de la présente délibération pour permettre aux candidats de déposer une liste.

ARTICLE 3 : DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et notification.

Et ont signé les membres présents,

Pour extrait certifié conforme,

Fait à Brunoy, le 08/04/2026

MAIRIE DE BRUNOY (Essonne)

Le Maire,
Vice-Président de la Communauté d'agglomération
Val d'Yerres Val de Seine

Bruno GALLIER

Le Secrétaire de séance

Nicolas DOHIN

Acte publié sur le site de la Ville le : 09/04/2026

Accusé de réception - contrôle de légalité

Nature de l'acte : Délibération

Numéro attribué à l'acte : 26.020/P

Objet de l'acte :	CONDITIONS DE DEPOT DES LISTES POUR LA DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL A LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES
Thème Préfecture :	5 - Institutions et vie politique / 3 - Designation de representants
Transaction Préfecture :	091-219101144-20260407-BRU_DE_25651_1-DE
Date de l'acte :	07/04/2026

Identifiant unique de l'acte : BRU_DE_25651_1

Date de réception en Préfecture : 08 avril 2026

BRUNOY

LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

VILLE DE BRUNOY

EXTRAIT DU REGISTRE
des
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nbre de Conseillers :	35
Nbre de Présents :	35
Nbre d'Absents excusés avec pouvoir :	0
Nbre d'Absent(s) excusé(s) :	0

Délibération N° : 26.021/P

OBJET : ELECTION DES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL A LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

SEANCE DU 07/04/2026

LE MARDI SEPT AVRIL DEUX MILLE VINGT-SIX A 19H00, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Bruno GALLIER.

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE :
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire a été désigné(e) comme secrétaire de séance.
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire procède à l'appel des Conseillers.

ETAIENT PRESENTS :
Monsieur Bruno GALLIER, Madame Valérie RAGOT, Monsieur Nicolas DOHIN, Madame Sandrine LAMIRÉ, Monsieur Jérôme MEUNIER, Madame Nathalie DO HUU, Monsieur Eric ADAM, Madame Nathalie ALCARAZ, Monsieur Dominique SERGI, Madame Sylvia CAMEIRA, Monsieur Timotée DAVIOT, Madame Françoise JUNGFER BOUVIER, Monsieur Serge BADENS, Monsieur Eric BASSET, Madame Claudine ROSSIGNOL, Madame Elisabeth FALOU, Monsieur Dominique EBLÉ, Monsieur Serafino SERRAVALLE, Madame Stéphanie AUFFRAY, Madame Catherine CHABOSSON, Madame Atidel MEHANNECHE, Monsieur Guillaume PEYTAVIN, Madame Laure MARTELLA MALRIEU, Monsieur Johnny PALMA, Monsieur Nicolas COURTOT, Madame Lydia GAUGIN, Madame Nelly OBAMBI, Monsieur Nicolas HOUNTON BACCHIERI, Monsieur Jean-Michel MATHY, Madame Francine BOBOT, Monsieur Jérôme RITTLING, Madame Fabienne MEURICE, Monsieur David FÉROT, Madame Audrey LEPAGE, Madame Myriam MONDON

Délibération N° : 26.021/P

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : ELECTION DES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL A LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

Le Conseil Municipal,

VU la note explicative de synthèse de Monsieur le Maire,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1414-2, L.1414-4, L.1414-5, L1411-5, D1411-5,

VU le Code de la Commande Publique et notamment son article R.2122-1,

VU la délibération n°26.020/K du Conseil Municipal en date 7 avril 2026 relative aux conditions de dépôt des listes pour la désignation des représentants du Conseil Municipal à la CAO,

CONSIDERANT que l'élection des membres titulaires et suppléants doit avoir lieu sur la même liste, sans panachage, ni vote préférentiels et que les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir,

CONSIDERANT qu'en cas d'égalité des restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages et que si les listes en cause ont recueilli le même nombre de suffrage, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élu,

CONSIDERANT le renouvellement du Conseil Municipal, et la nécessité que la composition de la CAO reflète la représentation proportionnelle du Conseil Municipal,

CONSIDERANT que la Commission d'Appel d'Offres est présidée par le Maire ou son représentant et qu'elle doit comporter 5 membres titulaires et 5 membres suppléants,

CONSIDERANT que pendant la suspension de séance, le secrétaire de séance a reçu deux listes, composées comme suit :

- Liste A « Brunoy Evidemment » représentée par Monsieur GALLIER Bruno,Maire :
    - Candidats en tant que membres titulaires de la CAO :
        1. Monsieur DAVIOT Timotée
        2. Monsieur HOUNTON BACCHIERI Nicolas
        3. Madame JUNGFER BOUVIER Françoise
        4. Madame CHABOSSON Catherine

Délibération N° : 26.021/P

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : ELECTION DES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL A LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

- Candidats en tant que membres suppléants de la CAO :
  1. Madame ALCARAZ Nathalie
  2. Monsieur COURTOT Nicolas
  3. Monsieur MEUNIER Jérôme
  4. Monsieur SERGI Dominique

- Liste B « Brunoy Verte et Solidaire » représentée par Monsieur MATHY Jean-Michel :
  - Candidats en tant que membres titulaires de la CAO :
    1. Monsieur MATHY Jean-Michel
  - Candidats en tant que membres suppléants de la CAO :
    1. Madame MEURICE Fabienne

Après en avoir délibéré,

ADOPTE

29 Voix Pour, 6 Abstentions

ARTICLE 1 : **PROCEDE** à l'élection à la représentation proportionnelle au plus fort reste des membres du Conseil municipal appelés à siéger à la Commission d'appel d'offres, présidée de droit par le Maire ou son représentant, pour toute la durée du mandat.

Délibération N° : 26.021/P

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : ELECTION DES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL A LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

Résultats du 1er tour du scrutin :

A	Bulletins trouvés dans l'urne :	35
B	(A déduire) Bulletin blancs et nuls :	6
C	(A-B) Suffrages exprimés :	29
D	Majorité absolue	18

Les listes ont obtenu :
Liste A « Brunoy Evidemment » présentée par Monsieur GALLIER Bruno, Maire : 25 voix, soit 4 sièges membres titulaires et 4 sièges membres suppléants.
Liste B « Brunoy Verte et Solidaire » présentée par Monsieur MATHY Jean-Michel 4 voix, soit 1 siège membre titulaire et 1 siège membre suppléant.

ARTICLE 2 : **DESIGNE**, en qualité de titulaires, pour siéger à la Commission d'appel d'offres, présidée de droit par le Maire ou son représentant, et **CLASSE** les membres de chaque groupe dans l'ordre suivant :

Membres titulaires :
1. Monsieur DAVIOT Timotée
2. Monsieur HOUNTON BACCHIERI Nicolas
3. Madame JUNGFER BOUVIER Françoise
4. Madame CHABOSSON Catherine
5. Monsieur MATHY Jean-Michel

ARTICLE 3 : **DESIGNE**, en qualité de suppléants des membres titulaires désignés ci-dessus, présidée de droit par le Maire ou son représentant, et **CLASSE** les suppléants de chaque groupe d'élus dans l'ordre suivant :

Membres suppléants :
1. Madame ALCARAZ Nathalie
2. Monsieur COURTOT Nicolas
3. Monsieur MEUNIER Jérôme
4. Monsieur SERGI Dominique
5. Madame MEURICE Fabienne

ARTICLE 4 : **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et notification.

Délibération N° : 26.021/P

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : ELECTION DES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL A LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

Et ont signé les membres présents,

Pour extrait certifié conforme,

Fait à Brunoy, le 08/04/2026

Le Maire,
Vice-Président de la Communauté d'agglomération
Val d'Yerres Val de Seine

MAIRIE DE BRUNOY (Essonne)

Bruno GALLIER

Le Secrétaire de séance

Nicolas DOHIN

Acte publié sur le site de la Ville le : 09/04/2026

Accusé de réception - contrôle de légalité

Nature de l'acte : Délibération

Numéro attribué à l'acte : 26.021/P

Objet de l'acte :	ELECTION DES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL A LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES
Thème Préfecture :	5 - Institutions et vie politique / 1 - Election executif
Transaction Préfecture :	091-219101144-20260407-BRU_DE_25658_1-DE
Date de l'acte :	07/04/2026

Identifiant unique de l'acte : BRU_DE_25658_1

Date de réception en Préfecture : 08 avril 2026

BRUNOY

LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

VILLE DE BRUNOY

EXTRAIT DU REGISTRE
des
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nbre de Conseillers :	35
Nbre de Présents :	35
Nbre d'Absents excusés avec pouvoir :	0
Nbre d'Absent(s) excusé(s) :	0

Délibération N° : 26.022/K

OBJET : CONDITIONS DE DEPOT DES LISTES POUR LA DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL A LA COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC ET AUTRES CONCESSIONS

SEANCE DU 07/04/2026

LE MARDI SEPT AVRIL DEUX MILLE VINGT-SIX A 19H00, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Bruno GALLIER.

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE :
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire a été désigné(e) comme secrétaire de séance.
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire procède à l'appel des Conseillers.

ETAIENT PRESENTS :
Monsieur Bruno GALLIER, Madame Valérie RAGOT, Monsieur Nicolas DOHIN, Madame Sandrine LAMIRÉ, Monsieur Jérôme MEUNIER, Madame Nathalie DO HUU, Monsieur Eric ADAM, Madame Nathalie ALCARAZ, Monsieur Dominique SERGI, Madame Sylvia CAMEIRA, Monsieur Timotée DAVIOT, Madame Françoise JUNGFER BOUVIER, Monsieur Serge BADENS, Monsieur Eric BASSET, Madame Claudine ROSSIGNOL, Madame Elisabeth FALOU, Monsieur Dominique EBLÉ, Monsieur Serafino SERRAVALLE, Madame Stéphanie AUFFRAY, Madame Catherine CHABOSSON, Madame Atidel MEHANNECHE, Monsieur Guillaume PEYTAVIN, Madame Laure MARTELLA MALRIEU, Monsieur Johnny PALMA, Monsieur Nicolas COURTOT, Madame Lydia GAUGIN, Madame Nelly OBAMBI, Monsieur Nicolas HOUNTON BACCHIERI, Monsieur Jean-Michel MATHY, Madame Francine BOBOT, Monsieur Jérôme RITTLING, Madame Fabienne MEURICE, Monsieur David FÉROT, Madame Audrey LEPAGE, Madame Myriam MONDON

Délibération N° : 26.022/K

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : **CONDITIONS DE DEPOT DES LISTES POUR LA DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL A LA COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC ET AUTRES CONCESSIONS**

Le Conseil Municipal,

VU la note explicative de synthèse de Monsieur le Maire,

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L 1411-5, L1410-1 et -3, D 1411-3, D 1411-4, D 1411-5 et R1410-2,

CONSIDERANT Le renouvellement du Conseil municipal,

CONSIDERANT qu'il convient de procéder à l'élection des représentants du Conseil municipal au sein de la Commission de Délégation de service public et autres concessions,

CONSIDERANT que cette commission est composée du Maire, ou de son représentant, et de cinq membres du Conseil municipal élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste,

CONSIDERANT qu'il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection de suppléants en nombre égal à celui des membres titulaires,

CONSIDERANT que l'élection des membres titulaires et des suppléants a lieu sur la même liste, sans panachage ni vote préférentiel, et que les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir,

CONSIDERANT, enfin, que, préalablement à cette élection, et conformément à l'article D1411-5 du CGCT, l'Assemblée délibérante doit fixer les conditions de dépôt des listes,

Après en avoir délibéré,

ADOPTE A L'UNANIMITE

Délibération N° : 26.022/K

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : CONDITIONS DE DEPOT DES LISTES POUR LA DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL A LA COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC ET AUTRES CONCESSIONS

ARTICLE 1 : APPROUVE les conditions de dépôt des listes pour l'élection des membres titulaires et suppléants de la Commission Délégation de service public et autres concessions telles que précisées ci-dessous :

- Les listes des candidats à l'élection de la Commission municipale de délégation de service public et autres concessions devront être déposées auprès du Secrétaire de Séance, sous format papier libre, pendant la suspension de séance.
- Les listes pourront comporter moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir conformément à l'article D1411-4 du CGCT.
- Les listes devront indiquer les noms et prénoms des candidats aux postes de titulaires et de suppléants.

ARTICLE 2 : DIT qu'à cet effet, le Maire, président de la séance, suspend la séance à l'issue de l'adoption de la présente délibération pour permettre aux candidats de déposer une liste.

ARTICLE 3 : DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et notification.

Et ont signé les membres présents,

Pour extrait certifié conforme,

Fait à Brunoy, le 08/04/2026

MAIRIE DE BRUNOY (Essonne)

Le Maire,
Vice-Président de la Communauté d'agglomération
Val d'Yerres Val de Seine

Bruno GALLIER

Le Secrétaire de séance

Nicolas DOHIN

Acte publié sur le site de la Ville le : 09/04/2026

Accusé de réception - contrôle de légalité

Nature de l'acte : Délibération

Numéro attribué à l'acte : 26.022/K

Objet de l'acte : CONDITIONS DE DEPOT DES LISTES POUR LA DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL A LA COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC ET AUTRES CONCESSIONS

Thème Préfecture : 5 - Institutions et vie politique / 3 - Designation de representants

Transaction Préfecture : 091-219101144-20260407-BRU_DE_25652_1-DE

Date de l'acte : 07/04/2026

Identifiant unique de l'acte : BRU_DE_25652_1

Date de réception en Préfecture : 08 avril 2026

BRUNOY

LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

VILLE DE BRUNOY

EXTRAIT DU REGISTRE
des
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nbre de Conseillers :	35
Nbre de Présents :	35
Nbre d'Absents excusés avec pouvoir :	0
Nbre d'Absent(s) excusé(s) :	0

Délibération N° : 26.023/P

OBJET : ELECTION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL A LA COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC ET AUTRES CONCESSIONS (CDSP)

SEANCE DU 07/04/2026

LE MARDI SEPT AVRIL DEUX MILLE VINGT-SIX A 19H00, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Bruno GALLIER.

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE :
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire a été désigné(e) comme secrétaire de séance.
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire procède à l'appel des Conseillers.

ETAIENT PRESENTS :
Monsieur Bruno GALLIER, Madame Valérie RAGOT, Monsieur Nicolas DOHIN, Madame Sandrine LAMIRÉ, Monsieur Jérôme MEUNIER, Madame Nathalie DO HUU, Monsieur Eric ADAM, Madame Nathalie ALCARAZ, Monsieur Dominique SERGI, Madame Sylvia CAMEIRA, Monsieur Timotée DAVIOT, Madame Françoise JUNGFER BOUVIER, Monsieur Serge BADENS, Monsieur Eric BASSET, Madame Claudine ROSSIGNOL, Madame Elisabeth FALOU, Monsieur Dominique EBLÉ, Monsieur Serafino SERRAVALLE, Madame Stéphanie AUFFRAY, Madame Catherine CHABOSSON, Madame Atidel MEHANNECHE, Monsieur Guillaume PEYTAVIN, Madame Laure MARTELLA MALRIEU, Monsieur Johnny PALMA, Monsieur Nicolas COURTOT, Madame Lydia GAUGIN, Madame Nelly OBAMBI, Monsieur Nicolas HOUNTON BACCHIERI, Monsieur Jean-Michel MATHY, Madame Francine BOBOT, Monsieur Jérôme RITTLING, Madame Fabienne MEURICE, Monsieur David FÉROT, Madame Audrey LEPAGE, Madame Myriam MONDON

Délibération N° : 26.023/P

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : ELECTION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL A LA COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC ET AUTRES CONCESSIONS (CDSP)

Le Conseil Municipal,

VU la note explicative de synthèse de Monsieur le Maire,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L1411-5, L1410-1 et -3, D1411-3, D1411-4, D1411-5 et R1410-2,

VU la délibération n°26.022/P du 7 avril 2026 relative aux conditions de dépôt des listes pour la désignation des représentants du Conseil municipal à la Commission de délégation de service public et autres concessions,

CONSIDERANT le renouvellement du Conseil municipal,

CONSIDERANT qu'il convient de procéder à l'élection des représentants du Conseil municipal au sein de la Commission de délégation de service public et autres concessions,

CONSIDERANT que cette commission est composée du Maire, président de droit ou de son représentant, et de cinq membres titulaires et de 5 membres suppléants du Conseil municipal élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste,

CONSIDERANT que l'élection des membres titulaires et des suppléants a lieu sur la même liste, sans panachage ni vote préférentiel,

CONSIDERANT que pendant la suspension de séance, le secrétaire de séance a reçu deux listes, composées comme suit :

- Liste A « Brunoy Evidemment » représentée par Monsieur GALLIER Bruno, Maire :
  - Candidats en tant que membres titulaires de la CDSP :
    1. Monsieur BASSET Eric
    2. Madame RAGOT Valérie
    3. Monsieur DOHIN Nicolas
    4. Madame CHABOSSON Catherine

Délibération N° : 26.023/P

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : ELECTION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL A LA COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC ET AUTRES CONCESSIONS (CDSP)

- Candidats en tant que membres suppléants de la CDSP :

1 Madame OBAMBI Nelly
2 Madame ROSSIGNOL Claudine
3 Monsieur EBLÉ Dominique
4 Madame AUFFRAY Stéphanie

- Liste B « Brunoy Verte et Solidaire » représentée par Monsieur MATHY Jean-Michel:
  - Candidats en tant que membres titulaires de la CDSP :

1. Madame MEURICE Fabienne

  - Candidats en tant que membres suppléants de la CDSP :

1. Monsieur MATHY Jean-Michel

Après en avoir délibéré,

ADOPTE

31 Voix Pour, 4 Abstentions

Délibération N° : 26.023/P

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : ELECTION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL A LA COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC ET AUTRES CONCESSIONS (CDSP)

ARTICLE 1 : **PROCEDE** à l'élection à la représentation proportionnelle au plus fort reste des membres du Conseil municipal appelés à siéger à la Commission de Délégation de service public et autres concessions, présidée de droit par le Maire ou son représentant, pour toute la durée du mandat..

Résultats du 1er tour du scrutin :

A	Bulletins trouvés dans l'urne :	35
B	(A déduire) Bulletin blancs et nuls :	4
C	(A-B) Suffrages exprimés :	31
D	Majorité absolue	18

Les listes ont obtenu :
Liste A « Brunoy Evidemment » présentée par Monsieur GALLIER Bruno, Maire : 27 voix, soit 4 sièges membres titulaires et 4 sièges membres suppléants.
Liste B « Brunoy Verte et Solidaire » présentée par Monsieur MATHY Jean-Michel : 4 voix, soit 1 siège membre titulaire et 1 siège membre suppléant.

ARTICLE 2 : **DESIGNE**, en qualité de titulaires, pour siéger à la Commission de délégation de service public et autres concessions présidée de droit par le Maire ou son représentant, et **CLASSE** les membres de chaque groupe dans l'ordre suivant :

Membres titulaires :

1. Monsieur BASSET Eric
2. Madame RAGOT Valérie
3. Monsieur DOHIN Nicolas
4. Madame CHABOSSON Catherine
5. Madame MEURICE Fabienne

Délibération N° : 26.023/P

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : ELECTION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL A LA COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC ET AUTRES CONCESSIONS (CDSP)

ARTICLE 3 : DESIGNE, en qualité de suppléants des membres titulaires désignés ci-dessus, présidée de droit par le Maire ou son représentant, et **CLASSE** les suppléants de chaque groupe d'élus dans l'ordre suivant :

Membres suppléants :

1. Madame OBAMBI Nelly
2. Madame ROSSIGNOL Claudine
3. Monsieur EBLÉ Dominique
4. Madame AUFFRAY Stéphanie
5. Monsieur MATHY Jean-Michel

ARTICLE 4 : DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et notification.

Et ont signé les membres présents,

Pour extrait certifié conforme,

Fait à Brunoy, le 08/04/2026

Le Maire,
Vice-Président de la Communauté d'agglomération
Val d'Yerres Val de Seine

MAIRIE DE BRUNOY (Essonne)

Bruno GALLIER

Le Secrétaire de séance

Nicolas DOHIN

Acte publié sur le site de la Ville le : 09/04/2026

Accusé de réception - contrôle de légalité

Nature de l'acte : Délibération

Numéro attribué à l'acte : 26.023/P

Objet de l'acte :	ELECTION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL A LA COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC ET AUTRES CONCESSIONS (CDSP)
Thème Préfecture :	5 - Institutions et vie politique / 1 - Election executif
Transaction Préfecture :	091-219101144-20260407-BRU_DE_25659_1-DE
Date de l'acte :	07/04/2026

Identifiant unique de l'acte : BRU_DE_25659_1

Date de réception en Préfecture : 08 avril 2026

BRUNOY

LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

VILLE DE BRUNOY

EXTRAIT DU REGISTRE
des
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nbre de Conseillers :	35
Nbre de Présents :	35
Nbre d'Absents excusés avec pouvoir :	0
Nbre d'Absent(s) excusé(s) :	0

Délibération N° : 26.024/K

OBJET : DETERMINATION DU NOMBRE DE DELEGUES DU CONSEIL MUNICIPAL ET ELECTION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CCAS

SEANCE DU 07/04/2026

LE MARDI SEPT AVRIL DEUX MILLE VINGT-SIX A 19H00, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Bruno GALLIER.

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE :
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire a été désigné(e) comme secrétaire de séance.
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire procède à l'appel des Conseillers.

ETAIENT PRESENTS :
Monsieur Bruno GALLIER, Madame Valérie RAGOT, Monsieur Nicolas DOHIN, Madame Sandrine LAMIRÉ, Monsieur Jérôme MEUNIER, Madame Nathalie DO HUU, Monsieur Eric ADAM, Madame Nathalie ALCARAZ, Monsieur Dominique SERGI, Madame Sylvia CAMEIRA, Monsieur Timothée DAVIOT, Madame Françoise JUNGFER BOUVIER, Monsieur Serge BADENS, Monsieur Eric BASSET, Madame Claudine ROSSIGNOL, Madame Elisabeth FALOU, Monsieur Dominique EBLÉ, Monsieur Serafino SERRAVALLE, Madame Stéphanie AUFFRAY, Madame Catherine CHABOSSON, Madame Atidel MEHANNECHE, Monsieur Guillaume PEYTAVIN, Madame Laure MARTELLA MALRIEU, Monsieur Johnny PALMA, Monsieur Nicolas COURTOT, Madame Lydia GAUGIN, Madame Nelly OBAMBI, Monsieur Nicolas HOUNTON BACCHIERI, Monsieur Jean-Michel MATHY, Madame Francine BOBOT, Monsieur Jérôme RITTLING, Madame Fabienne MEURICE, Monsieur David FÉROT, Madame Audrey LEPAGE, Madame Myriam MONDON

Délibération N° : 26.024/K

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : DETERMINATION DU NOMBRE DE DELEGUES DU CONSEIL MUNICIPAL ET ELECTION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CCAS

Le Conseil Municipal,

VU la note explicative de synthèse de Monsieur le Maire,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2121-29

VU l'article L2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal peut décider à l'unanimité de ne pas recourir au scrutin secret et donc de voter à main levée,

VU le Code de l'Action sociale et des Familles, et notamment les articles L123-5 et suivants, et R123-1 et suivants,

CONSIDERANT le renouvellement du Conseil municipal,

CONSIDERANT que le Conseil municipal doit fixer le nombre total de représentants appelés à siéger au sein du Conseil d'Administration du Centre communal d'Action sociale, présidé de droit par le Maire,

CONSIDERANT les candidatures suivantes de la liste commune des groupes politiques :

1. Monsieur ADAM Eric
2. Madame CAMEIRA Sylvia
3. Madame ROSSIGNOL Claudine
4. Madame MEHANNECHE Atidel
5. Monsieur EBLÉ Dominique
6. Madame FALOU Elisabeth
7. Madame BOBOT Francine
8. Monsieur FÉROT David

Délibération N° : 26.024/K

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : DETERMINATION DU NOMBRE DE DELEGUES DU CONSEIL MUNICIPAL ET ELECTION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CCAS

Après en avoir délibéré,

ADOPTE A L'UNANIMITE

ARTICLE 1 : **PRECISE** que le Conseil d'Administration du C.C.A.S. est présidé par le Maire.

ARTICLE 2 : **DETERMINE** au nombre de 16 les membres du Conseil d'Administration du CCAS, dont huit délégués du Conseil municipal.

ARTICLE 3 : **PROCEDE** à l'élection à la représentation proportionnelle au plus fort reste des délégués du Conseil municipal au Conseil d'Administration du CCAS, au nombre de 8 :

Résultat du 1er tour de scrutin : une seule liste commune des groupes politiques a obtenu 35 voix

ARTICLE 4 : DESIGNE les délégués du Conseil d'administration du C.C.A.S., ainsi qu'il suit :

Président de droit :	Monsieur GALLIER Bruno
Premier membre :	Monsieur ADAM Eric
Deuxième membre :	Madame CAMEIRA Sylvia
Troisième membre :	Madame ROSSIGNOL Claudine
Quatrième membre :	Madame MEHANNECHE Atidel
Cinquième membre :	Monsieur EBLÉ Dominique
Sixième membre :	Madame FALOU Elisabeth
Septième membre :	Madame BOBOT Francine
Huitième membre :	Monsieur FÉROT David

Délibération N° : 26.024/K

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : DETERMINATION DU NOMBRE DE DELEGUES DU CONSEIL MUNICIPAL ET ELECTION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CCAS

ARTICLE 5 : DIT que les 8 membres restants sont nommés par le Maire, par arrêté municipal, parmi les personnes non-membres du conseil municipal, participant à des actions de prévention, d'animation ou de développement social menées dans la commune.

ARTICLE 6 : DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Et ont signé les membres présents,

Pour extrait certifié conforme,

Fait à Brunoy, le 08/04/2026

Le Maire,
Vice-Président de la Communauté d'agglomération
Val d'Yerres Val de Seine

Bruno GALLIER

Le Secrétaire de séance

Nicolas DOHIN

Acte publié sur le site de la Ville le : 09/04/2026

Accusé de réception - contrôle de légalité

Nature de l'acte : Délibération

Numéro attribué à l'acte : 26.024/K

Objet de l'acte :	DETERMINATION DU NOMBRE DE DELEGUES DU CONSEIL MUNICIPAL ET ELECTION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CCAS
Thème Préfecture :	5 - Institutions et vie politique / 3 - Designation de representants
Transaction Préfecture :	091-219101144-20260407-BRU_DE_25662_1-DE
Date de l'acte :	07/04/2026

Identifiant unique de l'acte : BRU_DE_25662_1

Date de réception en Préfecture : 08 avril 2026

BRUNOY

LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

VILLE DE BRUNOY

EXTRAIT DU REGISTRE
des
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nbre de Conseillers :	35
Nbre de Présents :	35
Nbre d'Absents excusés avec pouvoir :	0
Nbre d'Absent(s) excusé(s) :	0

Délibération N° : 26.025/K

OBJET : ELECTION DES DELEGUES DU CONSEIL MUNICIPAL AU COMITE DE LA CAISSE DES ECOLES

SEANCE DU 07/04/2026

LE MARDI SEPT AVRIL DEUX MILLE VINGT-SIX A 19H00, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Bruno GALLIER.

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE :
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire a été désigné(e) comme secrétaire de séance.
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire procède à l'appel des Conseillers.

ETAIENT PRESENTS :
Monsieur Bruno GALLIER, Madame Valérie RAGOT, Monsieur Nicolas DOHIN, Madame Sandrine LAMIRÉ, Monsieur Jérôme MEUNIER, Madame Nathalie DO HUU, Monsieur Eric ADAM, Madame Nathalie ALCARAZ, Monsieur Dominique SERGI, Madame Sylvia CAMEIRA, Monsieur Timotée DAVIOT, Madame Françoise JUNGFER BOUVIER, Monsieur Serge BADENS, Monsieur Eric BASSET, Madame Claudine ROSSIGNOL, Madame Elisabeth FALOU, Monsieur Dominique EBLÉ, Monsieur Serafino SERRAVALLE, Madame Stéphanie AUFFRAY, Madame Catherine CHABOSSON, Madame Atidel MEHANNECHE, Monsieur Guillaume PEYTAVIN, Madame Laure MARTELLA MALRIEU, Monsieur Johnny PALMA, Monsieur Nicolas COURTOT, Madame Lydia GAUGIN, Madame Nelly OBAMBI, Monsieur Nicolas HOUNTON BACCHIERI, Monsieur Jean-Michel MATHY, Madame Francine BOBOT, Monsieur Jérôme RITTLING, Madame Fabienne MEURICE, Monsieur David FÉROT, Madame Audrey LEPAGE, Madame Myriam MONDON

Délibération N° : 26.025/K

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : ELECTION DES DELEGUES DU CONSEIL MUNICIPAL AU COMITE DE LA CAISSE DES ECOLES

Le Conseil Municipal,

VU la note explicative de synthèse de Monsieur le Maire,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU l'article L2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal peut décider à l'unanimité de ne pas recourir au scrutin secret et donc de voter à main levée,

VU le Code de l'éducation, et notamment ses articles L 212-10 (création de la Caisse des Ecoles), et R212-26 (composition de la Caisse des Ecoles),

VU la délibération de la Caisse des écoles du 28 mars 2007, fixant à cinq le nombre de conseillers municipaux participant au Comité de la Caisse des écoles,

VU les statuts de la Caisse des écoles,

CONSIDERANT le renouvellement du conseil municipal,

CONSIDERANT ainsi la nécessité de renouveler la composition de la Caisse des Ecoles,

CONSIDERANT les candidatures de la liste commune des groupes politiques :

Président de droit : Monsieur GALLIER Bruno

1. Madame FALOU Elisabeth
2. Madame DO HUU Nathalie
3. Monsieur COURTOT Nicolas
4. Madame BOBOT Francine
5. Madame LEPAGE Audrey

Délibération N° : 26.025/K

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : ELECTION DES DELEGUES DU CONSEIL MUNICIPAL AU COMITE DE LA CAISSE DES ECOLES

Après en avoir délibéré,

ADOPTE A L'UNANIMITE

ARTICLE 1 : **PROCEDE** à l'élection de cinq Conseillers municipaux à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne et pour la durée du mandat des délégués du Comité de la Caisse des Ecoles :

Résultat du 1er tour de scrutin : une seule liste commune des groupes politiques : La liste a obtenu 35 voix

ARTICLE 2 : **DESIGNE** les délégués du Comité de la Caisse des Ecoles., ainsi qu'il suit :

Président de droit :	Monsieur GALLIER Bruno
Premier membre :	Madame FALOU Elisabeth
Deuxième membre :	Madame DO HUU Nathalie
Troisième membre :	Monsieur COURTOT Nicolas
Quatrième membre :	Madame BOBOT Francine
Cinquième membre :	Madame LEPAGE Audrey

Sont élus délégués au Comité de la Caisse des Ecoles.

ARTICLE 3 : **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Délibération N° : 26.025/K

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : ELECTION DES DELEGUES DU CONSEIL MUNICIPAL AU COMITE DE LA CAISSE DES ECOLES

Et ont signé les membres présents,

Pour extrait certifié conforme,

Fait à Brunoy, le 08/04/2026

Le Maire,
Vice-Président de la Communauté d'agglomération
Val d'Yerres Val de Seine

MAIRIE DE BRUNOY (Essonne)

Bruno GALLIER

Le Secrétaire de séance

Nicolas DOHIN

Acte publié sur le site de la Ville le : 09/04/2026

Accusé de réception - contrôle de légalité

Nature de l'acte : Délibération

Numéro attribué à l'acte : 26.025/K

Objet de l'acte :	ELECTION DES DELEGUES DU CONSEIL MUNICIPAL AU COMITE DE LA CAISSE DES ECOLES
Thème Préfecture :	5 - Institutions et vie politique / 1 - Election executif
Transaction Préfecture :	091-219101144-20260407-BRU_DE_25663_1-DE
Date de l'acte :	07/04/2026

Identifiant unique de l'acte : BRU_DE_25663_1

Date de réception en Préfecture : 08 avril 2026

BRUNOY

LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

VILLE DE BRUNOY

EXTRAIT DU REGISTRE
des
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nbre de Conseillers :	35
Nbre de Présents :	35
Nbre d'Absents excusés avec pouvoir :	0
Nbre d'Absent(s) excusé(s) :	0

Délibération N° : 26.026/K

OBJET : DESIGNATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'EXPLOITATION DU PARKING DE STATIONNEMENT REGIONAL LACHAMBAUDIE

SEANCE DU 07/04/2026

LE MARDI SEPT AVRIL DEUX MILLE VINGT-SIX A 19H00, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Bruno GALLIER.

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE :
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire a été désigné(e) comme secrétaire de séance.
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire procède à l'appel des Conseillers.

ETAIENT PRESENTS :
Monsieur Bruno GALLIER, Madame Valérie RAGOT, Monsieur Nicolas DOHIN, Madame Sandrine LAMIRÉ, Monsieur Jérôme MEUNIER, Madame Nathalie DO HUU, Monsieur Eric ADAM, Madame Nathalie ALCARAZ, Monsieur Dominique SERGI, Madame Sylvia CAMEIRA, Monsieur Timotée DAVIOT, Madame Françoise JUNGFER BOUVIER, Monsieur Serge BADENS, Monsieur Eric BASSET, Madame Claudine ROSSIGNOL, Madame Elisabeth FALOU, Monsieur Dominique EBLÉ, Monsieur Serafino SERRAVALLE, Madame Stéphanie AUFFRAY, Madame Catherine CHABOSSON, Madame Atidel MEHANNECHE, Monsieur Guillaume PEYTAVIN, Madame Laure MARTELLA MALRIEU, Monsieur Johnny PALMA, Monsieur Nicolas COURTOT, Madame Lydia GAUGIN, Madame Nelly OBAMBI, Monsieur Nicolas HOUNTON BACCHIERI, Monsieur Jean-Michel MATHY, Madame Francine BOBOT, Monsieur Jérôme RITTLING, Madame Fabienne MEURICE, Monsieur David FÉROT, Madame Audrey LEPAGE, Madame Myriam MONDON

Délibération N° : 26.026/K

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : DESIGNATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'EXPLOITATION DU PARKING DE STATIONNEMENT REGIONAL LACHAMBAUDIE

Le Conseil Municipal,

VU la note explicative de synthèse de Monsieur le Maire,

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles R 2221-5 et suivants et R. 2221-58,

VU l'article L2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal peut décider à l'unanimité de ne pas recourir au scrutin secret et donc de voter à main levée,

CONSIDERANT qu'il convient de désigner 2 conseillers municipaux,

CONSIDERANT les candidatures proposées par le Maire :

- Monsieur DOHIN Nicolas
- Monsieur HOUNTON BACCHIERI Nicolas

Après en avoir délibéré,

ADOPTE

28 Voix Pour, 7 Abstentions

Délibération N° : 26.026/K

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : DESIGNATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'EXPLOITATION DU PARKING DE STATIONNEMENT REGIONAL LACHAMBAUDIE

ARTICLE 1 : DESIGNE les personnes suivantes à siéger au Conseil d'exploitation du Parc de Stationnement Régional Lachambaudie :

Deux conseillers municipaux :

- Monsieur DOHIN Nicolas
- Monsieur HOUNTON BACCHIERI Nicolas

ARTICLE 2 : DIT par ailleurs que seront désignées par arrêté municipal du maire trois personnalités, parmi les usagers.

ARTICLE 3 : DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et notification.

Et ont signé les membres présents,

Pour extrait certifié conforme,

Fait à Brunoy, le 08/04/2026

Le Maire,
Vice-Président de la Communauté d'agglomération
Val d'Yerres Val de Seine

MAIRIE DE BRUNOY (Essonne)

Bruno GALLIER

Le Secrétaire de séance

Nicolas DOHIN

Acte publié sur le site de la Ville le : 09/04/2026

Accusé de réception - contrôle de légalité

Nature de l'acte : Délibération

Numéro attribué à l'acte : 26.026/K

Objet de l'acte :	DESIGNATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'EXPLOITATION DU PARKING DE STATIONNEMENT REGIONAL LACHAMBAUDIE
Thème Préfecture :	5 - Institutions et vie politique / 3 - Designation de representants
Transaction Préfecture :	091-219101144-20260407-BRU_DE_25653_1-DE
Date de l'acte :	07/04/2026

Identifiant unique de l'acte : BRU_DE_25653_1

Date de réception en Préfecture : 08 avril 2026

BRUNOY

LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

VILLE DE BRUNOY

EXTRAIT DU REGISTRE
des
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nbre de Conseillers :	35
Nbre de Présents :	35
Nbre d'Absents excusés avec pouvoir :	0
Nbre d'Absent(s) excusé(s) :	0

Délibération N° : 26.027/E

OBJET : DESIGNATION D'UN DELEGUE LOCAL REPRESENTANT LES ELUS AU COMITE NATIONAL D'ACTION SOCIALE (CNAS)

SEANCE DU 07/04/2026

LE MARDI SEPT AVRIL DEUX MILLE VINGT-SIX A 19H00, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Bruno GALLIER.

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE :
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire a été désigné(e) comme secrétaire de séance.
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire procède à l'appel des Conseillers.

ETAIENT PRESENTS :
Monsieur Bruno GALLIER, Madame Valérie RAGOT, Monsieur Nicolas DOHIN, Madame Sandrine LAMIRÉ, Monsieur Jérôme MEUNIER, Madame Nathalie DO HUU, Monsieur Eric ADAM, Madame Nathalie ALCARAZ, Monsieur Dominique SERGI, Madame Sylvia CAMEIRA, Monsieur Timothée DAVIOT, Madame Françoise JUNGFER BOUVIER, Monsieur Serge BADENS, Monsieur Eric BASSET, Madame Claudine ROSSIGNOL, Madame Elisabeth FALOU, Monsieur Dominique EBLÉ, Monsieur Serafino SERRAVALLE, Madame Stéphanie AUFFRAY, Madame Catherine CHABOSSON, Madame Atidel MEHANNECHE, Monsieur Guillaume PEYTAVIN, Madame Laure MARTELLA MALRIEU, Monsieur Johnny PALMA, Monsieur Nicolas COURTOT, Madame Lydia GAUGIN, Madame Nelly OBAMBI, Monsieur Nicolas HOUNTON BACCHIERI, Monsieur Jean-Michel MATHY, Madame Francine BOBOT, Monsieur Jérôme RITTLING, Madame Fabienne MEURICE, Monsieur David FÉROT, Madame Audrey LEPAGE, Madame Myriam MONDON

Délibération N° : 26.027/E

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : DESIGNATION D'UN DELEGUE LOCAL REPRESENTANT LES ELUS AU COMITE NATIONAL D'ACTION SOCIALE (CNAS)

Le Conseil municipal,

VU la note explicative de synthèse de Monsieur le Maire,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU la Délibération n°06.137/DE du 21 décembre 2006 portant autorisation de signer une convention avec le Comité National de l'Action sociale (CNAS),

VU le règlement de fonctionnement du CNAS,

CONSIDERANT l'adhésion de la commune de Brunoy au Comité National d'Action Sociale pour le Personnel des Collectivités Territoriales (CNAS) à compter du 1er janvier 2007,

CONSIDERANT le renouvellement du Conseil municipal,

CONSIDERANT la candidature de Madame CHABOSSON Catherine

Après en avoir délibéré,

ADOPTE

28 Voix Pour, 7 Abstentions

Délibération N° : 26.027/E

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : DESIGNATION D'UN DELEGUE LOCAL REPRESENTANT LES ELUS AU COMITE NATIONAL D'ACTION SOCIALE (CNAS)

ARTICLE 1 : DESIGNE Madame CHABOSSON Catherine qui sera appelé à participer à l'assemblée départementale annuelle du CNAS en qualité de délégué local des élus.

ARTICLE 2 : **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et notification.

Et ont signé les membres présents,

Pour extrait certifié conforme,

Fait à Brunoy, le 08/04/2026

Le Maire,
Vice-Président de la Communauté d'agglomération
Val d'Yerres Val de Seine

MAIRIE DE BRUNOY (Essonne)

Bruno GALLIER

Le Secrétaire de séance

Nicolas DOHIN

Acte publié sur le site de la Ville le : 09/04/2026

Accusé de réception - contrôle de légalité

Nature de l'acte : Délibération

Numéro attribué à l'acte : 26.027/E

Objet de l'acte :	DESIGNATION D'UN DELEGUE LOCAL REPRESENTANT LES ELUS AU COMITE NATIONAL D'ACTION SOCIALE (CNAS)
Thème Préfecture :	5 - Institutions et vie politique / 3 - Designation de representants
Transaction Préfecture :	091-219101144-20260407-BRU_DE_25703_1-DE
Date de l'acte :	07/04/2026

Identifiant unique de l'acte : BRU_DE_25703_1

Date de réception en Préfecture : 08 avril 2026

BRUNOY

LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

VILLE DE BRUNOY

EXTRAIT DU REGISTRE
des
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nbre de Conseillers :	35
Nbre de Présents :	35
Nbre d'Absents excusés avec pouvoir :	0
Nbre d'Absent(s) excusé(s) :	0

Délibération N° : 26.028/I

OBJET : DESIGNATION DE REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL AUX CONSEILS D'ADMINISTRATION DES COLLEGES PASTEUR ET CAMUS ET DU LYCEE TALMA

SEANCE DU 07/04/2026

LE MARDI SEPT AVRIL DEUX MILLE VINGT-SIX A 19H00, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Bruno GALLIER.

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE :
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire a été désigné(e) comme secrétaire de séance.
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire procède à l'appel des Conseillers.

ETAIENT PRESENTS :
Monsieur Bruno GALLIER, Madame Valérie RAGOT, Monsieur Nicolas DOHIN, Madame Sandrine LAMIRÉ, Monsieur Jérôme MEUNIER, Madame Nathalie DO HUU, Monsieur Eric ADAM, Madame Nathalie ALCARAZ, Monsieur Dominique SERGI, Madame Sylvia CAMEIRA, Monsieur Timotée DAVIOT, Madame Françoise JUNGFER BOUVIER, Monsieur Serge BADENS, Monsieur Eric BASSET, Madame Claudine ROSSIGNOL, Madame Elisabeth FALOU, Monsieur Dominique EBLÉ, Monsieur Serafino SERRAVALLE, Madame Stéphanie AUFFRAY, Madame Catherine CHABOSSON, Madame Abdel MEHANNECHE, Monsieur Guillaume PEYTAVIN, Madame Laure MARTELLA MALRIEU, Monsieur Johnny PALMA, Monsieur Nicolas COURTOT, Madame Lydia GAUGIN, Madame Nelly OBAMBI, Monsieur Nicolas HOUNTON BACCHIERI, Monsieur Jean-Michel MATHY, Madame Francine BOBOT, Monsieur Jérôme RITTLING, Madame Fabienne MEURICE, Monsieur David FÉROT, Madame Audrey LEPAGE, Madame Myriam MONDON

Délibération N° : 26.028/I

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : DESIGNATION DE REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL AUX CONSEILS D'ADMINISTRATION DES COLLEGES PASTEUR ET CAMUS ET DU LYCEE TALMA

Le Conseil municipal,

VU la note explicative de synthèse de Monsieur le Maire,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'éducation et notamment l'article R421-14 et suivants,

CONSIDERANT le renouvellement du Conseil Municipal,

CONSIDERANT la nécessité de désigner les représentants du Conseil Municipal aux conseils d'administrations des collèges Pasteur et Camus et du lycée Talma,

CONSIDERANT les candidatures :

- Le membre du Conseil municipal siégeant au Conseil d'administration du Collège Pasteur : Madame GAUGIN Lydia
- Le membre du Conseil municipal siégeant au Conseil d'administration du lycée Talma : Madame DO HUU Nathalie
- Le membre du Conseil municipal siégeant au Conseil d'administration du Collège Camus : Madame FALOU Elisabeth

Après en avoir délibéré,

ADOPTE

28 Voix Pour, 7 Abstentions

Délibération N° : 26.028/I

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : DESIGNATION DE REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL AUX CONSEILS D'ADMINISTRATION DES COLLEGES PASTEUR ET CAMUS ET DU LYCEE TALMA

ARTICLE 1 : DESIGNE :

- Le membre du Conseil municipal siégeant au Conseil d'administration du Collège Pasteur : Madame GAUGIN Lydia
- Le membre du Conseil municipal siégeant au Conseil d'administration du lycée Talma : Madame DO HUU Nathalie
- Le membre du Conseil municipal siégeant au Conseil d'administration du Collège Camus : Madame FALOU Elisabeth

ARTICLE 2 : DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Et ont signé les membres présents,

Pour extrait certifié conforme,

Fait à Brunoy, le 08/04/2026

Le Maire,
Vice-Président de la Communauté d'agglomération
Val d'Yerres Val de Seine

MAIRIE DE BRUNOY (Essonne)

Bruno GALLIER

Le Secrétaire de séance

Nicolas DOHIN

Acte publié sur le site de la Ville le : 09/04/2026

Accusé de réception - contrôle de légalité

Nature de l'acte : Délibération

Numéro attribué à l'acte : 26.028/I

Objet de l'acte :	DESIGNATION DE REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL AUX CONSEILS D'ADMINISTRATION DES COLLEGES PASTEUR ET CAMUS ET DU LYCEE TALMA
Thème Préfecture :	5 - Institutions et vie politique / 3 - Designation de representants
Transaction Préfecture :	091-219101144-20260407-BRU_DE_25675_1-DE
Date de l'acte :	07/04/2026

Identifiant unique de l'acte : BRU_DE_25675_1

Date de réception en Préfecture : 08 avril 2026

BRUNOY

LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

VILLE DE BRUNOY

EXTRAIT DU REGISTRE
des
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nbre de Conseillers :	35
Nbre de Présents :	35
Nbre d'Absents excusés avec pouvoir :	0
Nbre d'Absent(s) excusé(s) :	0

Délibération N° : 26.029/I

OBJET : **DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DES CONSEILS D'ECOLES DE BRUNOY**

SEANCE DU 07/04/2026

LE MARDI SEPT AVRIL DEUX MILLE VINGT-SIX A 19H00, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Bruno GALLIER.

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE :
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire a été désigné(e) comme secrétaire de séance.
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire procède à l'appel des Conseillers.

ETAIENT PRESENTS :
Monsieur Bruno GALLIER, Madame Valérie RAGOT, Monsieur Nicolas DOHIN, Madame Sandrine LAMIRÉ, Monsieur Jérôme MEUNIER, Madame Nathalie DO HUU, Monsieur Eric ADAM, Madame Nathalie ALCARAZ, Monsieur Dominique SERGI, Madame Sylvia CAMEIRA, Monsieur Timotée DAVIOT, Madame Françoise JUNGFER BOUVIER, Monsieur Serge BADENS, Monsieur Eric BASSET, Madame Claudine ROSSIGNOL, Madame Elisabeth FALOU, Monsieur Dominique EBLÉ, Monsieur Serafino SERRAVALLE, Madame Stéphanie AUFFRAY, Madame Catherine CHABOSSON, Madame Atidel MEHANNECHE, Monsieur Guillaume PEYTAVIN, Madame Laure MARTELLA MALRIEU, Monsieur Johnny PALMA, Monsieur Nicolas COURTOT, Madame Lydia GAUGIN, Madame Nelly OBAMBI, Monsieur Nicolas HOUNTON BACCHIERI, Monsieur Jean-Michel MATHY, Madame Francine BOBOT, Monsieur Jérôme RITTLING, Madame Fabienne MEURICE, Monsieur David FÉROT, Madame Audrey LEPAGE, Madame Myriam MONDON

Délibération N° : 26.029/I

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DES CONSEILS D'ECOLES DE BRUNOY

Le Conseil municipal,

VU la note explicative de synthèse de Monsieur le Maire,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'éducation et notamment ses articles D411-1 à D411-6,

VU les délibérations du Conseil municipal en date du 21 mars 2026 relatives à l'installation du Conseil municipal,

CONSIDERANT que deux élus, dont le maire, sont membres de droit au sein d'un Conseil d'école, instance principale de l'école, organe de concertation institutionnelle doté de compétences décisionnelles,

CONSIDERANT la nécessité de répartir cette représentation sur plusieurs membres du Conseil municipal en raison du nombre d'établissements scolaires sur la ville et de la périodicité de cette instance,

CONSIDERANT les candidatures de :

- Monsieur MEUNIER Jérôme : Conseils de l'école maternelle du Sauvageon et de l'école élémentaire des Mardelles,
- Monsieur PEYTAVIN Guillaume : Conseils de l'école primaire Talma,
- Monsieur PEYTAVIN Guillaume : Conseils des écoles Ombrages élémentaire, des Bosserons maternelle et Soulins maternelle,
- Monsieur DOHIN Nicolas : Conseils des écoles maternelle et élémentaire Robert-Dubois,
- Madame DO HUU Nathalie : Conseils des écoles maternelles de la Sablière, Vigne des Champs et Champfleuri, et de l'école élémentaire Jean Merlette,
- Madame RAGOT Valérie : Conseils des écoles maternelle et élémentaire du Chêne.

Délibération N° : 26.029/I

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : **DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DES CONSEILS D'ECOLES DE BRUNOY**

Après en avoir délibéré,

ADOPTE

28 Voix Pour, 7 Abstentions

ARTICLE 1 : DETERMINE, outre le Maire membre de droit, à 6 le nombre de représentants du conseil municipal amenés à siéger aux conseils des écoles de la ville.

ARTICLE 2 : PROCEDE à la désignation de ces 6 membres élus selon la répartition suivante :

- Monsieur MEUNIER Jérôme : Conseils de l'école maternelle du Sauvageon et de l'école élémentaire des Mardelles,
- Monsieur PEYTAVIN Guillaume : Conseils de l'école primaire Talma,
- Monsieur PEYTAVIN Guillaume : Conseils des écoles Ombrages élémentaire, des Bosserons maternelle et Soulins maternelle,
- Monsieur DOHIN Nicolas : Conseils des écoles maternelle et élémentaire Robert-Dubois,
- Madame DO HUU Nathalie : Conseils des écoles maternelles de la Sablière, Vigne des Champs et Champfleuri, et de l'école élémentaire Jean Merlette,
- Madame RAGOT Valérie : Conseils des écoles maternelle et élémentaire du Chêne.

Délibération N° : 26.029/I

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DES CONSEILS D'ECOLES DE BRUNOY

ARTICLE 3 : DIT que les membres du Conseil municipal ci-dessus désignés, sont autorisés à siéger auxdits conseils d'école pour toute la durée du mandat.

ARTICLE 4 : DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et notification.

Et ont signé les membres présents,

Pour extrait certifié conforme,

Fait à Brunoy, le 08/04/2026

Le Maire,
Vice-Président de la Communauté d'agglomération
Val d'Yerres Val de Seine

Bruno GALLIER

MAIRIE DE BRUNOY (Essonne)

Le Secrétaire de séance

Nicolas DOHIN

Acte publié sur le site de la Ville le : 09/04/2026

Accusé de réception - contrôle de légalité

Nature de l'acte : Délibération

Numéro attribué à l'acte : 26.029/I

Objet de l'acte :	DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DES CONSEILS D'ECOLES DE BRUNOY
Thème Préfecture :	5 - Institutions et vie politique / 3 - Designation de representants
Transaction Préfecture :	091-219101144-20260407-BRU_DE_25677_1-DE
Date de l'acte :	07/04/2026

Identifiant unique de l'acte : BRU_DE_25677_1

Date de réception en Préfecture : 08 avril 2026

BRUNOY

LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

VILLE DE BRUNOY

EXTRAIT DU REGISTRE
des
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nbre de Conseillers :	35
Nbre de Présents :	35
Nbre d'Absents excusés avec pouvoir :	0
Nbre d'Absent(s) excusé(s) :	0

Délibération N° : 26.030/C

OBJET : RENOUVELLEMENT DE L'OPPOSITION DU TRANSFERT DE LA COMPETENCE D'ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VAL D'YERRES VAL DE SEINE

SEANCE DU 07/04/2026

LE MARDI SEPT AVRIL DEUX MILLE VINGT-SIX A 19H00, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Bruno GALLIER.

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE :
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire a été désigné(e) comme secrétaire de séance.
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire procède à l'appel des Conseillers.

ETAIENT PRESENTS :
Monsieur Bruno GALLIER, Madame Valérie RAGOT, Monsieur Nicolas DOHIN, Madame Sandrine LAMIRÉ, Monsieur Jérôme MEUNIER, Madame Nathalie DO HUU, Monsieur Eric ADAM, Madame Nathalie ALCARAZ, Monsieur Dominique SERGI, Madame Sylvia CAMEIRA, Monsieur Timotée DAVIOT, Madame Françoise JUNGFER BOUVIER, Monsieur Serge BADENS, Monsieur Eric BASSET, Madame Claudine ROSSIGNOL, Madame Elisabeth FALOU, Monsieur Dominique EBLÉ, Monsieur Serafino SERRAVALLE, Madame Stéphanie AUFFRAY, Madame Catherine CHABOSSON, Madame Atidel MEHANNECHE, Monsieur Guillaume PEYTAVIN, Madame Laure MARTELLA MALRIEU, Monsieur Johnny PALMA, Monsieur Nicolas COURTOT, Madame Lydia GAUGIN, Madame Nelly OBAMBI, Monsieur Nicolas HOUNTON BACCHIERI, Monsieur Jean-Michel MATHY, Madame Francine BOBOT, Monsieur Jérôme RITTLING, Madame Fabienne MEURICE, Monsieur David FÉROT, Madame Audrey LEPAGE, Madame Myriam MONDON

Délibération N° : 26.030/C

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : RENOUVELLEMENT DE L'OPPOSITION DU TRANSFERT DE LA COMPETENCE D'ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VAL D'YERRES VAL DE SEINE

Le Conseil municipal,

VU la note explicative de synthèse de Monsieur le Maire,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, notamment en son article 136,

VU l'arrêté préfectoral n°2015-PREF.DRCL/951 du 14 décembre 2015 portant création d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre issu de la fusion de la Communauté d'Agglomération Sénart-Val de Seine et de la Communauté d'Agglomération Val d'Yerres,

VU la délibération du Conseil Communautaire n°2016-009 en date du 9 mars 2016 approuvant les statuts de la Communauté d'Agglomération du Val d'Yerres Val de Seine, complétée par la délibération n°2016-122 en date du 24 octobre 2016 relative à la modification matérielle des statuts sur les compétences urbanisme et défense extérieure contre les incendies,

CONSIDERANT que la loi ALUR prévoit un transfert automatique du PLU aux communautés d'agglomération,

CONSIDERANT que selon la loi ALUR, les communes peuvent s'opposer à ce transfert, selon les conditions suivantes :

- S'il y a une opposition au minimum de 25 % des communes membres
- Et représentant au moins 20 %de la population
- Dans un délai de 3 mois précédents le 1er janvier 2021.

VU la délibération n°20.084/C du Conseil municipal en date du 26 novembre 2020, portant opposition du transfert de la compétence d'élaboration du PLU à la CAVYVS,

CONSIDERANT le renouvellement du Conseil municipal,

CONSIDERANT le souhait du Conseil municipal de réitérer son opposition au transfert de la compétence d'élaboration du PLU à la CAVYVS,

Délibération N° : 26.030/C

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : RENOUVELLEMENT DE L'OPPOSITION DU TRANSFERT DE LA COMPETENCE D'ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VAL D'YERRES VAL DE SEINE

Après en avoir délibéré,

ADOPTE

31 Voix Pour, 4 Voix Contre

ARTICLE 1 : RENOUVELLE son opposition au transfert de la compétence « plan local d'urbanisme, de documents d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » à la Communauté d'Agglomération du Val d'Yerres Val de Seine.

ARTICLE 2 : DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et notification.

Et ont signé les membres présents,

Pour extrait certifié conforme,

Fait à Brunoy, le 08/04/2026

Le Maire,
Vice-Président de la Communauté d'agglomération
Val d'Yerres Val de Seine

MAIRIE DE BRUNOY (Essonne)

Bruno GALLIER

Le Secrétaire de séance

Nicolas DOHIN

Acte publié sur le site de la Ville le : 09/04/2026

Accusé de réception - contrôle de légalité

Nature de l'acte : Délibération

Numéro attribué à l'acte : 26.030/C

Objet de l'acte :	RENOUVELLEMENT DE L'OPPOSITION DU TRANSFERT DE LA COMPETENCE D'ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VAL D'YERRES VAL DE SEINE
Thème Préfecture :	5 - Institutions et vie politique / 7 - Intercommunalite
Transaction Préfecture :	091-219101144-20260407-BRU_DE_25680_1-DE
Date de l'acte :	07/04/2026

Identifiant unique de l'acte : BRU_DE_25680_1

Date de réception en Préfecture : 08 avril 2026

BRUNOY

LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

VILLE DE BRUNOY

EXTRAIT DU REGISTRE
des
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nbre de Conseillers :	35
Nbre de Présents :	35
Nbre d'Absents excusés avec pouvoir :	0
Nbre d'Absent(s) excusé(s) :	0

Délibération N° : 26.031/B

OBJET : ELECTION DES REPRESENTANTS DE LA COMMUNE AU COMITE SYNDICAL DU SIPPEREC

SEANCE DU 07/04/2026

LE MARDI SEPT AVRIL DEUX MILLE VINGT-SIX A 19H00, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Bruno GALLIER.

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE :
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire a été désigné(e) comme secrétaire de séance.
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire procède à l'appel des Conseillers.

ETAIENT PRESENTS :
Monsieur Bruno GALLIER, Madame Valérie RAGOT, Monsieur Nicolas DOHIN, Madame Sandrine LAMIRÉ, Monsieur Jérôme MEUNIER, Madame Nathalie DO HUU, Monsieur Eric ADAM, Madame Nathalie ALCARAZ, Monsieur Dominique SERGI, Madame Sylvia CAMEIRA, Monsieur Timotée DAVIOT, Madame Françoise JUNGFER BOUVIER, Monsieur Serge BADENS, Monsieur Eric BASSET, Madame Claudine ROSSIGNOL, Madame Elisabeth FALOU, Monsieur Dominique EBLÉ, Monsieur Serafino SERRAVALLE, Madame Stéphanie AUFFRAY, Madame Catherine CHABOSSON, Madame Atidel MEHANNECHE, Monsieur Guillaume PEYTAVIN, Madame Laure MARTELLA MALRIEU, Monsieur Johnny PALMA, Monsieur Nicolas COURTOT, Madame Lydia GAUGIN, Madame Nelly OBAMBI, Monsieur Nicolas HOUNTON BACCHIERI, Monsieur Jean-Michel MATHY, Madame Francine BOBOT, Monsieur Jérôme RITTLING, Madame Fabienne MEURICE, Monsieur David FÉROT, Madame Audrey LEPAGE, Madame Myriam MONDON

Délibération N° : 26.031/B

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : **ELECTION DES REPRESENTANTS DE LA COMMUNE AU COMITE SYNDICAL DU SIPPEREC**

Le Conseil municipal,

VU la note explicative de synthèse de Monsieur le Maire,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-21, L. 2121-33 et L.5721-2,

VU les statuts du Sipperec,

VU l'article 10.1 des statuts du Sipperec qui dispose d'une part que chaque membre adhérent désigne un délégué titulaire et un délégué suppléant quel que soit le nombre de compétences transférées au Syndicat et que d'autre part, pour l'élection des délégués des communes, des départements et des régions au comité syndical, le choix de l'organe délibérant peut porter uniquement sur l'un de ses membres,

VU l'article L2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal peut décider à l'unanimité de ne pas recourir au scrutin secret et donc de voter à main levée, je vous propose donc le vote à main levée pour cette élection,

CONSIDERANT que la commune est adhérente au Sipperec,

CONSIDERANT que le délégué titulaire et le délégué suppléant sont élus par le conseil municipal parmi les conseillers municipaux, au scrutin uninominal secret et à la majorité absolue,

CONSIDERANT les candidatures présentées :

- Délégué titulaire : Monsieur MEUNIER Jérôme
- Délégué suppléant : Madame RAGOT Valérie

Après en avoir délibéré,

Délibération N° : 26.031/B

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : ELECTION DES REPRESENTANTS DE LA COMMUNE AU COMITE SYNDICAL DU SIPPEREC

ADOPTE
28 Voix Pour, 7 Abstentions

ARTICLE 1 : DESIGNE pour représenter la commune au comité syndical du Sipperec :

- En qualité de délégué titulaire : Monsieur MEUNIER Jérôme
- En qualité de délégué suppléant : Madame RAGOT Valérie

ARTICLE 2 : DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et notification.

Et ont signé les membres présents,

Pour extrait certifié conforme,

Fait à Brunoy, le 08/04/2026

MAIRIE DE BRUNOY (Essonne)

Le Maire,
Vice-Président de la Communauté d'agglomération
Val d'Yerres Val de Seine

Bruno GALLIER

Le Secrétaire de séance

Nicolas DOHIN

Acte publié sur le site de la Ville le : 09/04/2026

Accusé de réception - contrôle de légalité

Nature de l'acte :	Délibération
Numéro attribué à l'acte :	26.031/B

Objet de l'acte :	ELECTION DES REPRESENTANTS DE LA COMMUNE AU COMITE SYNDICAL DU SIPPEREC
Thème Préfecture :	5 - Institutions et vie politique / 1 - Election executif
Transaction Préfecture :	091-219101144-20260407-BRU_DE_25676_1-DE
Date de l'acte :	07/04/2026

Identifiant unique de l'acte : BRU_DE_25676_1

Date de réception en Préfecture : 08 avril 2026

BRUNOY

LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

VILLE DE BRUNOY

EXTRAIT DU REGISTRE
des
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nbre de Conseillers :	35
Nbre de Présents :	35
Nbre d'Absents excusés avec pouvoir :	0
Nbre d'Absent(s) excusé(s) :	0

Délibération N° : 26.032/D

OBJET : BUDGET VILLE - ADOPTION DU REGLEMENT BUDGETAIRE ET FINANCIER

SEANCE DU 07/04/2026

LE MARDI SEPT AVRIL DEUX MILLE VINGT-SIX A 19H00, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Bruno GALLIER.

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE :
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire a été désigné(e) comme secrétaire de séance.
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire procède à l'appel des Conseillers.

ETAIENT PRESENTS :
Monsieur Bruno GALLIER, Madame Valérie RAGOT, Monsieur Nicolas DOHIN, Madame Sandrine LAMIRÉ, Monsieur Jérôme MEUNIER, Madame Nathalie DO HUU, Monsieur Eric ADAM, Madame Nathalie ALCARAZ, Monsieur Dominique SERGI, Madame Sylvia CAMEIRA, Monsieur Timotée DAVIOT, Madame Françoise JUNGFER BOUVIER, Monsieur Serge BADENS, Monsieur Eric BASSET, Madame Claudine ROSSIGNOL, Madame Elisabeth FALOU, Monsieur Dominique EBLÉ, Monsieur Serafino SERRAVALLE, Madame Stéphanie AUFFRAY, Madame Catherine CHABOSSON, Madame Atidel MEHANNECHE, Monsieur Guillaume PEYTAVIN, Madame Laure MARTELLA MALRIEU, Monsieur Johnny PALMA, Monsieur Nicolas COURTOT, Madame Lydia GAUGIN, Madame Nelly OBAMBI, Monsieur Nicolas HOUNTON BACCHIERI, Monsieur Jean-Michel MATHY, Madame Francine BOBOT, Monsieur Jérôme RITTLING, Madame Fabienne MEURICE, Monsieur David FÉROT, Madame Audrey LEPAGE, Madame Myriam MONDON

Délibération N° : 26.032/D

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : BUDGET VILLE - ADOPTION DU REGLEMENT BUDGETAIRE ET FINANCIER

Le Conseil municipal,

VU la note explicative de synthèse de Monsieur le Maire,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles, L.1612-1 et suivants relatifs au cadre budgétaire des collectivités territoriales

VU l'article L.5217-10-8 du Code général des collectivités territoriales relatif au règlement budgétaire et financier

VU l'instruction budgétaire et comptable M 57 applicable aux collectivités territoriales,

CONSIDERANT que le présent Réglement Budgétaire et Financier (RBF) de la Ville de Brunoy formalise et préciser les règles de gestion budgétaire et comptable applicables à la commune et ses éventuels budgets annexes,

CONSIDERANT que le RBF définit les principes de gestion internes propres à la collectivité dans le respect des dispositions législatives et règlementaires en vigueur,

CONSIDERANT que le RBF permet de décrire les procédures de la collectivité, les faire connaître avec exactitude et se donner pour objectif de les suivre le plus précisément possible,

CONSIDERANT qu'il constitue un référentiel commun et une culture de gestion que les services doivent s'approprier,

CONSIDERANT qu'il rappelle les normes en vigueur et respecte le principe de permanence des méthodes,

CONSIDERANT que le RBF constitue un document de référence encadrant les modalités d'élaboration de vote et d'exécution du budget dans le cadre de la nomenclature M 57,

CONSIDERANT que le RBF est valable pour la durée de la mandature, et que sa révision doit faire l'objet d'une délibération du Conseil Municipal,

CONSIDERANT le renouvellement du Conseil Municipal intervenu à la suite des élections municipales en date du 15 mars 2026,

Après en avoir délibéré,

ADOPTE

28 Voix Pour, 7 Abstentions

ARTICLE 1 : ADOPTE le Règlement Budgétaire et Financier (RBF) de la Ville de Brunoy, applicable au budget principal et à ses budgets annexes pour la durée de la mandature (2026 à 2032), tel qu'annexé à la présente délibération.

ARTICLE 2 : AUTORISE le Maire à signer tout avenant nécessaire à l'application de cette délibération.

ARTICLE 3 : DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et notification.

Délibération N° : 26.032/D

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : **BUDGET VILLE - ADOPTION DU REGLEMENT BUDGETAIRE ET FINANCIER**

Et ont signé les membres présents,

Pour extrait certifié conforme,

Fait à Brunoy, le 08/04/2026

Le Maire,
Vice-Président de la Communauté d'agglomération
Val d'Yerres Val de Seine

MAIRIE DE BRUNOY (Essonne)

Bruno GALLIER

Le Secrétaire de séance

Nicolas DOHIN

Acte publié sur le site de la Ville le : 09/04/2026

Accusé de réception - contrôle de légalité

Nature de l'acte : Délibération

Numéro attribué à l'acte : 26.032/D

Objet de l'acte : BUDGET VILLE - ADOPTION DU REGLEMENT BUDGETAIRE ET FINANCIER

Thème Préfecture : 7 - Finances locales / 1 - Decisions budgetaires

Transaction Préfecture : 091-219101144-20260407-BRU_DE_25702_1-DE

Date de l'acte : 07/04/2026

Identifiant unique de l'acte : BRU_DE_25702_1

Date de réception en Préfecture : 08 avril 2026

BRUNOY

RÈGLEMENT BUDGÉTAIRE ET FINANCIER

VILLE DE BRUNOY

MANDATURE 2026 - 2032

SOMMAIRE

INTRODUCTION **P 4**

I – LE BUDGET **P 6**

1- LES PRINCIPES BUDGETAIRES **P 6**
1-1 L'annualité budgétaire P 6
1-2 L'universalité budgétaire P 7
1-3 La spécialité budgétaire P 7
1-4 L'équilibre et la sincérité P 8
1-5 L'unité budgétaire P 9
2- LE CADRE BUDGETAIRE **P 9**
2-1 Dispositions générales P 9
2-2 Le vote du budget P 10
3- LE CYCLE BUDGETAIRE **P 10**
3-1 Le rapport d'orientation budgétaire P 11
3-2 Le budget primitif P 12
3-3 Les décisions modificatives P 13
3-4 Le budget supplémentaire et l'affectation du résultat P 13
3-5 Le compte financier unique P 14
4- LA GESTION PLURIANNUELLE DES CREDITS **P 15**
4-1 Typologie des autorisations de programme P 16
4-2 Le vote des autorisations de programme et d'engagement P 16
4-3 L'affectation et le suivi P 16
4-4 La durée de vie et la caducité P 17
4-5 L'information de l'assemblée délibérante P 19
5- LA FONGIBILITE DES CREDITS **P 20**
5-1 Modalités d'autorisation P 20
5-2 Modalités de mise en œuvre P 21
5-3 Fongibilité asymétrique des dépenses P 21
6- LES DEPENSES IMPREVUES **P 21**

II – L'EXECUTION BUDGETAIRE ET COMPTABLE P 22

1-L'ORGANISATION COMPTABLE ET LA RESPONSABILITE DES GESTIONNAIRES PUBLICS P 22

1-1 Le principe de séparation ordonnateur et comptable P 22

1-2 La responsabilité des gestionnaires publics P 23

1-3 Les délégations de signature P 24

2- L'EXECUTION BUDGETAIRE P 24

2-1 La comptabilité d'engagement P 24

2-1-1 Les composants de l'engagement P 24

2-1-2 Les procédures d'engagement P 25

2-1-3 Les modalités de validation P 26

2-2 L'enregistrement d'une facture P 27

2-3 Le délai global de traitement P 27

2-4 Le service fait et la liquidation P 28

2-5 Mandatement, titrage et ordonnancement P 29

2-6 Le paiement P 29

3- LE RECOUVREMENT DES RECETTES ET LE TRAITEMENT DES RECETTES IRRECOUVRABLES P 30

3-1 La gestion des titres irrécouvrés P 30

3-2 Les provisions pour créances douteuses P 30

3-3 les créances admises en non-valeur et les créances éteintes P 30

4- LES OPERATIONS DE FIN D'EXERCICE P 31

4-1 Le rattachement des charges et des produits P 31

4-2 Les reports en dépenses et en recettes P 31

4-3 La journée supplémentaire P 32

III – LES OPERATIONS FINANCIERES PARTICULIERES P 32

1- LA GESTION DU PATRIMOINE P 32

1-1 Le cycle comptable des immobilisations P 32

1-2 Les opérations de suivi de l'inventaire P 33

2- LES PROVISIONS P 34

3- LES REGIES P 34

IV- LA GESTION DE LA DETTE P 36

1- LES GARANTIES D'EMPRUNT P 36

2- LA GESTION DE LA DETTE ET DE LA TRESORERIE P 36

2-1 La gestion de la dette P 36

2-2 La gestion de la trésorerie P 37

INTRODUCTION

Le présent règlement budgétaire et financier (RBF) de la ville de Brunoy formalise et précise les règles de gestion budgétaire et comptable applicables à la commune. Il définit les principes de gestion internes propres à la collectivité, dans le respect du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment ses articles L.1612-1 et suivants relatifs au cadre budgétaire des collectivités territoriales, ainsi que les dispositions relatives à l'instruction budgétaire et comptable M57.

Conformément à l'article L.5217-10-8 du CGCT, le règlement budgétaire et financier constitue un document de référence encadrant les modalités d'élaboration, de vote et d'exécution du budget des collectivités appliquant la nomenclature M57.

Il s'inscrit dans une démarche visant à améliorer la lisibilité et la qualité de l'information financière, notamment à travers l'utilisation d'outils et de procédures adaptés, tels que la présentation budgétaire par segmentation, la gestion pluriannuelle des crédits via les autorisations de programme et d'engagement (AP/CP), ainsi que la comptabilité d'engagement.

Le présent règlement s'applique au budget principal de la Ville ainsi qu'à ses éventuels budgets annexes, dans le respect des règles spécifiques qui leur sont applicables. Il couvre l'ensemble du cycle budgétaire et vise à :

- Rappeler les principes budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales ;
- Préciser les modalités d'élaboration, de vote et d'exécution du budget ;
- Définir un cadre de gestion commun aux élus et aux services ;
- Harmoniser les règles de fonctionnement et la terminologie utilisées ;
- Anticiper l'impact des actions de la commune sur les exercices futurs ;
- Réguler les flux financiers en améliorant le processus de préparation budgétaire et en facilitant le suivi de la consommation des crédits ;
- Sécuriser juridiquement et financièrement les procédures budgétaires et comptables ;
- Garantir la sincérité, la fiabilité et la transparence des comptes publics.

Le présent règlement ne constitue pas un manuel d'utilisation du logiciel financier ni un document exhaustif des procédures internes, lesquelles relèvent de l'organisation propre des services et peuvent évoluer en fonction des besoins de la collectivité et des évolutions réglementaires. Il a pour ambition de servir de référence pour l'ensemble des agents et des élus municipaux dans l'exercice de leurs missions respectives, ainsi que pour toute question relative à l'exécution budgétaire et comptable.

Dans ce cadre, il contribue à la diffusion des instructions budgétaires et comptables applicables aux communes et participe à la sécurisation des pratiques.

Le présent règlement est adopté pour la durée de la mandature municipale. Il pourra être modifié par délibération du Conseil municipal afin de tenir compte des évolutions législatives et réglementaires ou des nécessités de gestion.

I – LE BUDGET

Le budget est l'acte par lequel le Conseil Municipal prévoit et autorise les recettes et les dépenses de la commune pour un exercice.

Il est établi et exécuté conformément aux principes budgétaires définis par le Code Général des Collectivités Territoriales et par la nomenclature budgétaire et comptable applicable.

Il s'exécute selon un calendrier précis et se compose de différentes étapes budgétaires.

1 – LES PRINCIPES BUDGÉTAIRES :

1.1 - L'annualité budgétaire :

Le principe d'annualité impose que le budget soit voté chaque année pour un an. L'autorisation donnée par le Conseil Municipal est donc limitée dans le temps, pour la durée d'un exercice qui commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre.

Ce principe implique que les crédits non utilisés au cours de l'exercice sont annulés.

Des aménagements à ce principe sont néanmoins prévus :

- La possibilité de voter le budget primitif jusqu'au 15 avril de l'année à laquelle il s'applique (ou jusqu'au 30 avril en année de renouvellement de l'assemblée délibérante) ;
- Les autorisations pluriannuelles (autorisations de programme en investissement et autorisations d'engagement en fonctionnement) ainsi que leur déclinaison en crédit de paiement ;
- Les rattachements, dont le but est de réintégrer, dans le compte de résultat (en section de fonctionnement), toutes les charges correspondantes à des services faits et tous les produits correspondants à des droits acquis, nés au cours d'un exercice, mais qui n'ont pu être comptabilisés (factures non établies, échéance qui intervient après la clôture de l'exercice, etc.) ;
- Les restes à réaliser (RAR), qui permettent de transférer sur l'exercice suivant les engagements non soldés de dépenses et les recettes certaines non encaissées ainsi que les crédits afférents. Le résultat de l'exercice prend en compte le solde des RAR d'investissement ;

- La « journée complémentaire » du 31 décembre, se prolonge, fictivement, jusqu'au 31 janvier de l'année suivante pour permettre, en section de fonctionnement uniquement, l'émission des mandats correspondant à des services faits au cours de l'exercice considéré et des titres de recettes correspondant à des droits acquis par la collectivité au cours du même exercice ;
- Une décision modificative peut être prise jusqu'au 21 janvier N+1 pour ajuster les crédits nécessaires au mandatement des dépenses de fonctionnement engagées ou à la passation des opérations d'ordre.

En fonctionnement, à partir du 1er janvier et jusqu'au vote du budget, il est possible de mettre en recouvrement les recettes de fonctionnement et d'engager, liquider et mandater les dépenses dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente, hors autorisations d'engagement. Pour les dépenses de fonctionnement à caractère pluriannuel comprises dans une autorisation d'engagement votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement ouverts.

En investissement, sur délibération adoptée avant le vote du budget, il est possible d'engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits inscrits au budget de l'année précédente, hors reports. Pour les dépenses à caractère pluriannuel comprises dans une autorisation de programme votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement ouverts.

1.2 - L'universalité budgétaire

L'ensemble des recettes et des dépenses doivent figurer dans les documents budgétaires. De ce fait, il est interdit de contracter des recettes et des dépenses, c'est-à-dire de compenser une écriture en recette par une dépense ou inversement. De plus, il n'est pas possible d'affecter des recettes à des dépenses précises. L'ensemble des recettes doit financer l'ensemble des dépenses prévues au budget.

1.3 - La spécialité budgétaire

Les crédits doivent être affectés à des dépenses ou des catégories de dépenses définies dans l'autorisation budgétaire.

Le principe de spécialité ne doit pas être confondu avec la règle de non-affectation car si les recettes ne doivent pas être affectées, les crédits doivent au contraire être précis.

Le budget est voté par nature et par chapitre globalisé (ou par opération) et présenté par fonction. La répartition par fonction permet une présentation des actions et des choix budgétaires par grandes politiques publiques.

Toutefois, afin de permettre une certaine fongibilité des crédits, le Code Général des Collectivités Territoriales, renforcé par la mise en place de la M57, prévoit une atténuation de ce principe de spécialité comme suit :

- L'exécutif peut procéder à des virements de crédits d'article à article au sein d'un même chapitre ;
- Dans la limite fixée lors du vote du budget, et ne pouvant excéder 7,5 % des dépenses réelles de chaque section, l'assemblée délibérante peut autoriser l'exécutif à effectuer des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.

1.4 - L'équilibre budgétaire et la sincérité des prévisions

La loi du 22 juin 1994 portant sur les dispositions budgétaires et comptables relatives aux collectivités locales, proclame les principes de sincérité et d'équilibre pour permettre une meilleure transparence dans la gestion financière des collectivités.

Il est défini par l'article L1612-4 du CGCT et est soumis aux conditions suivantes :

- Le budget de la collectivité territoriale est en équilibre réel lorsque la section de fonctionnement et la section d'investissement sont respectivement votées en équilibre, les recettes et les dépenses ayant été évaluées de façon sincère ;
- Lorsque le prélèvement sur les recettes de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement, ajouté aux recettes propres de cette section, à l'exclusion du produit des emprunts, et éventuellement aux dotations des comptes d'amortissements et de provisions, fournit des ressources suffisantes pour couvrir le remboursement en capital des annuités d'emprunt à échoir au cours de l'exercice.

Le principe de sincérité a un lien direct avec le principe d'équilibre car le budget est en équilibre réel si les recettes et les dépenses sont évaluées de façon sincère.

En effet, le budget doit être sincère dans sa prévision ce qui signifie que la collectivité doit inscrire l'ensemble des recettes et des dépenses qu'elle compte réaliser selon une estimation aussi fiable que possible.

L'exigence de sincérité relève du réalisme ainsi que du principe de transparence financière. Il est lié à d'autres principes comme la prudence que traduisent notamment les mécanismes de provisions et d'amortissement qui contribuent à la maîtrise du risque financier de la commune.

1.5 - L'unité budgétaire

Ce principe signifie que toutes les recettes et toutes les dépenses sont retracées dans un document unique. Néanmoins, le budget primitif, ou « BP », peut être modifié en cours d'exercice par d'autres décisions budgétaires (ou « Décisions Modificatives » dont le Budget Supplémentaire, « BS », qui est la DM qui reprend les résultats de l'exercice précédent) qui viennent modifier les inscriptions du budget primitif.

2 – LE CADRE BUDGETAIRE

2.1 - Dispositions générales

Le budget est l'acte par lequel sont prévues et autorisées les recettes et les dépenses annuelles de la collectivité :

- En dépenses, les crédits votés sont limitatifs : les engagements ne peuvent être validés que s'il y a suffisamment de crédits disponibles ;
- En recettes, les crédits sont évaluatifs : les recettes réalisées peuvent être supérieures aux crédits votés.

Le budget comporte deux sections : la section de fonctionnement et la section d'investissement.
Dans chacune des sections, les dépenses et les recettes sont classées par chapitre et article.

Les dépenses ont le caractère d'immobilisation si elles ont pour effet une augmentation de la valeur d'un élément d'actif ou une augmentation notable de sa durée d'utilisation.

Ainsi, les dépenses à inscrire en section d'investissement comprennent essentiellement des opérations qui se traduisent par une modification de la consistance ou de la valeur du patrimoine de la collectivité : achat de matériels durables ainsi que construction ou aménagement de bâtiments et d'espaces publics.

Inversement, sont imputées en fonctionnement les dépenses qui concernent le quotidien de la gestion de la collectivité : fournitures courantes, prestations récurrentes ou ponctuelles qui n'améliorent pas la valeur des investissements et des biens de la collectivité.

2.2 - Vote du budget

Le vote du budget peut s'opérer par :

- Nature ou par fonction ;
- Chapitre ou par article ;
- Article spécialisé ;
- Opération d'équipement en investissement ou par programme d'équipement.

La répartition par article, donnée à titre indicatif, et sa modification ne font pas l'objet d'une notification spéciale au comptable au niveau du budget principal et des budgets annexes. Cette répartition est retracée dans les comptes administratifs.

Le budget de la Ville et ses éventuels annexes sont votés par chapitre avec une présentation par nature sur les deux sections (investissement et fonctionnement).

3 – LE CYCLE BUDGETAIRE :

Le budget est prévu pour la durée d'un exercice, débutant le 1er janvier et prenant fin le 31 décembre.

Le cycle budgétaire est rythmé par différentes étapes qui permettent de prévoir, autoriser et exécuter les recettes et les dépenses de la collectivité.

Il comprend notamment les étapes budgétaires suivantes : le rapport d'orientation budgétaire, le budget primitif, les décisions modificatives, le budget supplémentaire et le Compte Financier Unique.

Son élaboration ainsi que les différentes décisions qui le font évoluer au cours de l'année sont encadrées par les échéances légales.

Les principales étapes du cycle budgétaire de la commune de Brunoy se déroulent (dans la mesure du possible) selon le calendrier prévisionnel suivant :

Etapes budgétaires	Période de l'année
Orientations Budgétaires –ROB : année N	Janvier-février : N
Budget Primitif (BP) : année N	Mars-Avril : N (15 ou 30/04/N dates limites légales)
Budget supplémentaire BS / Décision modificative DM N°1	Septembre-Octobre : N
Décision modificative N°2	Novembre-Décembre : N
Compte Financier Unique : N	Juin : N+1

3.1 - Le Rapport d'orientation budgétaire

Conformément à l'article L2312-1 du CGCT, la commune de Brunoy organise en Conseil Municipal un rapport sur les orientations budgétaires générales de l'exercice et les engagements pluriannuels ainsi qu'une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget.

La commune structure notamment son rapport d'orientation budgétaire autour d'un rappel du contexte dans lequel se déroule l'élaboration budgétaire (conjoncture économique, projet de loi de finances) et d'une présentation de la situation spécifique de la commune.

Ce débat de portée générale permet aux élus municipaux d'exprimer leur opinion sur le projet budgétaire d'ensemble et permet au Maire de présenter les choix budgétaires prioritaires pour l'année à venir ainsi que les engagements pluriannuels envisagés.

Il a lieu au plus tôt deux mois avant le vote du budget primitif.

3.2 - Le budget primitif

Le budget primitif est l'acte par lequel l'assemblée délibérante prévoit et autorise les dépenses et les recettes d'un exercice. Il ouvre les autorisations de programme, les autorisations d'engagement et les crédits de paiement. Il est présenté par le Maire au Conseil Municipal, qui le vote avant le 15 avril de l'année à laquelle il s'applique ou avant le 30 avril pour les années de renouvellement de l'assemblée délibérante.

Le projet de budget est communiqué aux membres du Conseil Municipal avec les rapports correspondant 12 jours au moins avant l'ouverture de la première réunion consacrée à l'examen dudit budget.

Le budget doit être voté en équilibre des dépenses et des recettes dans chacune des sections, selon les conditions présentées ci-avant.

Les documents budgétaires comprennent :

- Le document réglementaire, ou « maquette budgétaire » ;
- La délibération d'approbation du budget ;
- Le rapport de présentation, présenté à titre informatif, qui expose par section les principales composantes du budget en dépenses et en recettes, et leurs évolutions significatives par rapport au budget précédent ;
- La délibération spécifique relative aux autorisations de programme (AP) et aux autorisations d'engagement (AE) en cas de mise en œuvre.

Le travail de préparation budgétaire sur la Ville s'effectue comme suit :

- Validation des hypothèses de « cadrage » du budget primitif, notamment la masse salariale, l'évolution globale des autres dépenses de fonctionnement, les tarifs de prestations et le volume global de crédits consacrés à l'investissement ;
- Préparation par les services des propositions budgétaires de l'exercice à venir. Dans ce cadre, les services rédigent, en respectant un cadre fourni par la Direction Générale, une note budgétaire de présentation détaillée de leurs

propositions. Ce support revêt une importance déterminante : il sert de document de référence lors des conférences budgétaires ;
- Tenue des arbitrages financiers (Direction Générale puis les élus) ;
- Arbitrages finaux pour parvenir à l'équilibre du budget ;
- Tenue du Débat d'Orientation Budgétaire en Conseil municipal ;
- Vote du budget primitif en Conseil municipal.

Conformément à l'exigence de présentation croisée de l'article L2312-3 du CGCT, le budget primitif est présenté par fonction et sous fonction. La nomenclature fonctionnelle est conçue comme un instrument d'information destiné à faire apparaître, par domaine de compétences, les dépenses et les recettes de la collectivité.

3.3 - Les décisions modificatives

Au cours de l'exercice budgétaire, les prévisions de dépenses et de recettes formulées au sein du budget primitif peuvent être amenées à évoluer et être revues (à la hausse comme à la baisse) lors d'une étape budgétaire spécifique dénommée « Décision Modificative ».

Cette décision, partie intégrante du budget de l'exercice, doit respecter les mêmes règles de présentation et d'adoption que le budget primitif.

Les décisions modificatives peuvent être votées à tout moment après le vote du budget primitif jusqu'au 31 décembre de l'exercice. Elles peuvent même l'être en janvier N+1, sans dépasser la date du 21 janvier N+1, pour ajuster la section de fonctionnement et les crédits d'ordre (mouvements purement comptables qui s'équilibrent en dépenses et recettes entre les deux sections ou à l'intérieur d'une même section).

3.4 - Le Budget Supplémentaire et l'affectation des résultats

Conformément à l'article L.2311-5 du CGCT, les résultats sont affectés par l'assemblée délibérante après constatation des résultats définitifs lors du vote du Compte Financier Unique, c'est-à-dire dès la plus proche décision budgétaire suivant son adoption. La reprise des résultats de l'exercice précédent est obligatoire.

Le Conseil Municipal est amené, après le vote du Compte Financier Unique, à prendre une délibération d'affectation du résultat de l'exercice précédent à l'exercice en cours selon la règle suivante : le résultat doit d'abord être affecté à la couverture de l'éventuel déficit de la section d'investissement N-1, reports compris, puis, pour son montant résiduel, au choix, à une inscription en recettes de fonctionnement (002), à une affectation en section d'investissement (1068) ou à une combinaison des deux.

Le « Budget Supplémentaire » constitue la décision modificative ayant pour particularité de reprendre les résultats comptables de l'exercice précédent (procédure normale, sans reprise anticipée de résultat). Il intègre également dans les crédits les reports de la section d'investissement, en dépenses et en recettes, correspondant aux restes à réaliser de l'exercice N-1 (engagements non soldés).

En cas de constatation d'un déficit global N-1, ce déficit doit être couvert par des ressources nouvelles et/ou des baisses de dépenses.

Le Budget Supplémentaire ne peut être adopté par l'assemblée délibérante qu'après le vote du Compte Financier Unique de l'exercice clos.

3.5 - Le Compte Financier Unique

Le Compte Financier Unique (CFU) est appelé à remplacer le Compte Administratif et le Compte de Gestion en un document unique retraçant l'exécution budgétaire et la situation patrimoniale de la collectivité.

Sa généralisation interviendra à compter de l'exercice 2026. La ville de Brunoy sera en CFU sur les comptes 2025.

Le CFU poursuit un double objectif :

- Simplifier la présentation des comptes publics locaux ;
- Améliorer leur lisibilité et leur transparence.

Sa mise en œuvre implique plusieurs évolutions :

- Le passage au référentiel comptable M57 ;
- L'adaptation des outils financiers ;
- Le renforcement de la coordination entre les services et avec le comptable public.

Le Compte Financier Unique retrace l'ensemble des opérations budgétaires et comptables réalisées par la collectivité pour un exercice donné.

Il est établi à partir des données de l'ordonnateur et du comptable public et garantit la concordance des informations financières.

Le Compte Financier Unique est soumis au vote de l'assemblée délibérante dans les délais réglementaires (date limite 30 juin année N+1).

Il permet notamment d'apprécier les résultats de l'exercice, la situation patrimoniale de la collectivité ainsi que sa capacité d'autofinancement.

4 – LA GESTION PLURIANNUELLE DES CRÉDITS

La nomenclature budgétaire et comptable M57 prévoit la possibilité de recourir à la procédure de gestion par autorisation de programme pour les dépenses d'investissement.

Cette modalité de gestion permet de ne pas faire supporter au budget annuel l'intégralité d'une dépense pluriannuelle, mais uniquement les dépenses à régler au cours de l'exercice.

Les autorisations de programme (AP) représentent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées pour le financement des investissements. Elles demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées tout au long des étapes budgétaires.

Les autorisations d'engagement (AE) représentent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées pour l'exécution des dépenses de fonctionnement. Elles peuvent également être révisées tout au long des étapes budgétaires. Elles ne concernent pas les frais de personnel et les subventions versées aux personnes de droit privé.

Les crédits de paiement (CP) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme et/ou autorisations d'engagement correspondantes.

Le programme constitue, dans la procédure de préparation budgétaire, le niveau d'arbitrage d'inscription des crédits. Chaque programme peut être composé de crédits de dépenses et de recettes, de crédits d'investissement (AP) ou de fonctionnement (AE). Un programme est composé d'une ou plusieurs opérations.

Chaque AP/AE se caractérise par :

- Un millésime et une enveloppe de financement AP/AE-CP ;
- Un objet ;
- Une durée de vie prévisionnelle ;
- Un échéancier prévisionnel de crédits de paiement.

L'égalité suivante est à ce titre toujours vérifiée : le montant total de l'Autorisation de Programme (AP) est égal à la somme de ses crédits de paiement (CP) échelonnés dans le temps.

4.1 Typologie des autorisations de programme

La commune de Brunoy définit deux types d'autorisations de programme, qui comportent des règles de gestion distinctes :

- Les AP dites « récurrentes » financent un ensemble cohérent d'opérations pluriannuelles rattachées à un programme récurrent (ex. : entretien courant des routes...), dont la réalisation s'échelonne sur plusieurs exercices ;
- Les AP dites de « projet » financent des projets d'envergure dont la réalisation peut s'échelonner sur plusieurs exercices, voire la durée d'un mandat municipal. Ces AP permettent de retracer le coût global du projet financé (ex. : construction d'un groupe scolaire...).

4.2 Le vote des autorisations de programme et des autorisations d'engagement

Les autorisations de programme et les autorisations d'engagement sont votées par le Conseil Municipal.

Leur vote peut intervenir lors de l'adoption du budget primitif ou à l'occasion d'une décision modificative.

Les crédits de paiement associés sont inscrits au budget de chaque exercice.

Toute modification des autorisations de programme ou des autorisations d'engagement, ainsi que de leur échéancier en crédit de paiement, fait l'objet d'une délibération de l'assemblée délibérante.

4.3 - L'affectation et le suivi des autorisations de programme et des autorisations d'engagement

Les autorisations de programme (AP) et les autorisations d'engagement (AE) constituent des enveloppes de crédit permettant de gérer des opérations pluriannuelles.

Les crédits de paiement (CP) associés sont inscrits au budget de chaque exercice et permettent de couvrir les dépenses engagées dans le cadre des AP et AE.

L'affectation des autorisations de programme et des autorisations d'engagement s'effectue par opération ou par programme. Elle permet de rattacher les dépenses à un projet identifié et d'en assurer le suivi dans le temps.

L'affectation doit, par principe, être identifiée par un objet, une localisation, un coût et les conditions de sa réalisation. Le montant affecté ne peut être supérieur au montant voté.

Les engagements juridiques (marchés, conventions, décisions attributives) doivent s'inscrire dans la limite des autorisations de programme ou des autorisations d'engagement votées.

Les crédits d'une AP « récurrente » doivent être affectés au cours de l'année budgétaire correspondant à son vote.

Les crédits d'une AP « projet » peuvent faire l'objet de plusieurs affectations tout au long de sa durée de vie.

Pendant la période d'affectation autorisée, l'affectation initiale peut être complétée. Ce complément, sous réserve de disponibilité des crédits, doit être à nouveau autorisé par un vote de l'assemblée délibérante.

Toute affectation d'AP peut donner lieu à une annulation pour :

- Sa partie non encore engagée ;
- Son montant engagé non encore mandaté (dans ce cas, il faut au préalable annuler l'engagement non utilisé).

L'annulation d'une affectation a pour conséquences :

- D'abonder le montant disponible à l'affectation lorsque cette annulation a lieu l'année du vote de l'AP ;
- Si l'annulation intervient postérieurement à ce délai, le montant annulé ne peut être utilisé à nouveau et se verra appliquer les règles de caducité.

Le suivi des AP et AE est assuré tout au long de leur durée de vie, notamment au travers :

- Du suivi de la consommation des crédits de paiement ;
- De la mise à jour des échéanciers prévisionnels ;
- Des révisions éventuelles décidées par l'assemblée délibérante.

Les autorisations de programme et les autorisations d'engagement peuvent être révisées, ajustées ou annulées par délibération.

Un état de suivi des AP et AE est présenté dans les documents budgétaires afin de garantir l'information de l'assemblée délibérante et la transparence de la gestion pluriannuelle.

4.4 - Durée de vie et caducité des autorisations de programme et des autorisations d'engagement

Les autorisations de programme (AP) et les autorisations d'engagement (AE) sont créées pour une durée de vie correspondant à la nature des opérations qu'elles financent.

Les AP « récurrentes » sont créées pour une durée limitée, généralement de deux exercices budgétaires.

Une autorisation de programme créée au titre d'un exercice, que ce soit lors du budget primitif, du budget supplémentaire ou d'une décision modificative, prend fin au terme de la période prévue lors de son vote.

Les AP « projet » ont une durée de vie adaptée à la réalisation du projet financé, pouvant s'étendre sur plusieurs exercices, voir sur la durée d'un mandat municipal (entre 2 à 6 ans).

Pour les AP récurrentes, l'affectation ne peut être effectuée au-delà du 31 décembre de l'année suivant celle au cours de laquelle l'AP a été votée.

Pour les AP projet, l'affectation est possible, sous réserve de la disponibilité des crédits, tout au long de leur durée de vie.

Pour les AP dont la date de caducité d'affectation est dépassée, tout reliquat est gelé entre le 1er janvier de l'année suivante et le vote du Compte Financier Unique de l'exercice achevé. Au moment du vote du Compte Financier Unique, l'annulation de la totalité des AP non affectées est proposée à l'assemblée délibérante.

Les échéanciers de crédit de paiement sont ajustés lors du budget supplémentaire suivant le Compte Financier Unique, afin de tenir compte des AP non affectées et de garantir l'égalité entre le montant des AP et l'échéancier de leurs crédits de paiement.

Engagement comptable :

- Pour les AP récurrentes, l'engagement comptable d'une AP affectée doit être effectué avant le 31 décembre de l'année suivant celle de l'affectation ;
- Pour les AP projet, la caducité de l'engagement intervient au terme de la durée de vie du projet, telle que prévue lors de l'ouverture de l'AP.

Tout reliquat affecté non engagé à la date de caducité est gelé entre le 1er janvier de l'année suivante et le vote du Compte Financier Unique de l'exercice achevé. Au moment du vote du Compte Financier Unique, l'annulation des AP affectées non engagées est proposée à l'assemblée délibérante.

Liquidation des engagements :

La liquidation des engagements doit intervenir avant la date de caducité de l'engagement :

- Pour les AP récurrentes, une prorogation peut être accordée à titre exceptionnel lorsque des factures relatives à un service fait n'ont pu être mandatées dans les délais ;
- Pour les AP projet, lorsque l'ensemble des montants engagés n'est pas liquidé à la fin de la durée de vie de l'AP, celle-ci peut être prolongée afin de permettre la liquidation des dépenses correspondantes.

Les autorisations de programme et les autorisations d'engagement deviennent caduques lorsque :

- Elles arrivent à leur terme sans avoir été intégralement consommées ;
- Elles n'ont fait l'objet d'aucune affectation ou engagement dans les délais prévus ;
- Elles sont expressément annulées par délibération de l'assemblée délibérante.

En cas de caducité, les crédits non consommés ne peuvent plus être utilisés et doivent être annulés.

Toutefois, une autorisation de programme ou une autorisation d'engagement peut faire l'objet d'une révision ou d'une prorogation par délibération, notamment en cas de modification du calendrier de réalisation de l'opération.

Un suivi spécifique est assuré afin d'identifier les autorisations arrivant à échéance et d'anticiper, le cas échéant, leur clôture, leur révision ou leur renouvellement.

4.5 - Information de l'assemblée délibérante sur la gestion pluriannuelle

La nomenclature budgétaire et comptable applicable à la commune prévoit que le Règlement Budgétaire et Financier précise les modalités d'information de l'assemblée délibérante concernant les engagements pluriannuels au cours de l'exercice.

Un état reprenant le montant des autorisations de programme votées, engagées et mandatées, par programme et enveloppe de financement, est communiqué à l'ensemble des conseillers municipaux dans les annexes budgétaires.

Lors du vote du budget primitif, cet état reprend l'avancement des autorisations de programme de l'exercice précédent ainsi que les individualisations réalisées depuis le début de l'année. À l'occasion de la présentation des éléments d'exécution budgétaire relatifs au Compte Financier Unique, un bilan de la gestion pluriannuelle de la collectivité est présenté.

Ce bilan s'appuie notamment sur la présentation de l'annexe budgétaire permettant d'apprécier :

- Le ratio de couverture (autorisations de programme affectées non mandatées / crédits de paiement mandatés) ;
- Le taux d'individualisation des autorisations de programme votées au cours de l'exercice ;
- Le montant des autorisations de programme votées non affectées ;
- Le montant des autorisations de programme affectées non mandatées ;
- La situation des autorisations de programme « vivantes » au 31 décembre de l'exercice précédent.

5 – LA FONGIBILITÉ DES CRÉDITS

Conformément à l'article L.2322-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), l'assemblée délibérante peut autoriser l'exécutif à procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre, au sein d'une même section.

Cette faculté, dite de fongibilité des crédits, s'exerce dans la limite d'un plafond fixé lors du vote du budget et ne pouvant excéder 7,5 % des dépenses réelles de chaque section. Les plafonds applicables aux sections de fonctionnement et d'investissement peuvent être distincts.

Sont exclus du calcul de ce plafond les crédits relatifs aux :

- Dépenses de personnel ;
- Opérations d'ordre ;
- Restes à réaliser.

La mise en œuvre de la fongibilité des crédits vise à assurer une gestion budgétaire plus souple, tout en respectant les autorisations votées par l'assemblée délibérante. Elle s'effectue sur décision de l'exécutif, dans le cadre des limites fixées par le budget.

5.1 - Modalités d'autorisation

L'autorisation de fongibilité est formalisée lors du vote du budget, par le renseignement de l'état « Informations générales – Modalités de vote du budget » du document budgétaire.

Elle ne fait pas l'objet d'une délibération distincte et doit être renouvelée à chaque exercice si l'assemblée délibérante souhaite en maintenir le bénéfice.

À défaut d'autorisation expresse, le taux de fongibilité est réputé nul, impliquant le recours à une décision modificative pour tout virement de crédit entre chapitres.

5.2 - Modalité de mise en œuvre :

Les virements de crédits opérés dans ce cadre :

- Ne doivent pas porter atteinte à l'équilibre budgétaire ni conduire à une insuffisance de crédit nécessaire au règlement des dépenses obligatoires ;
- Doivent respecter les règles d'imputation budgétaire et les autorisations votées ;
- Font l'objet d'un suivi par la direction des finances.

5.3-Fongibilité asymétrique des dépenses de personnel

Les dépenses de personnel (chapitre 012) sont prises en compte dans le calcul du plafond de fongibilité applicable à la section de fonctionnement.

Toutefois, ces crédits ne peuvent faire l'objet de virement dans le cadre de la fongibilité : ils ne peuvent ni être abondés ni diminués par ce mécanisme. Toute modification des crédits du chapitre 012 relève d'une décision modificative adoptée par l'assemblée délibérante.

6 – LES DEPENSES IMPREVUES

L'instruction budgétaire et comptable M57 permet à l'assemblée délibérante de voter des chapitres de dépenses comportant uniquement des autorisations de programme (AP) en section d'investissement et des autorisations d'engagement (AE) en section de fonctionnement, destinées à faire face à des dépenses imprévues, dans la limite de 2 % des dépenses réelles de chacune des sections.

Ces autorisations sont inscrites respectivement aux chapitres 020 « Dépenses imprévues » en investissement et 022 « Dépenses imprévues » en fonctionnement.

Par décision de l'exécutif, ces autorisations peuvent être mobilisées afin d'abonder des opérations ou engagements, à caractère pluriannuel. Les mouvements correspondant ne donnent pas lieu à émission de mandat sur les chapitres 020 ou 022, les crédits étant transférés vers les chapitres supportant la dépense effective.

Ces dispositifs permettent de faire face à des dépenses non prévues lors du vote du budget, dans un cadre strictement encadré.

À ce titre, les autorisations non engagées en fin d'exercice deviennent caduques. Les dépenses imprévues inscrites en section d'investissement ne peuvent pas être financées par l'emprunt. Les crédits doivent être affectés à un chapitre supportant

effectivement la dépense et l'utilisation doit rester exceptionnelle et justifiée par un caractère imprévu.

II L'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE ET COMPTABLE

Le budget voté s'exécute du 1er janvier au 31 décembre de l'année.

Le cycle de l'exécution budgétaire comporte différentes étapes, depuis la réservation des crédits lorsque la décision de financer une action ou un projet est prise par la collectivité, jusqu'à la prise en charge des mandats et des titres par le comptable public.

Chacune de ces étapes peut comporter des spécificités de gestion mises en place par la commune, dans le respect des règles de la comptabilité publique et, plus particulièrement, des modalités précisées par la nomenclature budgétaire et comptable applicable.

1 – L'ORGANISATION COMPTABLE ET LA RESPONSABILITE DES GESTIONNAIRES PUBLICS

1.1 - Le principe de séparation ordonnateur / comptable

Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (dit « décret GBCP ») rappelle le principe fondamental de séparation entre l'ordonnateur et le comptable, qui constitue un principe cardinal de l'organisation des finances publiques en France.

Ce principe garantit la régularité, la sécurité et la transparence de la gestion des fonds publics.
Les fonctions d'ordonnateur et de comptable public sont incompatibles.

Au sein de la commune de Brunoy, le Maire est l'ordonnateur des dépenses et des recettes. À ce titre, il est chargé d'engager, de liquider et d'ordonnancer les dépenses et les recettes.

Le comptable public est un agent de l'État. Il est chargé du recouvrement des recettes et du paiement des dépenses, après en avoir exercé le contrôle.

L'ordonnateur :

- Constate les droits et les obligations ;
- Liquide les recettes et émet les titres de recettes ;
- Engage, liquide et mandate les dépenses ;
- Transmet au comptable public compétent les ordres de payer et de recouvrer, assortis des pièces justificatives requises.

Le comptable public :

- Prend en charge les ordres de payer et de recouvrer transmis par l'ordonnateur ;
- Assure le recouvrement des recettes ;
- Assure le paiement des dépenses ;
- Exerce les contrôles réglementaires prévus par les textes en vigueur.

Le Département des finances assure le suivi des relations avec le comptable public, qui relève du service de gestion comptable (SGC) de Yerres.

1.2 - La responsabilité des gestionnaires publics

Un nouveau régime juridictionnel unifié de responsabilité des gestionnaires publics, qu'ils exercent des fonctions d'ordonnateur ou de comptable, est entré en vigueur le 1er janvier 2023.

Cette réforme met fin à la responsabilité personnelle et pécuniaire (RPP) des comptables publics. Elle a pour objectif de moderniser et de simplifier le régime de responsabilité en réservant l'intervention du juge aux fautes les plus graves.

Désormais, peuvent être poursuivies devant le juge financier, notamment la Cour des comptes, les infractions aux règles relatives à l'exécution des recettes et des dépenses ou à la gestion des biens publics, dès lors qu'elles constituent une faute grave ayant causé un préjudice financier significatif.

Peuvent également donner lieu à des poursuites :

- L'octroi d'un avantage injustifié à autrui, à soi-même ou à une personne morale, par intérêt personnel direct ou indirect ;
- Les situations de gestion de fait ;
- L'inexécution d'une décision de justice entraînant le prononcé d'une astreinte ;
- Tout agissement ayant pour effet de faire échec à une procédure de mandatement d'office.

Ce nouveau cadre de responsabilité implique une vigilance accrue des gestionnaires publics, qu'ils soient élus ou agents, et conduit à renforcer la sécurisation des procédures budgétaires et comptables.

1.3 - Les délégations de signature

Le Maire, en sa qualité d'ordonnateur, peut déléguer sa signature et se faire suppléer en cas d'absence ou d'empêchement, dans les conditions prévues par les textes en vigueur. Les délégations de signature sont formalisées par arrêté et précisent leur champ d'application ainsi que les personnes habilitées à signer.

Les ordonnateurs, leurs suppléants ainsi que les personnes bénéficiant d'une délégation de signature sont accrédités auprès du comptable public assignataire, selon les modalités fixées par l'arrêté du 25 juillet 2012 relatif aux modalités d'accréditation des ordonnateurs auprès des comptables publics.

En application des délégations de signature accordées par le Maire, la personne signataire engage sa responsabilité et exerce cette délégation sous son contrôle.

2 – L'EXECUTION BUDGETAIRE

2.1-La comptabilité d'engagement

L'engagement est défini comme l'acte juridique par lequel une personne morale crée ou constate à son encontre une obligation de laquelle il résultera une dépense. Il respecte l'objet et les limites de l'autorisation budgétaire (Art.30 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012).

L'article 51 de la loi n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République, codifié aux articles L.2342-2, L.3341-1 et L.4341-1 du Code Général des Collectivités Territoriales impose à l'ordonnateur à tenir une comptabilité des dépenses engagées.

2.1 1– Les composantes de l'engagement :

Il est composé par :

- L'engagement juridique

L'engagement juridique est l'acte par la Ville crée ou constate à son encontre une obligation de laquelle résultera une charge financière. Cette obligation résulte notamment d'un bon de commande, d'un contrat, d'un marché, d'une convention, d'un acte de vente, d'une délibération, d'un arrêté etc.

- L'engagement comptable

La tenue d'une comptabilité d'engagement comptable est obligatoire et relève de la responsabilité de l'ordonnateur. Il est effectué au préalable ou concomitant à l'engagement juridique, en dépenses et en recettes, quelle que soit la section (fonctionnement ou investissement). Elle permet de garantir qu'aucune décision de nature financière n'est autorisée en l'absence de crédits budgétaires et assure le respect des engagements de la collectivité envers les tiers

Cette comptabilité d'engagement doit permettre à tout moment de connaître :

- Les crédits ouverts en dépenses et en recettes ;
- Les crédits disponibles à l'engagement ;
- Les crédits disponibles au mandatement ;
- Les dépenses et recettes réalisées.

Dans le cadre des crédits gérés en autorisation de programme, l'engagement porte sur les autorisations de programme et donne lieu à une consommation des crédits pluriannuels.

Concernant les crédits non gérés en autorisation de programme, l'engagement porte sur les crédits de paiement inscrits au titre de l'exercice.

Un engagement est constitué des trois éléments suivants :

- Un montant prévisionnel de dépenses,
- Un tiers concerné par la prestation
- Une imputation budgétaire (chapitre et article, fonction).

2.1.2 - Procédures d'engagement

Tout engagement se matérialise dans l'outil de gestion financière par le choix d'une procédure d'engagement, portant chacune des règles de gestion spécifiques.

Ce choix de procédure dépend notamment du support juridique. Les modalités seront en effet différentes selon que l'engagement concerne un accord cadre à bons de commande, des travaux de construction, une subvention à verser à un partenaire extérieur, ou encore le règlement des intérêts de la dette. Ces types d'engagement sont sélectionné lors de la création de l'engagement comptable par le service gestionnaire, en fonction des caractéristiques de la dépense ou de la recette concernée.

- ***L'engagement par le biais d'un bon de commande***

Cette procédure d'engagement, la plus couramment utilisée, s'applique aux dépenses de la collectivité réalisée hors marché formalisé au moyen d'un bon de commande unique, ainsi qu'à celles exécutées dans le cadre de marchés à bons de commande. Elle permet d'assurer un suivi financier rigoureux en garantissant une correspondance précise entre chaque bon de commande, l'engagement de la dépense et son règlement.

Un bon de commande matérialise la validation de l'engagement juridique.

- ***L'engagement sans bon de commande***

Cette procédure permet la création d'un engagement qui ne nécessite pas la production d'un bon de commande en parallèle pour permettre l'exécution des prestations.

L'engagement est créé et validé par le département des Finances, à la demande des services gestionnaires. Il peut ensuite faire l'objet de liquidation sans émission d'un bon de commande.

Cette procédure s'applique notamment :

- Aux subventions versées par la collectivité.
- Aux dépenses présentant un caractère récurrent ou obligatoire, telles que les dépenses de fluides (électricité, eau, gaz), les loyers et charges locatives, ainsi que les taxes et impôts,
- Plus généralement à toute dépense présentant un caractère régulier ou contractuel.

2.1.3 – Modalité de validation des engagements

Les engagements sont initiés par le service gestionnaire. Ils font l'objet d'un circuit de validation comprenant :

- un visa du service en charge des marchés publics pour les engagements liés à un marché
- un visa du département des finances ;
- un visa du responsable du service gestionnaire

Ils sont ensuite signés par la Direction générale lorsque leur montant est inférieur à 4 000 € HT, dans le cadre de la délégation de signature consentie par le Maire.

Au-delà de ce seuil, le bon de commande est signé par le Maire ou, le cas échéant, par toute personne disposant d'une délégation de signature régulièrement établie.

2.2-L'enregistrement d'une facture

Toute facture adressée à la Ville doit faire l'objet d'un envoi dématérialisé via la plateforme Chorus Pro, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur relatives à la facturation électronique dans le secteur public.

Le dépôt ne peut être substitué par un envoi au format papier ou par courriel, ce qui ne permettrait pas au fournisseur d'en assurer le suivi sur la plateforme Chorus Pro.

Les factures doivent comporter l'ensemble des mentions obligatoires prévues par la réglementation, notamment :

- L'identification du fournisseur (raison sociale, adresse, numéro SIRET) ;
- Le numéro et la date de la facture ;
- La désignation précise des prestations ou fournitures ;
- Le montant hors taxes, le taux et le montant de la TVA, ainsi que le montant toutes taxes comprises ;
- La date d'exécution de la prestation ou de livraison ;
- Les références du bon de commande ou du marché ou le numéro d'engagement ou toute référence permettant le rattachement à la dépense.

2.3-Le délai global de paiement

Le délai global de paiement (DGP) est la durée dont dispose une collectivité pour payer une facture émise par le titulaire d'une commande publique. Il s'impose à la fois à l'ordonnateur et au comptable public.

Le délai global de paiement est fixé réglementairement à 30 jours à compter de la date de réception de la facture par la collectivité. Il se décompose entre :

- Le délai de mandatement, fixé à 20 jours pour la collectivité intégrant l'ensemble du circuit et du processus de validation.
- Le délai de paiement effectif sur le compte du fournisseur, fixé à 10 jours pour le comptable public,

Il peut être suspendu dans les cas prévus par la réglementation. La facture est alors rejetée et retournée au fournisseur via la plateforme Chorus Pro.

Tout dépassement de ce délai ouvre droit, de plein droit et sans formalité, au bénéfice d'intérêts moratoires au profit du créancier, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

2.4-Le service fait et la liquidation

La liquidation a pour objet de vérifier la réalité de la dette de la collectivité et d'arrêter le montant de la dépense. Elle comporte deux opérations étroitement liées :

- *La constatation du service fait :*

Elle consiste à vérifier la réalité de la dette. Il s'agit de s'assurer que le prestataire retenu par la collectivité a bien accompli les obligations lui incombant. Le service fait doit ainsi être certifié.

La constatation et la certification du service fait sont effectuées par les services gestionnaires au sein de l'outil de gestion financière.

La certification du service fait est justifiée par la production d'un bon de livraison ou d'intervention, d'un procès-verbal de réception ou de toute autre pièce justificative attestant de la réalisation de la prestation.

- *La liquidation :*

Elle consiste, avant l'ordonnancement de la dépense, à contrôler tous les éléments conduisant au paiement. Elle est effectuée par le service gestionnaire des crédits et conduit à proposer le mandat ou le titre de recette après certification du service fait.

Le contrôle du service consiste à effectuer les vérifications suivantes :

- Vérifier que la facture comporte l'ensemble des mentions obligatoires permettant la liquidation de la dépense ;
- Vérifier la conformité des quantités facturées avec les quantités effectivement livrées ou réalisées ;
- Vérifier la conformité des prix unitaires avec les stipulations du contrat, de la convention, du bordereau des prix du marché ou du bon de commande ;
- Vérifier l'exactitude des calculs figurant sur la facture ;
- Procéder au rapprochement de la facture avec l'engagement dans l'application comptable.

Sauf exceptions prévues par la réglementation, notamment en matière d'avances sur les marchés publics, aucun paiement ne peut être effectué tant que le service fait n'a pas été constaté et certifié dans les conditions prévues (prix, quantité, conformité des prestations...)

2.5-Le mandatement, le titrage ou l'ordonnancement :

Le département des finances est chargé de la validation des propositions de mandats et de titres de recettes après la liquidation effectuée par les services. Il procède à ce titre à la vérification de la cohérence et de l'exhaustivité des pièces justificatives requises.

L'ordonnancement de la dépense ou de la recette se matérialise par l'émission d'un mandat ou d'un titre, établi pour le montant de la liquidation. Il donne l'ordre au comptable public de payer la dette de la collectivité (mandat) ou de recouvrer les sommes qui lui sont dues (titre de recette).

Chaque mandat ou titre est accompagné des pièces justificatives requises pour :

- Les dépenses, conformément au décret n° 2022-505 du 23 mars 2022 fixant la liste des pièces justificatives des collectivités territoriales ;
- Les recettes, conformément à la nomenclature nationale des pièces justificatives publiée par la DGFIP

Les mandats, titres et bordereaux sont numérotés par ordre chronologique et signé par le Maire ou, le cas échéant, par toute personne disposant d'une délégation de signature régulièrement établie.

2.6-Le paiement

Une fois l'ordonnancement validé, il est transmis au comptable public pour prise en charge.

Le paiement est ensuite effectué par le comptable public, généralement par virement.

À cette occasion, le comptable public exerce les contrôles de régularité suivants :

- la qualité de l'ordonnateur ;
- la disponibilité des crédits ;
- l'imputation comptable ;
- la validité de la dépense ;
- le caractère libératoire du règlement.

3 – LE RECOUVREMENT DES RECETTES ET LE TRAITEMENT DES RECETTES IRRECOUVRABLES

3.1- La gestion des titres irrécouvrés

Le comptable public est le seul chargé du recouvrement des titres qui n'ont pas fait l'objet d'un règlement préalable.

En l'absence de règlement spontané par le débiteur, le comptable public met en œuvre des procédures de recouvrement amiables puis, le cas échéant et sur autorisation de l'ordonnateur, des mesures d'exécution forcée. (Un avis à tiers détenteur : saisie sur salaire ou saisie sur compte bancaire)

3.2- Les provisions pour créances douteuses

Dans un souci de sincérité budgétaire, de transparence des comptes et de fiabilité des résultats de fonctionnement des collectivités, le Code général des collectivités territoriales prévoit comme une dépense obligatoire les dotations aux provisions pour créances douteuses.

Une créance devient douteuse dès lors qu'apparaissent des indices certains de difficulté de recouvrement, notamment compte tenu de la situation financière du débiteur, ou dès lors qu'elle a fait l'objet d'une contestation sérieuse. Il est alors nécessaire de constater une provision, la valeur des titres pris en charge dans la comptabilité pouvant s'avérer inférieure à celle attendue.

Conformément aux pratiques de la collectivité, la provision pour créances douteuses est constituée sur la base d'un taux appliqué aux restes à recouvrer présentant un risque d'irrécouvrabilité, notamment les créances anciennes. À titre indicatif, la ville de Brunoy applique un taux de 15 % sur les restes à recouvrer de plus de deux ans.

Les modalités de constitution, d'ajustement et de reprise des provisions sont fixées par délibération du Conseil municipal.

3.3-Les créances admises en non-valeur et les créances éteintes

Lorsque le recouvrement des titres de recettes émis par la commune ne peut être mené à son terme par le comptable public, ce dernier propose à la commune de constater l'irrécouvrabilité de ces créances.

Cette irrécouvrabilité peut être :

- Temporaire dans le cas des créances admises en non-valeur ;
- Définitive dans le cas de créances éteintes.

Au vu des éléments fournis par le comptable public, le Conseil Municipal détermine la liste des créances irrécouvrables en distinguant :

- Les créances admises en non-valeur, en cas d'échec du recouvrement malgré les diligences effectuées par le comptable public ;
- Les créances éteintes, en cas de décision juridique extérieure définitive s'imposant à la collectivité et rendant impossible toute action de recouvrement

4 – LES OPERATIONS DE FIN D'EXERCICE

Les instructions budgétaires et comptables imposent le respect de la règle de l'annualité budgétaire et du principe d'indépendance des exercices.
Pour mettre en œuvre ces dispositions, la bonne tenue de la comptabilité d'engagement est indispensable puisque les opérations de fin d'exercice, à savoir celles de rattachement et de reports, se réalisent à partir des engagements.

4.1 - Le rattachement des charges et des produits

La procédure de rattachement consiste à intégrer dans le résultat annuel toutes les charges correspondant à un service fait et tous les produits correspondant à des droits acquis au cours de l'exercice N qui n'ont pas pu être comptabilisés en raison, notamment pour les dépenses, de la non-réception par l'ordonnateur de la pièce justificative (facture).

4.2 - Les reports en dépenses et recettes

Les reports correspondent aux dépenses d'investissement engagées non mandatées au 31 décembre de l'exercice N et aux recettes d'investissement certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre ; ils sont proposés par les services opérationnels à la Direction des finances avec les pièces justificatives disponibles. Seuls les engagements annuels sont concernés.

Le calendrier des opérations de fin d'exercice (dates de fin d'engagement, de fin de mandatement, de réalisation des rattachements et de transmission de l'état des reports au comptable public) est déterminé chaque année par la Direction des finances en concertation avec le comptable public.

4.3 - La journée complémentaire

La journée complémentaire autorise jusqu'au 31 janvier de l'année n+1 l'émission en section de fonctionnement des titres et mandats correspondant aux services faits et aux droits acquis au 31 décembre de l'année N.

La période de la journée complémentaire est une dérogation au principe de l'annualité budgétaire. La commune de Brunoy limite au strict minimum l'utilisation de cette souplesse

III. LES OPERATIONS FINANCIERES PARTICULIERES

1 – LA GESTION DU PATRIMOINE

Le patrimoine de la collectivité regroupe l'ensemble des biens meubles, immeubles, matériels, immatériels et financiers, en cours de production ou achevés, qui appartiennent à la commune. Ces biens ont été acquis en section d'investissement (comptes de classe 2 du bilan).

Ils font l'objet d'une valorisation comptable et sont inscrits à l'inventaire comptable de la collectivité.

Ce suivi des immobilisations constituant le patrimoine de la commune incombe aussi bien à l'ordonnateur (chargé du recensement des biens et de leur identification par un numéro d'inventaire) qu'au Comptable Public (chargé de la bonne tenue de l'état de l'actif de la collectivité).

1.1-Le cycle comptable des immobilisations :

Chaque immobilisation suit un cycle comptable en trois étapes :

1.1.1 – L'entrée dans le patrimoine

L'entrée de l'immobilisation est constatée lors de la liquidation de la dépense correspondante.

Chaque bien est identifié par un numéro d'inventaire unique, transmis au comptable public.
Le rattachement de la dépense à un numéro d'inventaire est obligatoire.

1.1.2 – L'amortissement

L'amortissement permet de constater la baisse de la valeur comptable (dépréciation) d'un bien liée à l'usage, au temps, à l'obsolescence ou à toute autre cause dont les effets sont jugés irréversibles

Les durées d'amortissement sont fixées par délibération du Conseil municipal et annexées aux documents budgétaires. Chaque immobilisation fait l'objet d'un plan d'amortissement.

Les règles applicables sont les suivantes :

- La durée d'amortissement est définie par compte, à l'exception des subventions d'équipement perçues, amorties sur la durée des biens financés
- Conformément à la nomenclature M57, les amortissements sont calculés au *prorata temporis*, à compter de la mise en service du bien (et non plus au 1er janvier N+1) ;
- En M4 et M49, ils débutent au 1er janvier de l'année suivant l'acquisition ;
- Les biens de faible valeur (inférieure à 1 000€) sont amortis en un an ;
- L'amortissement des subventions d'équipement versées en M57 débute à la date du mandat (compte 204).

L'amortissement donne lieu à une écriture d'ordre en dépense de fonctionnement (6811) et en recette d'investissement (28) Ces deux mouvements sont de même montant permettant d'assurer l'équilibre budgétaire. La dotation aux amortissements constitue une dépense obligatoire.

1.1.3 – La sortie du patrimoine

La sortie d'une immobilisation intervient en cas de cession (à titre gratuit ou onéreux) ou de destruction.

Elle donne lieu à des opérations comptables, incluant la constatation d'une plus ou moins-value correspondant à l'écart entre la valeur nette comptable et la valeur de cession.

1.2-Les opérations de suivi de l'inventaire :

La bonne tenue du patrimoine de la collectivité suppose la passation chaque

année d'un certain nombre d'opérations d'inventaire et d'écritures comptables, notamment :
L'attribution d'un numéro d'inventaire à chaque acquisition d'immobilisation, le cas échéant par lot ou par composant ;

- Le transfert au compte d'immobilisation (compte 21 ou 23) des frais d'étude imputés sur le compte 2031 au lancement des travaux ou procéder à leurs amortissements si elles ne sont pas suivies de travaux (par opération d'ordre budgétaire) ;
- L'apurement des comptes 23 (travaux en cours) sur les comptes d'immobilisation définitifs (comptes 21 en principe) à l'achèvement des travaux (opération non budgétaire, par certificat administratif) ;
- La sortie des biens de l'inventaire en cas de réforme ou de cession, pour leur valeur nette comptable ;
- La constatation des plus ou moins-values lors des cessions immobilières (par opérations d'ordre avec ouverture automatique des crédits),
- L'amortissement des biens amortissables, des subventions transférables reçues et des subventions d'équipement versées.

2 – LES PROVISIONS

Le provisionnement constitue l'une des applications du principe de prudence Il s'agit d'une technique comptable qui permet de constater une dépréciation ou un risque ou bien encore d'étaler une charge. Elles donnent lieu à une dépense de fonctionnement (dotation) dès l'apparition d'un risque probable. Elles sont réajustées chaque année selon l'évolution du risque. Lorsque le risque se réalise ou disparaît, une reprise sur provision est effectuée afin d'annuler la provision constituée.
En cas de réalisation du risque, la dépense réelle est alors constatée. La reprise permet ainsi de neutraliser l'impact budgétaire de cette dépense au moment de son enregistrement.

3 – LES REGIES

Seuls les comptables publics de la Direction générale des Finances publiques, notamment les trésoriers, sont habilités à exécuter les opérations de dépenses et de recettes des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, conformément au décret du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Toutefois, ce principe connaît une exception avec le recours aux régies d'avances et de recettes. Ce dispositif permet, pour des raisons de commodité et d'efficacité, de confier à des agents placés sous l'autorité de l'ordonnateur et sous le contrôle

du comptable public, l'exécution d'un nombre limité d'opérations. Les régies facilitent ainsi l'encaissement de certaines recettes et le paiement de dépenses de faible montant.

Les régisseurs et leurs mandataires sont nommés par décision de l'ordonnateur, après avis conforme du comptable public assignataire. Le régisseur est chargé de l'encaissement des recettes, du paiement des dépenses, de la garde et de la conservation des fonds et valeurs, de la conservation des pièces justificatives ainsi que de la tenue d'une comptabilité retraçant l'ensemble des opérations effectuées. Il doit rendre compte périodiquement de sa gestion à l'ordonnateur et au comptable public.

Le comptable public exerce, pour sa part, un rôle de contrôle. Il vise les actes relatifs à la création et au fonctionnement des régies, assure le suivi comptable et administratif de celles-ci et procède à leur contrôle.

S'agissant de la responsabilité des régisseurs et des mandataires suppléants, celle-ci peut être engagée sous plusieurs formes.

En premier lieu, la responsabilité administrative du régisseur est engagée en tant qu'agent public. Il est soumis aux obligations statutaires, notamment au devoir d'obéissance hiérarchique, dans le respect de la légalité. Il lui appartient ainsi de refuser d'exécuter un ordre manifestement irrégulier, notamment s'il est contraire à l'acte constitutif de la régie.

En second lieu, la responsabilité pénale du régisseur peut être engagée en cas d'infraction à la loi, notamment en cas de détournement de fonds publics, de maniement irrégulier de fonds ou de falsification de documents.

Enfin, le régime de responsabilité financière a été profondément modifié par la réforme de la responsabilité des gestionnaires publics entrée en vigueur en 2023 en France. La responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs a été supprimée. Désormais, leur responsabilité ne peut être engagée qu'en cas de faute grave ayant causé un préjudice financier significatif. Ils sont, dans ce cadre, justiciables des juridictions financières, notamment de la Cour des comptes.

Toutefois, en cas de gestion de fait, le régisseur ou toute autre personne manipulant des fonds publics sans habilitation peut être déclaré comptable de fait par le juge des comptes, ce qui entraîne l'application d'un régime spécifique de responsabilité.

Ainsi, les régies constituent un dispositif dérogatoire encadré, permettant d'assouplir la gestion des opérations courantes tout en maintenant un haut niveau de contrôle et de responsabilité dans la gestion des deniers publics.

IV. LA GESTION DE LA DETTE

1 - Les garanties d'emprunt

Une garantie d'emprunt est un engagement par lequel la commune accorde sa caution à un organisme dont elle veut faciliter les opérations d'emprunt en garantissant aux prêteurs le remboursement de l'emprunt en cas de défaillance du débiteur.

Conformément à l'article L.2313-1 du CGCT, la commune communique, en annexe des documents budgétaires, les informations concernant les garanties d'emprunt :

- La liste des organismes au bénéfice desquels la commune a garanti un emprunt ;
- Le tableau retraçant l'encours des emprunts garantis.

La commune est informée annuellement par les établissements de crédit du montant principal et des intérêts restant à courir sur les emprunts qu'elle garantit.

La redéfinition de conditions financières d'un contrat initial garanti entraîne la nécessité d'une nouvelle garantie et son approbation par une nouvelle délibération.

2 - La gestion de la dette et de la trésorerie

2.1 - La gestion de la dette

Aux termes de l'article L.2337-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communes peuvent recourir à l'emprunt.

Le recours à l'emprunt est destiné exclusivement au financement des investissements, qu'il s'agisse d'un équipement spécifique, d'un ensemble de travaux relatifs à cet équipement ou encore d'acquisitions de biens durables considérés comme des immobilisations.

Les emprunts peuvent être globalisés et correspondre à l'ensemble du besoin de financement de la section d'investissement.

En aucun cas l'emprunt ne doit combler un déficit de la section de fonctionnement ou une insuffisance des ressources propres pour financer le remboursement en capital de la dette.

Le recours à l'emprunt relève de la compétence de l'assemblée délibérante. Cette compétence peut toutefois être déléguée au Maire, dans les conditions fixées par l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales.

Le Maire de la commune de Brunoy peut ainsi :

- Lancer des consultations auprès de plusieurs établissements financiers dont la compétence est reconnue pour ce type d'opérations ;
- Retenir les meilleures offres au regard des possibilités que présente le marché à un instant donné, du gain espéré et des primes et commissions à verser ;
- Passer les ordres pour effectuer l'opération arrêtée ;
- Réaliser l'opération arrêtée ;
- Signer les contrats répondant aux conditions posées ;
- Définir les contrats répondant aux conditions posées ;
- Recourir, pour les réaménagements de dette, à la faculté de passer du taux variable au taux fixe ou du taux fixe au taux variable, de modifier une ou plusieurs fois l'index relatif au coût des taux d'intérêt, d'allonger la durée du prêt, de modifier la périodicité et le profil de remboursement ;
- Conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessus.

Le Conseil Municipal est tenu informé des emprunts contractés dans le cadre de cette délégation.

Un rapport annuel est rédigé et présenté au Conseil Municipal. Il retrace l'évolution de l'encours de dette et les opérations réalisées au cours de l'année passée. Ce rapport est présenté au moment de la présentation du compte financier de l'année écoulée.

2.2 - La gestion de la trésorerie

Chaque collectivité territoriale dispose d'un compte ouvert au Trésor public, sur lequel ses fonds sont obligatoirement déposés. Ce compte ne pouvant être débiteur, la collectivité doit assurer un suivi rigoureux de sa trésorerie afin de garantir, à tout moment, la disponibilité des fonds nécessaires au règlement des dépenses.

Des excédents ponctuels de trésorerie peuvent apparaître. Ceux-ci ne peuvent faire l'objet d'aucun placement, y compris auprès de la Caisse des dépôts et consignations. À l'inverse, des besoins de trésorerie peuvent survenir

du fait de décalage entre l'encaissement des recettes et le paiement des dépenses.

Afin de faire face à ces besoins temporaires, la commune peut recourir à des lignes de trésorerie. Ces instruments permettent de faire face aux décalages entre encaissements et paiements, sans constituer une ressource budgétaire et sans vocation à financer des dépenses d'investissement. Ils ne sont pas inscrits au budget et sont retracés par le comptable public sur des comptes financiers de classe 5.

Le recours à la ligne de trésorerie relève de l'autorisation préalable du Conseil Municipal, qui en fixe le montant maximal mobilisable. Le Maire est habilité, par délégation du Conseil Municipal, à contractualiser ces lignes de trésorerie, conformément aux dispositions de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales, dans la limite du plafond fixé annuellement par la délibération portant adoption du budget primitif.

BRUNOY

LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

VILLE DE BRUNOY

EXTRAIT DU REGISTRE
des
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nbre de Conseillers :	35
Nbre de Présents :	35
Nbre d'Absents excusés avec pouvoir :	0
Nbre d'Absent(s) excusé(s) :	0

Délibération N° : 26.033/D

OBJET : RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2026 - BUDGET PARKING DU HAMEAU LACHAMBAUDIE

SEANCE DU 07/04/2026

LE MARDI SEPT AVRIL DEUX MILLE VINGT-SIX A 19H00, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Bruno GALLIER.

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE :
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire a été désigné(e) comme secrétaire de séance.
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire procède à l'appel des Conseillers.

ETAIENT PRESENTS :
Monsieur Bruno GALLIER, Madame Valérie RAGOT, Monsieur Nicolas DOHIN, Madame Sandrine LAMIRÉ, Monsieur Jérôme MEUNIER, Madame Nathalie DO HUU, Monsieur Eric ADAM, Madame Nathalie ALCARAZ, Monsieur Dominique SERGI, Madame Sylvia CAMEIRA, Monsieur Timotée DAVIOT, Madame Françoise JUNGFER BOUVIER, Monsieur Serge BADENS, Monsieur Eric BASSET, Madame Claudine ROSSIGNOL, Madame Elisabeth FALOU, Monsieur Dominique EBLÉ, Monsieur Serafino SERRAVALLE, Madame Stéphanie AUFFRAY, Madame Catherine CHABOSSON, Madame Atidel MEHANNECHE, Monsieur Guillaume PEYTAVIN, Madame Laure MARTELLA MALRIEU, Monsieur Johnny PALMA, Monsieur Nicolas COURTOT, Madame Lydia GAUGIN, Madame Nelly OBAMBI, Monsieur Nicolas HOUNTON BACCHIERI, Monsieur Jean-Michel MATHY, Madame Francine BOBOT, Monsieur Jérôme RITTLING, Madame Fabienne MEURICE, Monsieur David FÉROT, Madame Audrey LEPAGE, Madame Myriam MONDON

Délibération N° : 26.033/D

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2026 - BUDGET PARKING DU HAMEAU LACHAMBAUDIE

Le Conseil municipal,

VU la note explicative de synthèse de Monsieur le Maire,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

CONSIDERANT que le Débat d'Orientations Budgétaires doit se tenir dans les deux mois maximum précédents le Budget Primitif,

Après en avoir délibéré,

DONNE ACTE

ARTICLE 1 : DONNE ACTE à Monsieur le Maire de la tenue du Débat d'Orientations Budgétaires pour l'exercice 2026 concernant le parking Hameau Lachambaudie.

Délibération N° : 26.033/D

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2026 - BUDGET PARKING DU HAMEAU LACHAMBAUDIE

ARTICLE 2 : DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et notification.

Et ont signé les membres présents,

Pour extrait certifié conforme,

Fait à Brunoy, le 08/04/2026

Le Maire,
Vice-Président de la Communauté d'agglomération
Val d'Yerres Val de Seine

MAIRIE DE BRUNOY (Essonne)

Bruno GALLIER

Le Secrétaire de séance

Nicolas DOHIN

Acte publié sur le site de la Ville le : 09/04/2026

Accusé de réception - contrôle de légalité

Nature de l'acte : Délibération

Numéro attribué à l'acte : 26.033/D

Objet de l'acte :	RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2026 - BUDGET PARKING DU HAMEAU LACHAMBAUDIE
Thème Préfecture :	7 - Finances locales / 1 - Decisions budgetaires
Transaction Préfecture :	091-219101144-20260407-BRU_DE_25725_1-DE
Date de l'acte :	07/04/2026

Identifiant unique de l'acte : BRU_DE_25725_1

Date de réception en Préfecture : 08 avril 2026

I

REGIE DE GESTION

DU PARC DE STATIONNEMENT REGIONAL

PARKING DU HAMEAU LACHAMBAUDIE

Débat d'Orientations Budgétaires 2026

Le DOB constitue une étape impérative avant l'adoption du budget primitif dans toutes les collectivités de 3 500 habitants et plus ainsi que les EPCI qui comprennent au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Dans quel délai le DOB doit-il avoir lieu ?

- La tenue du DOB doit avoir lieu dans les deux mois précédant le vote du budget primitif.

Quelles évolutions ont impacté le DOB ?

- Le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 apporte des informations quant au contenu, aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire.
- Le débat d'orientation budgétaire doit faire l'objet d'un rapport conformément aux articles L.2312-1, L.3312-1 et L.5211-36 du CGCT.

Ce rapport doit comporter :

- Les orientations budgétaires envisagées portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes en fonctionnement et investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget ;
- La structure des effectifs et des dépenses de personnel.

Le DOB est acté par une délibération de l'assemblée délibérante qui doit faire l'objet d'un vote. Par son vote, l'assemblée délibérante prend acte de la tenue du débat et de l'existence du rapport sur la base duquel se tient le DOB.

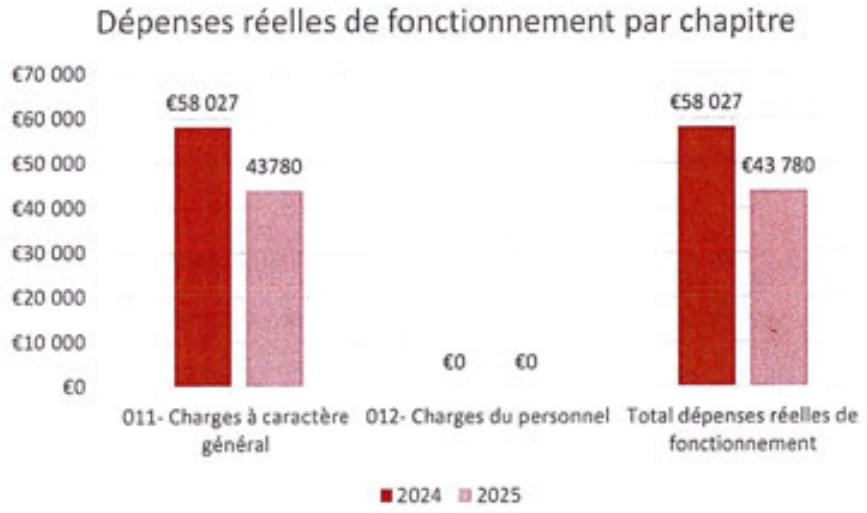
Transmission : Le rapport et la délibération doivent être transmis au Préfet.

Publication : Le rapport fait l'objet d'une publication.

1 – La situation financière à fin 2025 :

- **Evolution de la section de fonctionnement : les dépenses**

	2024	2025
011- Charges à caractère général	58 027 €	43 780 €
012- Charges du personnel	0 €	0 €
Total dépenses réelles de fonctionnement	58 027 €	43 780€



Les charges à caractère général (chapitre 011 : 43780 €) ont subi une légère diminution par rapport à 2024, qui s'explique plus précisément par la baisse :

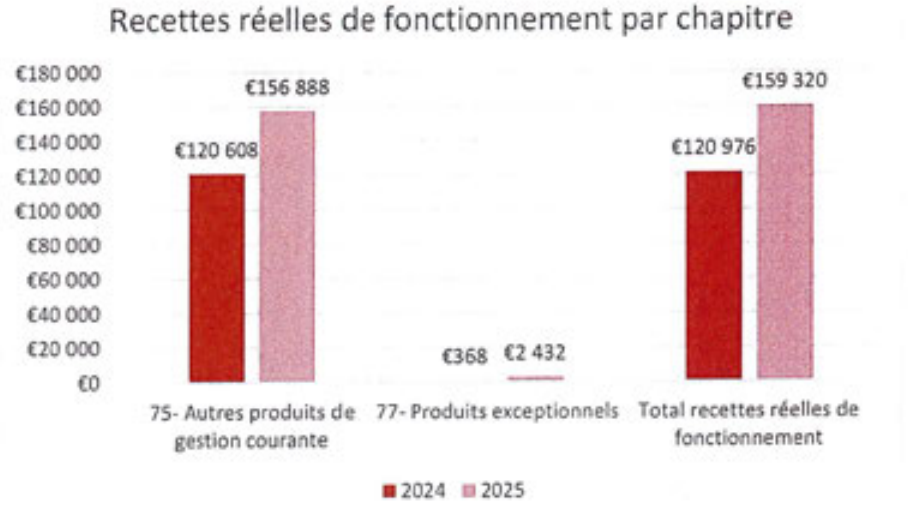
- L'acquisition de petit matériel (-7 705 € en 2025)
- L'entretien et réparation sur biens immobiliers (-5 622 en 2025)

Par ailleurs, il y a une augmentation:

- Des abonnements et consommations des fluides (+4 533 € en 2025)

- **Evolution de la section de fonctionnement : les recettes**

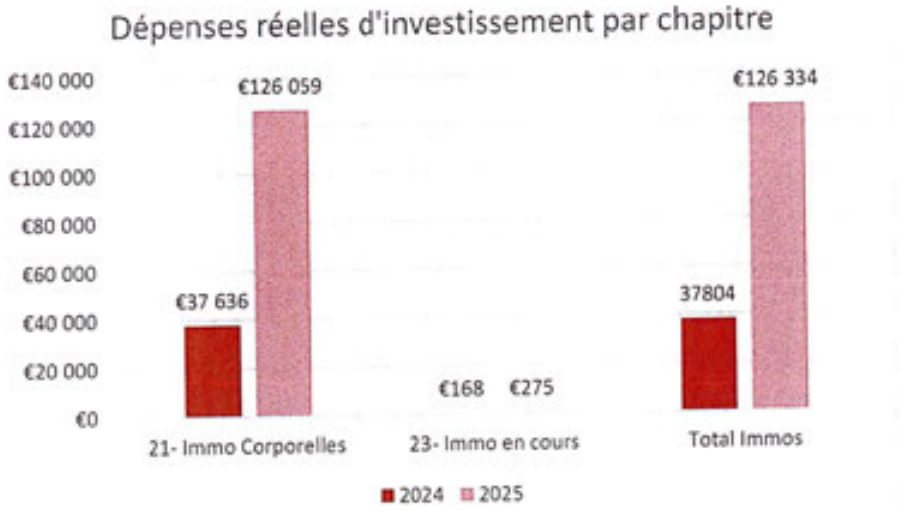
	2024	2025
75- Autres produits de gestion courante	120 608 €	156 888 €
77- Produits exceptionnels	368 €	2 432 €
Total recettes réelles de fonctionnement	120 976 €	159 320 €



On peut constater une augmentation des recettes dans leur globalité. Cette évolution s'explique par la hausse des tarifs de la participation des usagers au stationnement, tandis que le taux de fréquentation se maintient (chapitre 75 : 156 888 €).

- **Evolution des dépenses de la section d'investissement :**

	2024	2025
21- Immo Corporelles	37 636 €	126 059 €
23- Immo en cours	168 €	275 €
Total Immos	37 804 €	126 334 €



En 2025, le parking a pu réaliser plusieurs opérations d'amélioration, de modernisation et de sécurisation de l'exploitation :

- **Travaux de ravalement de façade** : décapage, lavage et mise en peinture des murs.
- **Travaux de mise en sécurité**, comprenant :
  - La fourniture et la pose de dalles podotactiles adhésives pour faciliter la circulation piétonne,
  - L'acquisition et l'installation de nouvelles caméras de surveillance.
- **Travaux de menuiserie**
- **Mise à niveau des équipements et systèmes** :
  - Passage du logiciel en version 15,
  - Mise en conformité en CB 5.5 des équipements (bornes d'entrée et de sortie, caisses automatiques, lecteur piéton et caisse manuelle).
- **Acquisition de matériels et d'outils électroportatifs divers**.

2 – Les équilibres budgétaires pour 2026 :

- **Section d'Investissement prévisionnelle :286 179 €**

Recettes	Dépenses
Ecritures d'ordre : 135 000 €	Dépenses réelles : 235 992 €
Résultat reporté : 98 420 €	Ecritures d'ordre : 50 187 €
Excédent de fonctionnement capitalisé :52 759 €	

Section de fonctionnement prévisionnelle : 273 100 €

Recettes	Dépenses
Recettes réelles : 130 000 €	Dépenses réelles : 138 100€
Ecritures d'ordre : 50 187 €	Ecritures d'ordre : 135 000 €
Résultat reporté : 92 913 €	

Pour l'année 2026, les actions engagées en matière d'entretien, de sécurisation et de valorisation du parking se poursuivent.

À ce titre, les travaux d'embellissement et de mise en sécurité seront maintenus, notamment au niveau de la passerelle d'accès SNCF ainsi que du marquage au sol du parking extérieur.

Des travaux de mise en conformité au niveau de l'accessibilité seront également initiés afin d'améliorer durablement les conditions d'accueil et de circulation des usagers.

Par ailleurs, des travaux d'étanchéité sont programmés dans le but de renforcer la pérennité de l'ouvrage, en prévenant les risques d'imperméabilité du bâtiment et de dégradation liés aux infiltrations.

L'ensemble de ces interventions s'inscrit dans une démarche continue de modernisation des équipements et d'optimisation du niveau de service.

BRUNOY

LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

VILLE DE BRUNOY

EXTRAIT DU REGISTRE
des
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nbre de Conseillers :	35
Nbre de Présents :	35
Nbre d'Absents excusés avec pouvoir :	0
Nbre d'Absent(s) excusé(s) :	0

Délibération N° : 26.034/D

OBJET : RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2026 - BUDGET PRINCIPAL - BUDGET VILLE

SEANCE DU 07/04/2026

LE MARDI SEPT AVRIL DEUX MILLE VINGT-SIX A 19H00, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Bruno GALLIER.

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE :
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire a été désigné(e) comme secrétaire de séance.
Monsieur Nicolas DOHIN, Adjoint au Maire procède à l'appel des Conseillers.

ETAIENT PRESENTS :
Monsieur Bruno GALLIER, Madame Valérie RAGOT, Monsieur Nicolas DOHIN, Madame Sandrine LAMIRÉ, Monsieur Jérôme MEUNIER, Madame Nathalie DO HUU, Monsieur Eric ADAM, Madame Nathalie ALCARAZ, Monsieur Dominique SERGI, Madame Sylvia CAMEIRA, Monsieur Timotée DAVIOT, Madame Françoise JUNGFER BOUVIER, Monsieur Serge BADENS, Monsieur Eric BASSET, Madame Claudine ROSSIGNOL, Madame Elisabeth FALOU, Monsieur Dominique EBLÉ, Monsieur Serafino SERRAVALLE, Madame Stéphanie AUFFRAY, Madame Catherine CHABOSSON, Madame Atidel MEHANNECHE, Monsieur Guillaume PEYTAVIN, Madame Laure MARTELLA MALRIEU, Monsieur Johnny PALMA, Monsieur Nicolas COURTOT, Madame Lydia GAUGIN, Madame Nelly OBAMBI, Monsieur Nicolas HOUNTON BACCHIERI, Monsieur Jean-Michel MATHY, Madame Francine BOBOT, Monsieur Jérôme RITTLING, Madame Fabienne MEURICE, Monsieur David FÉROT, Madame Audrey LEPAGE, Madame Myriam MONDON

Délibération N° : 26.034/D

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : **RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2026 - BUDGET PRINCIPAL - BUDGET VILLE**

Le Conseil municipal,

VU la note explicative de synthèse de Monsieur le Maire,

VU le Code général des collectivités territoriales,

CONSIDERANT que le Rapport d'Orientation Budgétaire doit se tenir dans les deux mois maximum précédant le Budget Primitif,

Après en avoir délibéré,

DONNE ACTE

ARTICLE 1 : DONNE ACTE à Monsieur le Maire de la tenue du Rapport d'Orientation Budgétaire pour l'exercice 2026.

ARTICLE 2 : DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et notification.

Délibération N° : 26.034/D

SEANCE DU 07/04/2026

OBJET : **RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2026 - BUDGET PRINCIPAL - BUDGET VILLE**

Et ont signé les membres présents,

Pour extrait certifié conforme,

Fait à Brunoy, le 08/04/2026

Le Maire,
Vice-Président de la Communauté d'agglomération
Val d'Yerres-Val de Seine

Bruno GALLIER

Le Secrétaire de séance

Nicolas DOHIN

Acte publié sur le site de la Ville le : 09/04/2026

Accusé de réception - contrôle de légalité

Nature de l'acte : Délibération

Numéro attribué à l'acte : 26.034/D

Objet de l'acte :	RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2026 - BUDGET PRINCIPAL - BUDGET VILLE
Thème Préfecture :	7 - Finances locales / 1 - Decisions budgetaires
Transaction Préfecture :	091-219101144-20260407-BRU_DE_25723_1-DE
Date de l'acte :	07/04/2026

Identifiant unique de l'acte : BRU_DE_25723_1

Date de réception en Préfecture : 08 avril 2026

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2026

DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

CONSEIL MUNICIPAL DU 07 AVRIL 2026

BRUNOY

SOMMAIRE

Préambule et rappel des règles du DOB

I – SITUATION FINANCIERE DE LA COLLECTIVITE FIN 2025

- La section de fonctionnement
- L'évolution des effectifs (2019-2025)
- La section d'investissement
- L'autofinancement provisoire et la dette au 31/12/25

II – LE CONTEXTE NATIONAL DU BUDGET 2026

- L'évolution du PIB
- La croissance et l'endettement
- La loi de finances (LF) pour 2026
- Les mesures de la LF pour les collectivités

III – LES GRANDES ORIENTATIONS 2026-2032

IV – LES PERSPECTIVES BUDGETAIRES

- Les dépenses et les recettes réelles de fonctionnement
- L'épargne brut

V – L'ENDETTEMENT DE LA COMMUNE

- L'évolution de l'encours de la dette sur l'exercice 2026
- La solvabilité de la Commune

VI – LE CADRE BUDGETAIRE POUR 2026

- Le cadrage

VII – LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT 2026

- La fiscalité directe
- La Dotation globale de fonctionnement (DGF)
- Les recettes réelles de fonctionnement (RRF)

VIII – LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT 2026

- Les charges à caractère général et les autres charges de gestion
- Les charges de personnel
- Les dépenses réelles de fonctionnement

IX – LES RATIOS

PREAMBULE

RAPPEL DES REGLES ENTOURANT LE DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

Le Débat d'orientation budgétaire (DOB) constitue une étape impérative avant l'adoption du budget primitif dans toutes les communes de 3 500 habitants et plus ainsi que les EPCI qui comprennent au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Dans quel délai le DOB doit-il avoir lieu ?

- La tenue du DOB doit avoir lieu dans les deux mois précédant le vote du budget primitif.

Quelles évolutions ont impacté le DOB ?

- Le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 apporte des informations quant au contenu, aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire.
- Le débat d'orientation budgétaire doit faire l'objet d'un rapport conformément aux articles L.2312-1, L.3312-1 et L.5211-36 du CGCT.

Ce rapport doit comporter :

- Les orientations budgétaires envisagées portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes en fonctionnement et investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de fiscalité, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières entre la collectivité et le groupement dont elle est membre ;
- La présentation des engagements pluriannuels ;
- Les informations relatives à la structure et à la gestion de l'encours de la dette ;
- La structure des effectifs et des dépenses de personnel .

Le DOB est acté par une délibération de l'assemblée délibérante qui doit faire l'objet d'un vote. Par son vote, l'assemblée délibérante prend acte de la tenue du débat et de l'existence du rapport sur la base duquel se tient le DOB.

Transmission : Le rapport et la délibération doivent être transmis au Représentant de l'Etat.

Publication : Le rapport fait l'objet d'une publication

I

LA SITUATION FINANCIERE DE LA COLLECTIVITE / FIN 2025

- LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
- L'EVOLUTION DE LA STRUCTURE DES EFFECTIFS DU PERSONNEL ENTRE 2019 ET 2025
- LA SECTION D'INVESTISSEMENT
- L'AUTOFINANCEMENT PROVISOIRE ET LA DETTE PROVISOIRE AU 31 DECEMBRE 2025

I - SITUATION FINANCIERE DE LA COLLECTIVITE / FIN 2025

	Chapitre	Total Budgeté	Réalisé	% Realise
Dépenses	011 CHARGES A CARACTERE GENERAL	9 996 775,06	9 831 961,14	98,35%
	012 CHARGES DE PERSONNEL	20 554 727,00	20 446 522,57	99,47%
	014 ATTENUATION DE PRODUITS	25 000,00	22 135,00	88,54%
	65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1 734 209,01	1 613 892,83	93,06%
	66 CHARGES FINANCIERES	810 000,00	720 815,28	88,99%
	67 CHARGES EXCEPTIONNELLES	20 000,00	422,12	2,11%
	022 DEPENSES IMPREVUES	-	-	0,00%
	68 DOTATIONS AUX PROVISIONS	11 592,37	11 592,37	0,00%
	TOTAL DRF	33 152 303,44	32 647 341,31	98,48%
	023 VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	1 750 000,00	-	0,00%
	042 OPERATIONS ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	2 040 000,00	2 611 983,11	128,04%
	TOTAL DOF	3 790 000,00	2 611 983,11	68,92%
	TOTAL DEPENSES	36 942 303,44	35 259 324,42	95,44%
Recettes	013 ATTENUATION DE CHARGES	85 000,00	191 089,16	224,81%
	70 VENTES - PRESTATIONS DE SERVICES	3 456 183,00	3 659 329,61	105,88%
	73 IMPOTS ET TAXES	138 147,00	948 873,00	686,86%
	731-FISCALITE LOCALE	24 788 623,00	24 383 116,19	98,36%
	74 DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	7 184 147,43	7 105 662,11	98,91%
	75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	766 670,19	787 746,05	102,75%
	76 PRODUITS FINANCIERS	100,00	93,44	93,44%
	77 PRODUITS EXCEPTIONNELS	-	3 232 827,92	#DIV/0!
	78 REPRISE SUR AMORTISSEMENTS -PROVISIONS	-	-	#DIV/0!
	TOTAL RRF	36 418 870,62	40 308 737,48	110,68%
	042 OPERATIONS ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	30 000,00	62 090,95	206,97%
	TOTAL ROF	36 448 870,62	62 090,95	206,97%
	002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE	493 432,82	493 432,82	0,00%
	TOTAL RECETTES	36 942 303,44	40 864 261,25	110,62%

La préfiguration du compte administratif 2025 traduit une situation financière **conforme à l'équilibre budgétaire 2025**.

Le taux de réalisation des dépenses à caractère général devrait s'établir à **95 %** traduisant une gestion maîtrisé des crédits

La rééligibilité au FSRIF a permis d'enregistré des recettes supplémentaires sur l'exercice .
Celles -ci viennent:
- conforter l'équilibre budgétaire de la section
- améliorer le résultat prévisionnel

I - SITUATION FINANCIERE DE LA COLLECTIVITE / FIN 2025

L'évolution de la structure des effectifs du personnel entre 2019 et 2025

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Stagiaires et titulaires	262,51	255,73	260,58	266,11	270,1	270,72	283
Contractuels mensualisés	101,27	103,46	104,5	98,83	109,4	100,37	96
Contractuels horaires	42,59	61,57	44,29	41,42	38,16	39,19	32
Assistantes maternelles	27	26	26	19	17	16	15
Effectifs au 31/12	433,37	446,76	435,37	425,36	434,66	426,28	426

Les effectifs ont connu une tendance baissière depuis 2022, en lien notamment avec les efforts réalisés sur la maitrise et le pilotage de la masse salariale.

I - SITUATION FINANCIERE DE LA COLLECTIVITE / FIN 2025

	Chapitre	Total Budgeté	Réalisé	% Realise	Restes à réaliser
Dépenses	10 APPORTS - DOTATIONS ET RESERVES	7 107,81	264,26	3,72%	2 107,81
	16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	2 803 000,00	2 695 194,40	96,15%	
	20 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 693 741,83	975 908,06	57,62%	494 886,01
	204 SUBVENTION D'EQUIPEMENT VERSEES	90 000,00		0,00%	
	21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 768 106,77	2 789 425,75	48,36%	2 874 931,17
	23 IMMOBILISATIONS EN COURS	877 255,87	773 930,20	88,22%	103 183,35
	26 PARTICIPATIONS	18 000,00			
	27 AUTRES IMMO FINANCIERES	5 000,00	397,34	7,95%	
	020 DEPENSES IMPREVUES	-	-	#DIV/0!	
	45 OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	-	-	0,00%	
	TOTAL DRI	*11 262 212,28*	*7 235 120,01*	*64,24%*	*3 475 108,34*
	040 OPERATIONS ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION	30 000,00	62 090,95	206,97%	0,00
	041 OPERATIONS PATRIMONIALES	400 000,00	281 615,53	70,40%	
	TOTAL DOI	*430 000,00*	*343 706,48*	*79,93%*	
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVEST. REPOR	1 847 783,91	1 847 783,91	100,00%	0,00
	TOTAL DEPENSES	**13 539 996,19**	**9 426 610,40**	**69,62%**	**3 475 108,34**
Recettes	024 PRODUIT DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	3 700 000,00	-	0,00%	500 000,00
	10 APPORTS - DOTATIONS ET RESERVES	2 796 996,19	784 431,51	28,05%	
	1068 EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE	1 886 996,19	1 886 996,19	100,00%	
	13 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	753 000,00	90 341,23	12,00%	753 000,00
	16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	2 100 000,00	2 104 317,00	100,21%	
	20 IMMOBILISATION CORPORELLES	-	-	0,00%	
	23 IMMOBILISATIONS EN COURS	-	-	0,00%	
	45 OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	-	-	0,00%	
	TOTAL RRI	*11 236 992,38*	*4 866 085,93*	*43,30%*	*1253 000,00*
	021 VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	1 750 000,00	-	0,00%	0,00
	040 OPERATIONS ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION	2 040 000,00	2 611 983,11	128,04%	0,00
	041 OPERATIONS PATRIMONIALES	400 000,00	281 615,53		
	TOTAL ROI	*4 190 000,00*	*2 893 598,64*	*69,06%*	
	001 RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE			0,00%	0,00
	TOTAL RECETTES	**15 426 992,38**	**7 759 684,57**	**50,30%**	**1 253 000,00**

Evolution de la section d'Investissement

I - SITUATION FINANCIERE DE LA COLLECTIVITE / FIN 2025

L'autofinancement

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Epargne Brute	4 305 000 €	4 163 318 €	3 793 604 €	4 196 136 €	2 682 044 €	4 028 260 €	4 922 001,07€
Evolution		-3,29%	-8,88%	+10,61%	-36,08%	+50,19%	+ 22,19%

La dette

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Encours de la dette au 31/12	28 360 000 €	27 883 180 €	30 796 140 €	28 433 005 €	30 200 222 €	31 717 323 €	31 125 901€
Variation de la dette	1 344 000 €	- 476 820 €	2 912 960 €	- 2 362 798 €	1 766 882 €	1 517 099 €	- 595 194€
Ratio de désendettement	6,58 ans	6,70 ans	8,12 ans	6,78 ans	11,20 ans	7,87	6,32

En 2023, la Ville a connu une baisse de son autofinancement sous l'effet conjugué de la hausse des dépenses de fluides et de matières premières, ainsi que la perte successive ce la DSU et du FSRIF

En 2024, la situation s'est redressé grâce à une maîtrise des dépenses de fonctionnement et au retour à l'éligibilité à la DSU permettant une amélioration de l'épargne

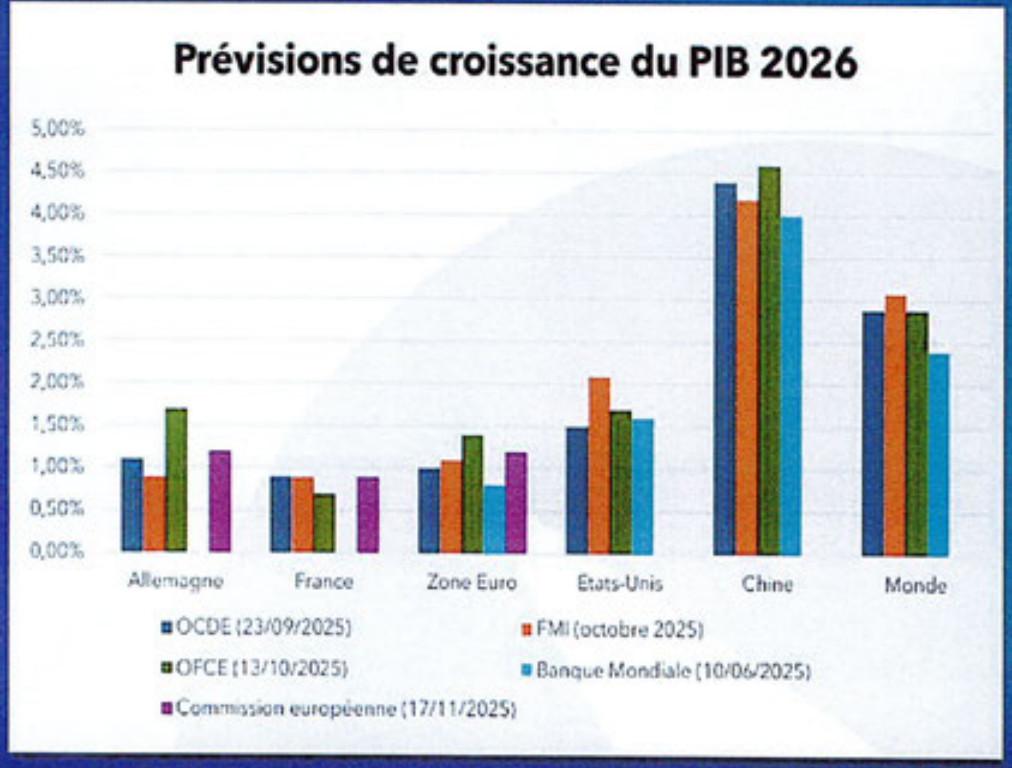
En 2025, cette dynamique positive se confirmer et s'amplifie avec la rééligibilité au FSRIF renforçant davantage la capacité d'autofinancement. La trajectoire financière de la Ville est donc maîtrisée et ses ratios financiers sont restaurés,

II

LE CONTEXTE NATIONAL DU BUDGET 2026

- L'EVOLUTION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB)
- LA CROISSANCE ET L'ENDETTEMENT PUBLIC
- LA LOI DE FINANCES INITIALE POUR 2026 (LFI)
- LES MESURES DE LA LFI 2026 SUR LES COLLECTIVITES

II - LE CONTEXTE NATIONAL DU BUDGET 2026



La Banque de France estime que le produit intérieur brut a progressé de **0,9 % en 2025** et progresserait de **1 % en 2026**

L'année 2026 s'inscrirait donc dans une dynamique de **croissance modérée mais stabilisée**, après un environnement marqué par les fortes incertitudes géopolitiques et commerciales.

II - LE CONTEXTE NATIONAL DU BUDGET 2026

	2022	2023	2024	2025	2026
PIB réel	2,6	1,1	0,8	1,2	1
IPCH*	5,9	5,7	2,5	1,7	1,4
IPCH hors énergie et alimentation	3,4	4,0	2,5	2,2	1,3
Taux de chômage en fin d'année	7,1	7,5	7,6	7,9	7,6

**indice des prix à la consommation harmonisé*

- **Un rebond modéré de la croissance économique**

La croissance française s'inscrirait ainsi dans une dynamique **modérée mais stabilisée**, dans un contexte international très incertain.

La **consommation des ménages** redeviendrait un moteur de la croissance, soutenue par une inflation désormais contenue (**IPCH : +1,4 % en 2026**).
L'**investissement des entreprises** bénéficierait quant à lui de la détente progressive des taux courts intervenue en 2025, même si les taux longs demeurent durablement élevés.

- **Un endettement de la dette publique stable**

La **dette publique française atteindrait plus de 118 % du PIB en 2026**, soit une augmentation d'environ **2 points par rapport à 2025**.
Ce niveau d'endettement demeure **très supérieur à la moyenne de la zone euro** et traduit la persistance de déséquilibres structurels des finances publiques, malgré l'objectif affiché de redressement budgétaire.

L'ensemble de ces projections reste néanmoins très largement conditionné par l'évolution du contexte politique et géostratégique international…

II - LE CONTEXTE NATIONAL DU BUDGET 2026

Les mesures de la LFI relatives aux collectivités :

1- Un effort budgétaire confirmé pour les collectivités:

Dans un contexte de redressement des finances publiques, la Loi de finances 2026 prévoit une participation des collectivités territoriales à l'effort national.

- Contribution évaluée par le Gouvernement à **2 Md€**
- Estimation de l'AMF : **≈ 5 Md€**, en intégrant notamment l'impact de la hausse des cotisations CNRACL

Objectif affiché : **freiner la progression des dépenses locales.**

Cet effort intervient alors même que les collectivités doivent absorber des charges exogènes importantes (inflation passée, masse salariale, transition énergétique).

2- Stabilité des dotations de l'Etat mais une redistribution interne

- **Gel de la DGF:**

L'enveloppe globale de la Dotation Globale de Fonctionnement est **maintenue au niveau de 2025.**
Absence de revalorisation malgré l'inflation passée
Baisse de la dotation forfaitaire pour environ **la moitié des communes**
Renforcement du mécanisme d'**écrêtement**

- **Hausse ciblée de la péréquation :**
  - **DSR : +150 M€**
  - **DSU : +140 M€**
  - **Dotation d'intercommunalité : +90 M€**

Ces hausses sont financées par redéploiement interne, ce qui accentue la pression sur les collectivités disposant d'un potentiel fiscal plus élevé.

4- FCTVA Une restriction et un décalage :
-Exclusion des dépenses d'entretien des bâtiments publics et de voirie
-Maintien de l'éligibilité pour les réseaux et l'informatique en nuage
-Année blanche pour les EPCI (versement en N+1)

5- Fiscalité locale et TVA

◆ **Gel des fractions de TVA**
Maintien de l'indexation sur la TVA nationale N-1
Prévision de quasi-stabilité en 2026 (≈ -0,3 %)

◆ **Réforme des taxes sur la vacance**
Fusion TLV / THLV → création de la **TVLH**
Produit intégralement affecté aux collectivités

◆ **Déliaison THRS / TFPB**
Assouplissement des règles : possibilité d'augmenter la THRS jusqu'à **10 % du taux moyen départemental.**

6- DILICO et le dispositif de lissage:
Montant total ramené à 740 M€ avec exonération pour les Communes
Reversement sur 3 ans (2027-2029) à 90% sans condition

7- Investissement et fonds spécifiques:

- **Abandon du Fonds d'investissement pour les territoires**
- **Baisse des engagements du Fonds Vert**
- **Diminution de l'enveloppe DSL**

Ces décisions traduisent un cadre plus contraint pour le financement des projets locaux

II - LE CONTEXTE NATIONAL DU BUDGET 2026

Les mesures hors loi de finances mais à fort impact budgétaire

1- HAUSSE DE LA CNRACL:

Le décret du 30 janvier 2025 relatif à la hausse du taux employeur de cotisation à la **CNRACL (Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales)** continuera à s'appliquer en 2026.

Evolution du taux employeur

2024 : 31,65 %
2025 : 34,65 %
2026 : 37,65 %
2027 : 40,65 %
2028 : 43,65 %

- Soit une augmentation totale de **+12 points entre 2024 et 2028**
- +3 points par an pendant 4 ans

2- REVALORISATION DES BASES LOCATIVES

Les bases fiscales sont revalorisées automatiquement chaque année en fonction de l'**IPCH (indice des prix à la consommation harmonisé)**.
Pour 2026, l'IPCH novembre 2024 – novembre 2025 : **+0,8 %**

3- FISCALITE DECHETS :

La Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP) augmentera de :
+4 € par tonne chaque année jusqu'en 2030
Objectif : atteindre **85 €/tonne** (contre 65 € actuellement)
☞ Impact direct sur :
les budgets annexes déchets
les syndicats intercommunaux
le coût du service public des déchets

EN RESUME :

La LFI 2026 se caractérise par :

- Un **gel des dotations en valeur**
- Un renforcement de la péréquation par redéploiement
- Une diminution des compensations fiscales
- Une pression accrue sur la masse salariale , notamment liée à la hausse de la CNRACL
- Un cadre d'investissement plus contraint avec des financements nationaux en recul

En 2026, les collectivités doivent absorber :

- Une hausse continue et structurelle des charges de personnel (CNRACL)
- Une revalorisation fiscale modérée (+0,8 %)
- Une pression environnementale croissante sur la gestion des déchets

Dans ce contexte budgétaire exigeant, la gestion financière des collectivités devra demeurer **particulièrement rigoureuse** afin :
de préserver l'autofinancement,
de maintenir les équilibres budgétaires,
et de garantir un niveau de service public adapté aux besoins des habitants.

Ces éléments renforcent la nécessité d'une stratégie financière prudente, structurée et durable pour les exercices à venir.

III

LES GRANDES ORIENTATIONS 2026 - 2032

III – LES GRANDES ORIENTATIONS POUR 2026

Dans un environnement économique et financier toujours plus contraint et marqué par de fortes incertitudes, la Ville réaffirme sa volonté de maintenir une **gestion responsable et maîtrisée**. Dans le cadre de cette nouvelle mandature la municipalité entend poursuivre une trajectoire financière prudente et durable:

Préserver des équilibres financiers solides : La municipalité poursuit un objectif clair : garantir une situation financière saine et durable malgré un contexte national particulièrement exigeant pour les collectivités.
À ce titre, la Ville veille à :

- Maintenir un **autofinancement satisfaisant**,
- Conserver un **endettement maîtrisé et orienté à la baisse**,
- Stabiliser un **ratio de désendettement inférieur à 10 ans**, gage de solvabilité et de prudence budgétaire.

Maintenir une capacité réelle d'investissement
La Ville entend continuer à accompagner le développement du territoire en poursuivant les projets structurants du mandat.
Ces investissements permettent :

- d'améliorer le cadre de vie des habitants,
- de renforcer la qualité du service public,
- et d'accélérer la transition énergétique.

Néanmoins, face aux contraintes budgétaires actuelles, la programmation des investissement sera conduite en cohérence avec la capacité réelle d'investissement de la Ville tout en veillant à préserver durablement les équilibres financiers.

Et tout cela, sans augmentation de la taxe foncière,
afin de préserver les ménages.

III – LES GRANDES ORIENTATIONS POUR 2026

La crise énergétique, l'inflation ainsi que la perte des dotations et fonds de l'Etat ont profondément modifié l'équilibre financier de la Ville depuis 2023,**marquant une véritable rupture dans sa trajectoire budgétaire**.
Toutefois, la situation s'est progressivement améliorée à compter de 2024, grâce notamment au **retour à l'éligibilité à la DSU**, qui a permis de restaurer une partie des marges financières. Cette dynamique positive s'est confirmée en 2025 avec la **réintégration de la Ville au dispositif du FSRIF**, venant conforter davantage l'équilibre budgétaire et la capacité d'autofinancement.
Ainsi, malgré un contexte national toujours contraint, la trajectoire financière de la Ville s'inscrit de nouveau dans une logique de stabilisation et de redressement.

En 2026, la ville poursuit ses efforts pour :

- **Limiter le plus possible le recours à l'emprunt** pour le financement des investissements.
- **Contenir les dépenses de fonctionnement** afin de maintenir un niveau d'autofinancement comparable à celui constaté en 2024 et 2025
- **Identifier et chercher de nouvelles sources de recettes** tant en fonctionnement qu'en investissement.

Cette stratégie vise à consolider durablement les équilibres budgétaires tout en maintenant un niveau de service public conforme aux attentes des habitants

Malgré ce contexte, la Ville renouvelle son souhait de développer et maintenir notamment, les **politiques publiques suivantes** :

PROTEGER	LA SECURITE	• accroître les effectifs et la professionalisation de la Police municipale avec une présence terrain renforcée associée à un déploiement de la vidéoprotection. • maintenir la subvention pour l'acquisition d'alarmes pour les habitants tout comme les campagnes de prévention et de lutte contre les atteintes aux personnes et aux biens.
	LA SANTE	• maintenir le cabinet médical de garde • finaliser le projet de Maison de santé.
TRANSFORMER	LA TRANSITION ENERGETIQUE	Poursuite et achèvement des opérations de rénovation énergétique d'envergure : • reconstruction de l'école de Soulins, • poursuite des travaux relatifs au Décret tertiaire.
VITALISER	LA VITALITE ET L'ANIMATION	• soutenir les commerces de proximité; • réaliser des animations festives et fédératrices; • accompagner l'initiative locale et les associations.

III – LES GRANDES ORIENTATIONS POUR 2026

Un nouveau mandat tourné vers l'investissement et l'amélioration du cadre de vie, dans une démarche d'investissement maîtrisé et adaptée aux capacités financières de la commune.

Le nouveau mandat municipal s'inscrit dans un contexte économique encore marqué par les conséquences des crises récentes et par une inflation qui a fortement impacté le coût des opérations d'investissement et des travaux publics.
Dans ce contexte, la collectivité entend poursuivre une politique d'investissement raisonnée, en veillant à adapter la programmation des projets aux capacités financières de la commune et au maintien des équilibres budgétaires.
La stratégie d'investissement retenue vise ainsi à accompagner le développement du territoire tout en répondant aux besoins quotidiens des habitants. Elle repose notamment sur la poursuite des opérations d'aménagement urbain, l'entretien et la valorisation du patrimoine communal ainsi que l'adaptation et l'amélioration des équipements publics.

Ainsi, les **prévisions d'investissement** s'élèvent à **5,5 M€.**
Elles sont réparties comme suit:

- **Les projets : 2,091 M€**
- **Les travaux de maintenance patrimonial : 2,614 M€**
- **Les autres investissements : 0,8 M€**

Parallèlement, la Ville poursuit ses efforts pour **saisir des opportunités de financement complémentaires** qui pourraient être proposés par les partenaires.

Le financement des opérations d'investissement du plan stratégique 2026-2032 sera prioritairement fléché sur les dispositifs suivants:

- Les Contrats d'Aménagement Régionaux (CAR)
- Les Contrats Départementaux « Terre d'Avenir » (CD 91)
- La Dotation de soutien à l'Investissement local (DSIL) et le Fonds vert

D'autres dispositifs de financement pourront être également sollicités au regard des opérations lancées (par exemple : le Fonds de concours de l'Agglomération relatif aux mobilités douces). Compte-tenu de leur caractère non certain, aucune projection de recettes liées à ces dispositifs n'est pour le moment intégrée à la trajectoire.

III – LES GRANDES ORIENTATIONS POUR 2026

LES PROJETS		
NATURE		MONTANTS EN M€
EQUIPEMENTS PUBLICS		0,461
	Mairie et services municipaux	0,175
	ANRU	0,185
	Musée Robert Dubois	0,020
	Marché du Donjon	0,081
ESPACE PUBLIC		0,67
	Centre historique Savary Cœur de Ville	0,120
	Place de la Pyramide	0,500
	Végétalisation	0,050
SCOLAIRE		0, 76
	Ecole de Soulins	0,7
	Ecole des Mardelles	0, 06
PETITE ENFANCE		0,100
	Charrière	0,100
SPORTS		0,100
	Gymnase Lavenu	0,100
TOTAL PROJETS		2,091 M€

LA MAINTENANCE (Travaux neufs et grosses réparations : TNGR)	M€
ESPACE URBAIN et VOIRIE	1,729
SCOLAIRE / PETITE ENFANCE	0,266
BATIMENTS COMMUNAUX	0,412
AUTRES (Culture-Sports-cimetières)	0,126
TOTAL MAINTENANCE	2, 624 M€

L'INVESTISSEMENT COURANT	M€
INFORMATIQUE – POLICE MUNICIPALE	0,8
TOTAL INVESTISSEMENT COURANT	0,8 M€

IV

LES PERSPECTIVES BUDGETAIRES

IV – LES PERSPECTIVES BUDGETAIRES

Chapitre	Libellé	CA 2022	CA 2023	CA2024	CA PROV 2025	BP 2026	% BP 2026 / CA
13	ATTENUATIONS DE CHARGES	79 949	45 639	96 192	191 089	175 000	- 8,40
70	PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE ET VENTE DIVERSES	2 559 079	2 907 642	3 542 409	3 659 330	3 659 261	
73	IMPOTS ET TAXES	23 147 566	24 059 423	24 050 125	25 331 989	25 844 193	+2
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	7 445 922	6 162 918	6 569 598	7 105 662	6 583 537	- 7,35
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	646 573	540 571	734 366	787 746	662 571	-15,89
76	PRODUITS FINANCIERS	47	344	97	93	100	
77	PRODUITS EXECEPTIONNELS	477 998	752 047	387 980	3 232 828		
78	REPRISE SUR AMORTISSEMENTS-PROVISION			23 843			
002	RESULTAT ANTERIEUR REPORTE				493 433		
	TOTAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	34 357 135	34 468 583	35 404 610	40 802 170	36 924 662	-9,50%

Chapitre	Libellé	CA 2022	CA 2023	CA2024	CA PROV 2025	BP 2026	% BP 2026 / CA
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	8 796 024	9 313 218	9 230 820	9 831 961	9 512 420	+ 0,52
012	CHARGES DE PERSONNEL	18 676 574	19 612 955	19 897 501	20 446 523	21 108 215	+3,24
014	ATTENUATION DE PRODUITS	495 225	20 683	23 775	22 135	45 000	+103,30
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1 141 689	1 677 672	1 451 427	1 613 893	1 966 028	+21,82
66	CHARGES FIANNCIERES	477 166	570 376	760 333	720 816	780 000	+8,21
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	269 321	31 635	12 494	422	13 000	+2 980
68	DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	69 492	0	0	11 592	0	0
	TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	29 925 491	31 226 539	31 376 350	32 647 341	33 424 662	2,38%

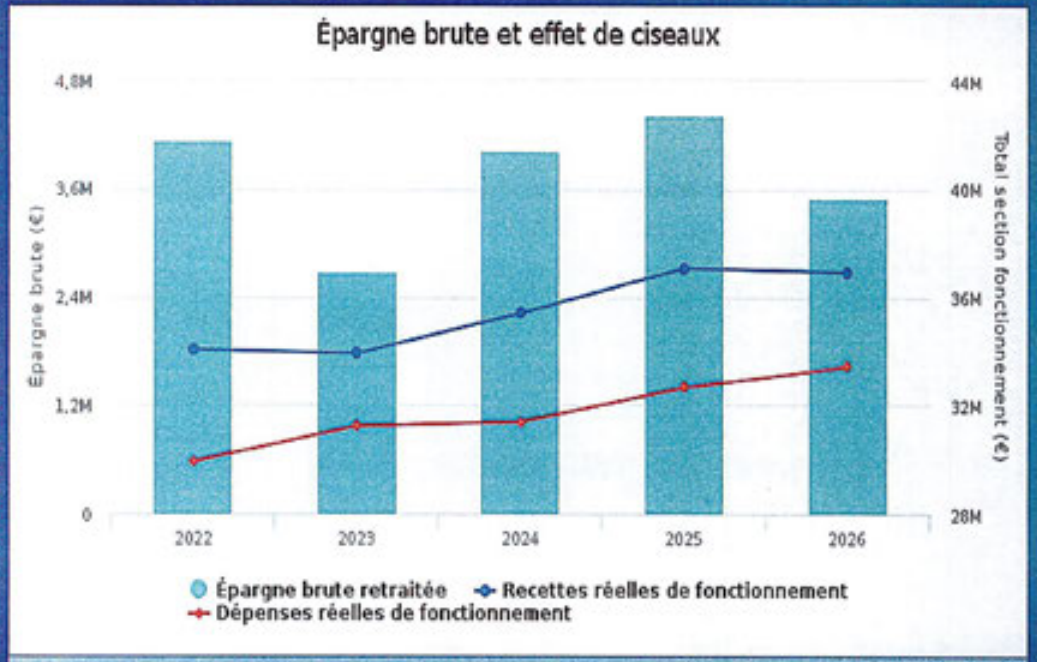
CAF	CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	4 196 136	2 682 044	4 028 260	4 922 001	3 500 000	-28,9%

La Ville parvient à:

- **préserver durablement ses équilibres budgétaires**
- **Consolider et stabiliser son autofinancement**

En 2025 les produits exceptionnels relèvent uniquement des produits de cessions et n'entrent donc pas dans le calcul de l'autofinancement

IV – LES PERSPECTIVES BUDGETAIRES



En 2023, la Ville a enregistré une diminution de son autofinancement, sous l'effet conjugué de la hausse des dépenses de fluides et de matières premières, ainsi que de la perte successive de la DSU et du FSRIF. Cette situation a accentué l'effet ciseau entre l'évolution des recettes et celle des dépenses dans un contexte de forte inflation.

Dès 2024, la collectivité a engagé des actions de maîtrise des dépenses permettant de rééquilibrer l'évolution comparée des recettes et des dépenses. Le retour à l'éligibilité à la DSU a contribué à améliorer la capacité d'autofinancement et à restaurer progressivement les équilibres financiers.

En 2025, la dynamique positive s'amplifie avec la rééligibilité au FSRIF. L'effet ciseau est désormais nettement écarté. Les efforts de gestion engagés consolident durablement la section de fonctionnement et renforcent la capacité d'autofinancement de la collectivité. La trajectoire financière est ainsi maîtrisée et les principaux ratios financiers sont restaurés.

L'exercice 2026 s'inscrira dans la continuité des efforts engagés, avec la volonté de maintenir une gestion maîtrisée des dépenses et de sécuriser les ressources, afin d'assurer la stabilité et la soutenabilité des équilibres financiers à moyen terme.

IV – LES PERSPECTIVES BUDGETAIRES

Libellé	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025	BP 2026
TOTAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT (y compris résultat de fonctionnement reporté)	34 357 135	34 468 583	35 404 610	40 802 170 Dont 3 232 828 de cessions	36 924 662
TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	29 925 491	31 226 539	31 376 350	32 647 341	33 424 662
Capacité d'autofinancement	**4 196 136**	**2 682 044**	**4 028 260**	**4 922 001**	**3 500 000**
EMPRUNT	0	4 200 000	4 145 000	2 100 000	**3 000 000**
VARIATION DE L'ENCOURS DE LA DETTE		1 766 882	1 517 099	- 595 194	**100 000**
ENCOURS DE LA DETTE AU 31/12	28 433 005	30 200 222	31 717 323	31 125 901	31 125 901
CAPACITE DE DESENDETTEMENT	**6,78**	**11,20**	**7,87**	**6,32**	**8,9**

Malgré cela, la Ville réussit à restaurer une partie de ses marges financières grâce à une **maitrise des dépenses** et une **recherche d'économie sur les dépenses de fonctionnement**.

- Parallèlement, le PPI sera revu afin de prioriser certaines opérations sur le mandat dans l'objectif principal de **limiter le plus possible le recours à l'emprunt**.
- Bien entendu, les **sources de financement complémentaires** en investissement devront être recherchées : cessions de biens, subventions spécifiques…

La retro-prospective financière fait apparaître un point de rupture à compter de 2023, résultant principalement de facteurs exogènes à la gestion communale.
Cette dégradation s'explique notamment par :

- une diminution marquée des recettes dès 2023, consécutive à la sortie des dispositifs de péréquation, avec une perte de DSU (-332 K€) et de FSRIF (-899 K€) ;
- la hausse significative des coûts des matières premières et de l'énergie dans un contexte inflationniste particulièrement soutenu ;
- l'impact des réformes successives en matière de rémunération du personnel, incluant la revalorisation du point d'indice en 2022 (+500 K€) et en 2023 (+200 K€), ainsi que l'augmentation des contributions employeur, notamment la CNRACL à compter de 2024 (+190 k) , dont les effets se prolongent sur les exercices suivants. 2025 : + (209 K) / 2026: + (206k)

Malgré ce contexte contraint, la situation financière s'améliore dès 2024 grâce aux efforts soutenus de maîtrise des dépenses et au retour à l'éligibilité à la DSU.
En 2025, cette dynamique positive se consolide avec la rééligibilité au FSRIF, renforçant les équilibres de fonctionnement.
Il convient toutefois de souligner le caractère fragile de cette rééligibilité : la Ville se situe en 2025 au 198e rang sur 205 collectivités éligibles, ce qui la place en limite de dispositif et expose à un risque de sortie en cas d'évolution défavorable des critères.

V
L'ENDETTEMENT DE LA COMMUNE

V – L'ENDETTEMENT DE LA COMMUNE

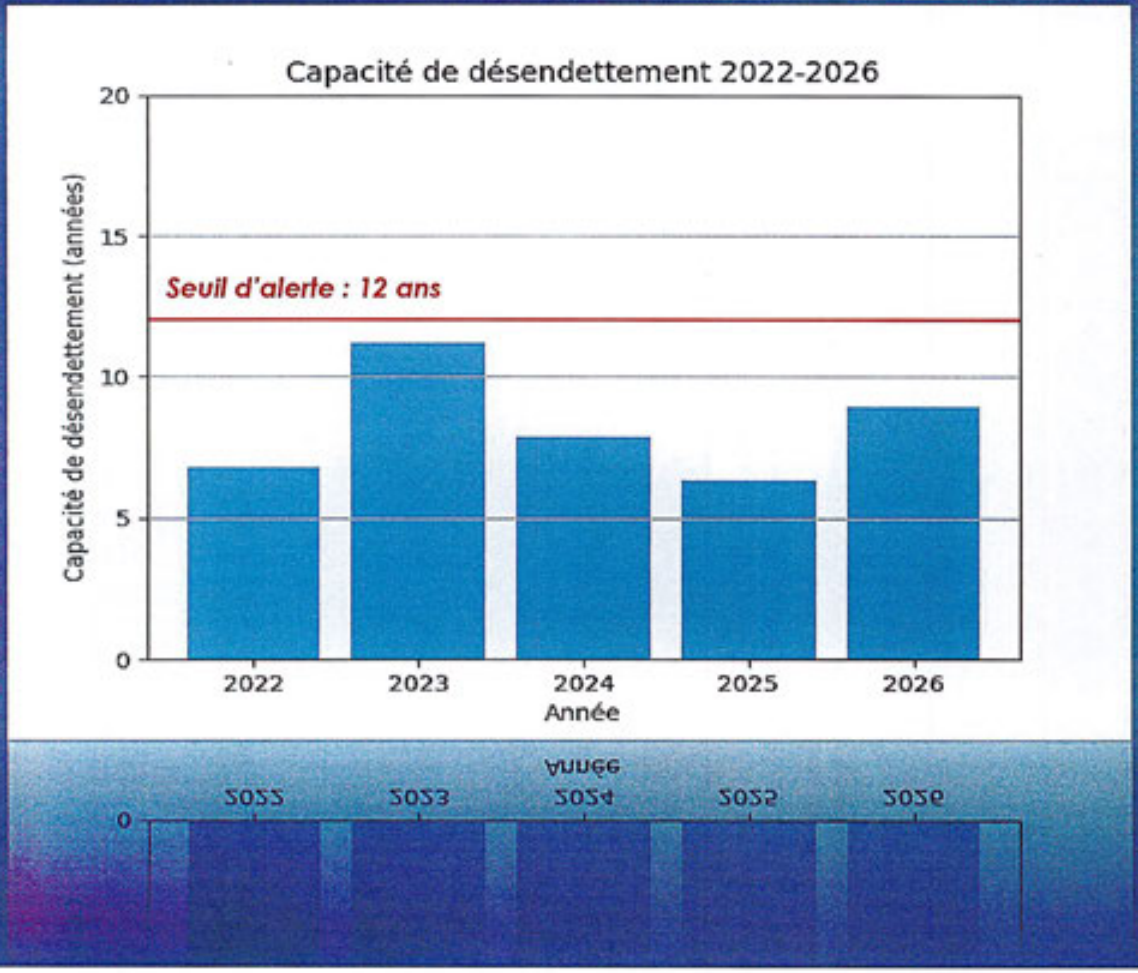
Evolution de l'encours de la dette sur l'exercice 2026

Année	2022	2023	2024	2025	2026	2025-2026 %
Emprunt Contracté	0 €	4 200 000 €	4 145 000€	2 100 000 €	3 000 000 €	42,8%
Intérêt de la dette	481 750 €	554 350 €	751 550 €	738 034€	780 000 €	5,6%
Capital Remboursé	2 364 327 €	2 435 891 €	2 627 901 €	2 691 420€	2 900 000 €	7,7%
Annuité	2 846 077 €	2 990 241 €	3 379 451€	3 429 454€	3 680 000 €	7,3%
Encours de dette	28 433 005 €	30 200 222 €	31 717 322 €	31 125 902€	31 225 902 €	0,3%

Il est proposé de **limiter à nouveau le recours à l'emprunt** Après une baisse de l'encours de dette au 31/12/2025 (-600 K€), l'exercice 2026 vise à stabiliser l'endettement autour de 31 M€, dans une logique de soutenabilité financière et de préservation des équilibres à moyen terme

V – L'ENDETTEMENT DE LA COMMUNE

La solvabilité de la Commune



La capacité de désendettement correspond au rapport entre l'encours de dette et l'épargne brute dégagée par la section de fonctionnement. Elle mesure le nombre d'années théoriques nécessaires pour rembourser la totalité de la dette si la collectivité y consacrait l'intégralité de son épargne.

Le seuil d'alerte est fixé à 12 ans, correspondant à la durée moyenne d'amortissement d'un investissement avant réhabilitation.

De nombreuses collectivités plaident aujourd'hui pour une appréciation plus souple de ce ratio, notamment afin de ne pas freiner les investissements indispensables, en particulier dans le cadre de la transition écologique.

Avec une capacité de désendettement de 6,32 ans en 2025 et 8,92 ans au BP 2026, la Ville de Brunoy demeure nettement en deçà du seuil prudentiel de 12 ans.

Ainsi, au regard de cet indicateur, la solvabilité de la commune apparaît préservée. La collectivité conserve une situation d'endettement soutenable, compatible avec la poursuite maîtrisée de ses investissements tout en maintenant des équilibres financiers sécurisés.

La Ville de Brunoy se situe en deçà du ratio prudentiel de 12 ans

VI
LE CADRE BUDGETAIRE POUR 2026

VI – LE CADRE BUDGETAIRE POUR 2026

La Ville élaborera son budget 2026 dans un contexte toujours contraint, marqué par des incertitudes persistantes liées à l'instabilité politique nationale et aux orientations de la loi de finances pour 2026.

Dans le cadre de cette nouvelle mandature, le travail d'optimisation engagé devra se poursuivre, notamment sur la section de fonctionnement, afin de consolider durablement les équilibres financiers.

Dans ce Rapport d'Orientation Budgétaire 2026, la municipalité s'engage à :
- Mettre en œuvre le programme politique défini en début de mandature ;
- contenir les charges de fonctionnement afin de dégager un autofinancement optimisé et maîtrisé.

Les marges de manœuvre permettant de générer des recettes supplémentaires demeurent limitées. La Ville ne dispose que de leviers restreints, principalement les produits des services et la fiscalité des ménages, désormais concentrée sur la taxe foncière.

La municipalité réaffirme sa volonté de préserver le pouvoir d'achat des ménages brunoyens en n'augmentant pas les taux de la taxe foncière. Cette orientation s'inscrit dans un contexte où, depuis la réforme de la taxe d'habitation, la fiscalité locale repose désormais exclusivement sur les propriétaires.

Le cadre de la construction budgétaire 2026 s'articule autour des orientations suivantes

- **Un maintien du niveau et de la qualité des services au public accessibles à tous, sans augmentation des impôts;**
- **La poursuite d'une maîtrise des charges de fonctionnement par le recherche de toutes les marges d'optimisation possibles à travers la sobriété et l'efficacité énergétique, même si des augmentations des charges de personnel dues à des évolutions exogènes sont inévitables;**
- **La continuité et le renforcement des politiques publiques à caractère socio culturelles , éducatif, environnemental et de sécurité;**
- **Le maintien du soutien aux associations malgré les contraintes financières ;**
- **Le maintien d'un niveau d'investissement suffisant pour l'amélioration du cadre de vie, la transition écologique et la maintenance /amélioration du patrimoine.**

VI – LE CADRE BUDGETAIRE POUR 2026

Une hausse contenue des dépenses de fonctionnement

Même si certaines évolutions sont obligatoires et incompressibles. Pour 2026, les efforts seront notamment être dirigés sur :

- **Un maintien des charges à caractère général au niveau du réalisé 2025** : Dans un souci de responsabilité budgétaire, chaque action récurrente sera systématiquement réinterrogée au regard du contexte financier. Toute augmentation indispensable de crédits devra être compensée, a minima, par des économies réalisées sur d'autres postes de dépenses au sein du service concerné..
- **Une sensibilisation aux gestes co-responsables au quotidien** Une mobilisation collective sera poursuivie afin de réduire la consommation énergétique et les dépenses de fluides, dans une logique à la fois financière et environnementale.
- **Une évolution mesurée des dépenses de personnel** en limitant notamment les recrutements. Certaines créations de postes ou remplacements pourront être différés, et les redéploiements internes privilégiés afin d'optimiser les ressources humaines existantes.
- De la même façon, l'organisation de chaque service sera analysée afin d'en améliorer l'efficience, et certaines activités pourront être adaptées ou réorientées en fonction des priorités

Des investissements nécessaires et raisonnés;

Dans le cadre de la nouvelle mandature, la municipalité fait le choix de conduire une politique **d'investissements utiles, responsables et orientés vers l'avenir**, en privilégiant une programmation **nécessaire et raisonnée**, adaptée aux besoins du territoire et aux capacités financières de la collectivité. Pour l'exercice 2026, le budget primitif prévoit ainsi **un programme d'investissement de plus de 5 M€**, consacré à la modernisation et à l'amélioration du patrimoine communal, ainsi qu'à la réalisation d'opérations contribuant à la qualité du cadre de vie des habitants.
Les opérations destinées à accompagner la transition énergétique seront poursuivies et consolidées. Face à la hausse durable des coûts de l'énergie, la Ville poursuit l'adaptation de son patrimoine, en poursuivant une stratégie d'amélioration de leur performance énergétique, dans une démarche visant à réduire les consommations énergétiques et l'empreinte environnementale des équipements publics.
. Cette orientation s'inscrit dans la continuité des actions déjà engagées par la collectivité en matière de **sobriété énergétique et de modernisation des équipements publics**, comme en témoignent les travaux récemment réalisés dans les écoles et plusieurs bâtiments administratifs.

Au-delà de ces actions, la programmation d'investissement pour 2026 permettra également de **poursuivre l'entretien et la valorisation des équipements publics, l'amélioration des espaces publics et le développement d'aménagements contribuant à l'attractivité et à la qualité de vie du territoire**.
Ainsi, les investissements programmés pour 2026 viseront à concilier **amélioration du cadre de vie, transition écologique et gestion financière responsable**, dans une logique d'équilibre entre ambition municipale et soutenabilité budgétaire.

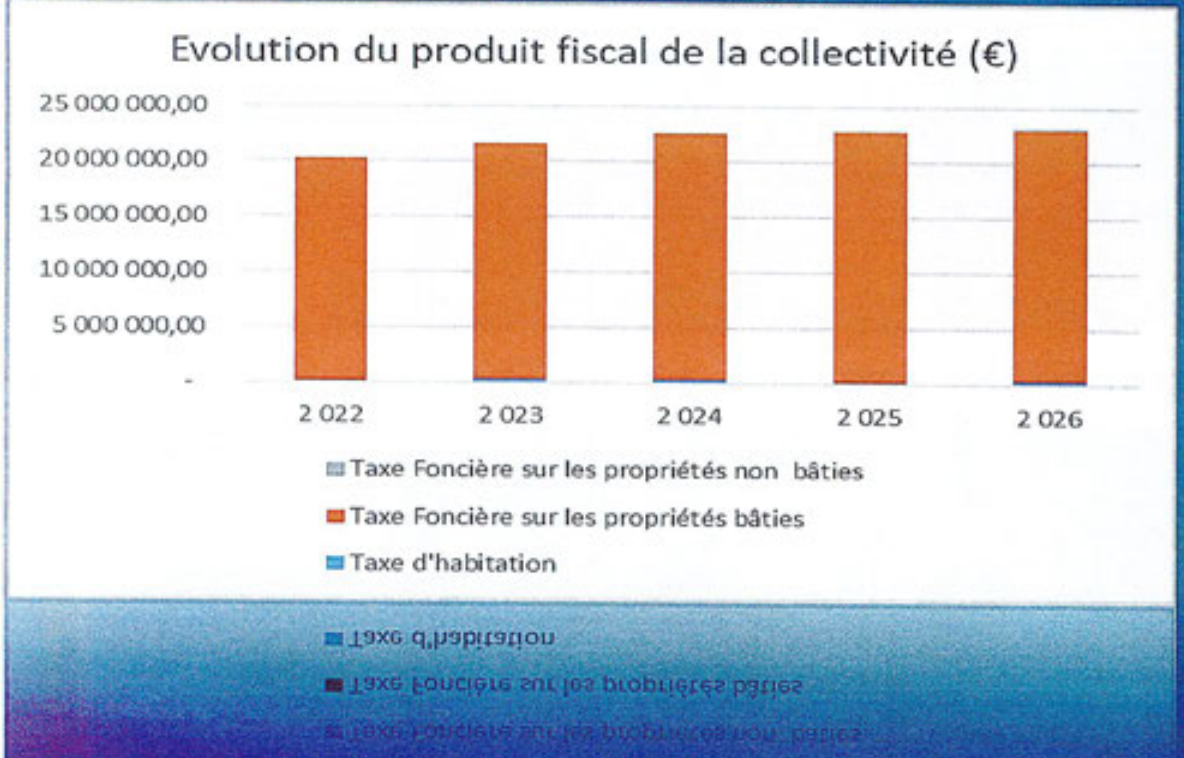
La recherche de financement externes devra se poursuivre.

Dans un contexte budgétaire durablement contraint, la Ville veillera à maintenir un niveau d'autofinancement suffisant, condition essentielle de sa solidité financière. Cet indicateur conditionne sa capacité à investir de manière soutenable et à préserver sa solvabilité.
L'atteinte de cet objectif pourra conduire à des choix exigeants, impliquant une maîtrise renforcée de l'évolution des dépenses et, le cas échéant, l'identification de ressources complémentaires pour 2026 et les exercices suivants. Cette stratégie s'inscrit dans une logique de responsabilité visant à garantir la soutenabilité financière de la commune tout en poursuivant les priorités du mandat.

VII
LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT 2026

VII – LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT 2026

La fiscalité directe



Pour 2026, **le produit fiscal de la commune est estimé à 23 090 620 €** soit une évolution de 1,1% par rapport à l'exercice 2025 dont :

- 0,83% : revalorisation forfaitaire des bases
- 0,27% estimation de l'évolution physique des bases

VII – LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT 2026

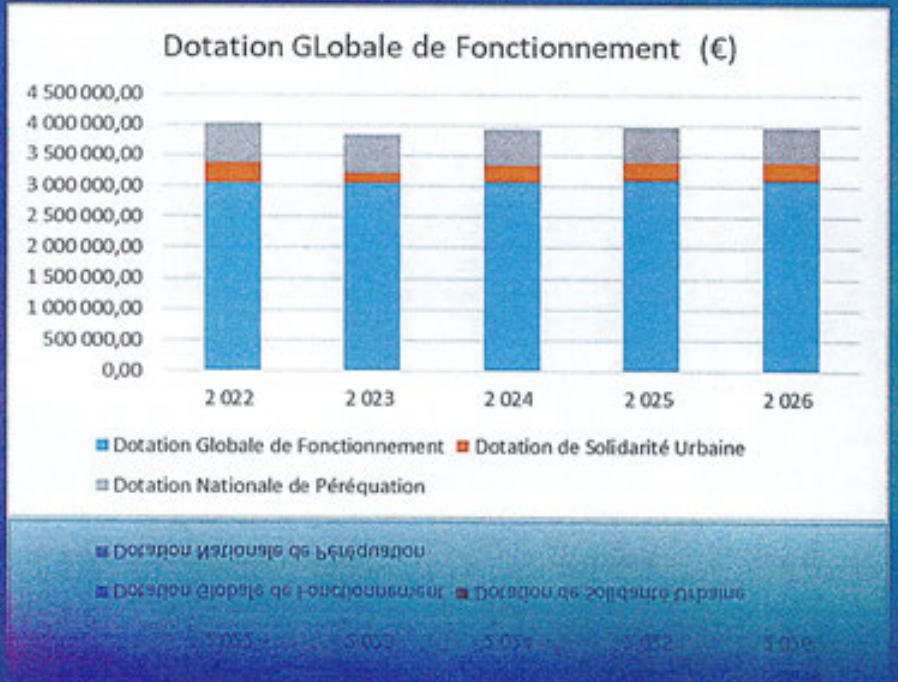
Les impôts et les taxes

Année	2022	2023	2024	2025	2026	2025-2026 %
Produit TH	265 387 €	369 841 €	274 542 €	217 951€	219 760 €	0,83 %
Produit TFB	15 814 293 €	16 917 912 €	17 864 569 €	17 998 112€	18 147 496 €	0,83 %
Produit TFNB	21 515 €	22 196 €	23 316 €	22 894 €	23 084€	0,83 %
Rôles complémentaires	4 082 420 €	4 330 338 €	4 368 126 €	4 607 606 €	4 700 280€	2,01 %
TOTAL PRODUIT FISCALITE €	20 183 615 €	21 640 287 €	22 530 553€	22 846 563€	23 090 620 €	1,1%

Cette année, **la Ville continuera à ne pas augmenter la fiscalité des ménages** et ce afin de préserver le pouvoir d'achat des Brunoyens.

VII – LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT 2026

La Dotation globale de fonctionnement (DGF)



Structuration de la DGF

LA DOTATION FORFAITAIRE (DF)	Il s'agit d'une dotation de base à laquelle toutes les communes sont éligibles en fonction de leur population.	
LA DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE (DSU)	La dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU) : elle bénéficie aux communes urbaines de plus de 5 000 habitants dont les ressources sont insuffisantes par rapport aux charges auxquelles elles sont confrontées.	Pour mémoire, la Ville est sortie du dispositif en 2022. Elle est de nouveau éligible depuis 2024. Une recette de 298 K€ est inscrite au BP 2026
LA DOTATION NATIONALE DE PEREQUATION (DNP)	Elle a pour objectif de corriger les écarts de richesse fiscale entre communes.	

Il est proposé de reconduire en prévision le Réalisé 2025 ;Ces dotations s'élèveront donc à 3 977 172€ en 2026.

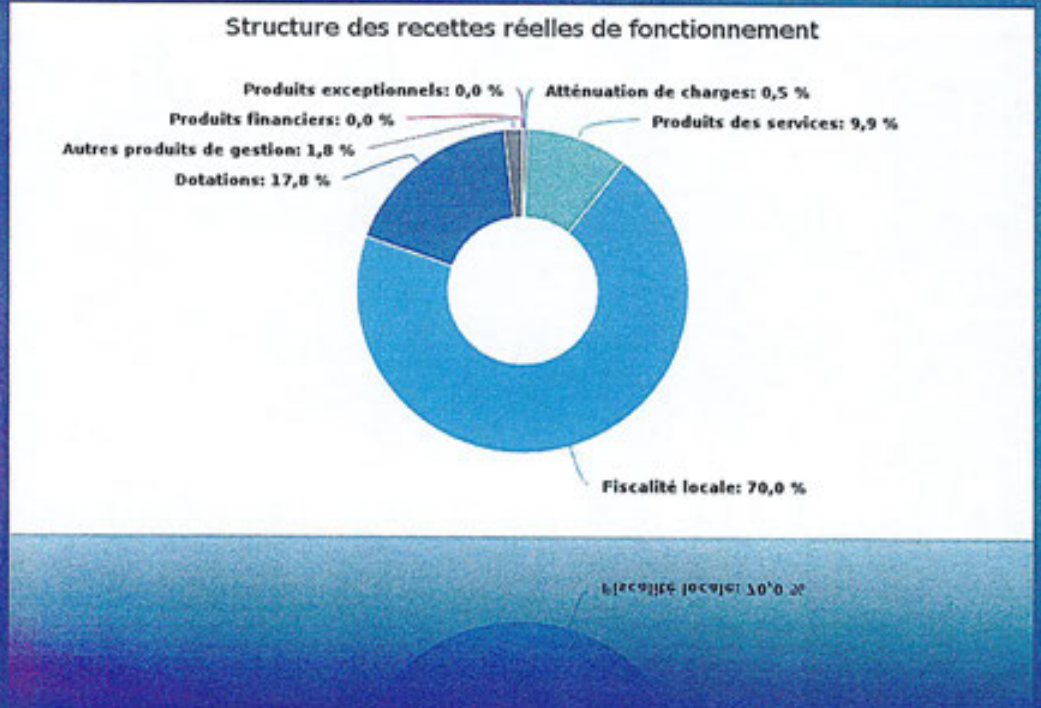
VII – LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT 2025

Année	2022	2023	2024	2025	2026	2025-2026 %
Impôts / taxes	**23 147 566 €**	**24 059 422 €**	**24 050 124€**	**25 334 869 €**	**25 844 193€**	**2 %**
Dotations, Subventions ou participations	7 445 922 €	6 162 917 €	6 569 596 €	7 105 662 €	6 583 538 €	- 7,3%
Autres Recettes d'exploitation	3 458 593 €	3 686 030 €	4 779 260 €	4 638 257€	**4 496 932**	-3%
Produits Exceptionnels	305 051 €	560 210 €	5 625€	3 232 827 €	0	%
Total Recettes de fonctionnement	**34 357 134 €**	**34 468 583 €**	**35 404 609 €**	**40 311 617€**	**36 924 663**	**-8,4%**

- Les dotations et participations 2026 sont en baisse par rapport à 2025 car l'année 2025 intègre des régularisations au niveau de la CAF
- Les recettes exceptionnelles de 2025 concernent principalement des opérations de Cession (Boulodrome+ le pavillon Chopin)
- Les autres recettes d'exploitation sont en repli par rapport à 2026, car en 2025 cette rubrique a intégré des remboursements sur des sinistres.

VII – LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT 2026

Les Recettes réelles de fonctionnement (RRF)



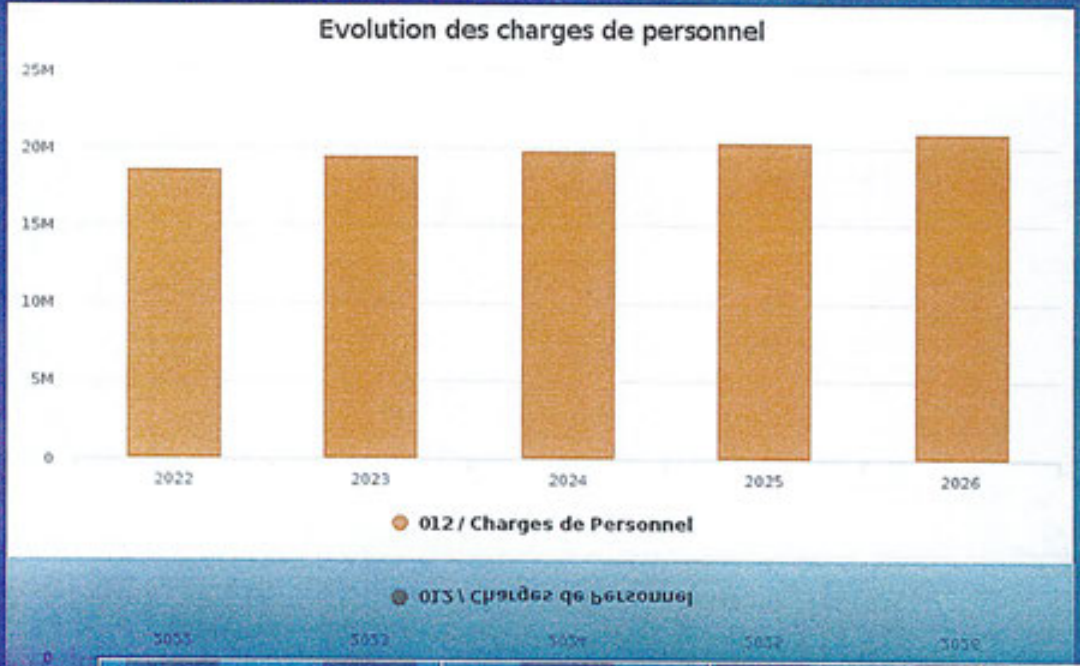
En prenant en compte les prévisions budgétaires pour l'exercice 2026, **les recettes réelles de fonctionnement** s'élèveraient à un montant total de **36 924 663 €**, soit 1 415,28€ / habitant.

Ce ratio est inférieur à celui de 2025 (1 529,44 € / habitant) car les RRF 25 sont dopés par les cessions.
Il reste néanmoins inférieur à celui des villes proches de Brunoy (1 503 € à Yerres; 1 566 € à Montgeron; 1 911 à Epinay-sous-Sénart).

VIII
LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT 2026

VIII – LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT 2026

Les charges de personnel



Pour l'année 2026, les charges de personnel s'élèveraient à **21,108 M€,** soit une augmentation de **2,7%** par rapport au réalisé 2025 en lien notamment avec:

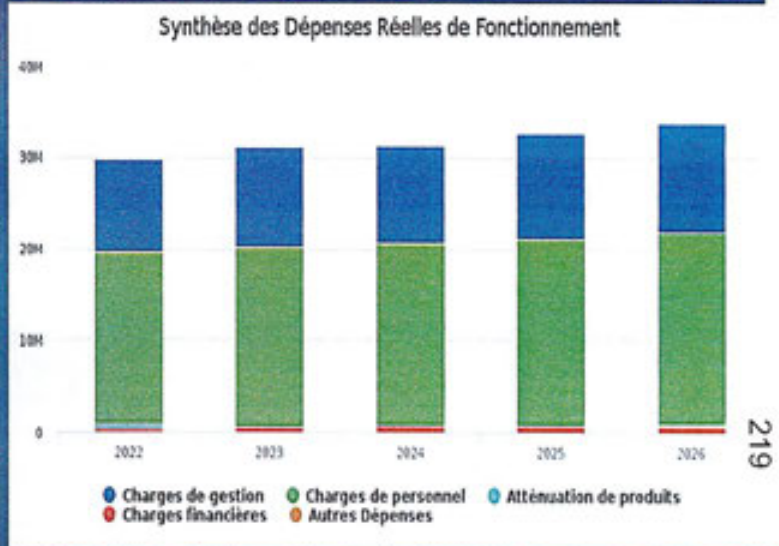
- L'augmentation des cotisations de la CNRACL: 207 K
- l'intégration de l'indemnité différentielle : 33 K
- La revalorisation du SMIC : 5 K
- Le Glissement Vieillesse Technicité (GVT)

Année	2022	2023	2024	2025	2026	2025-2026 %
Dépenses de personnel 012	18 676 573€	19 612 954€	19 897 500 €	20 446 522 €	21 108 215 €	3,23%

VIII – LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT 2026

Les dépenses réelles de fonctionnement

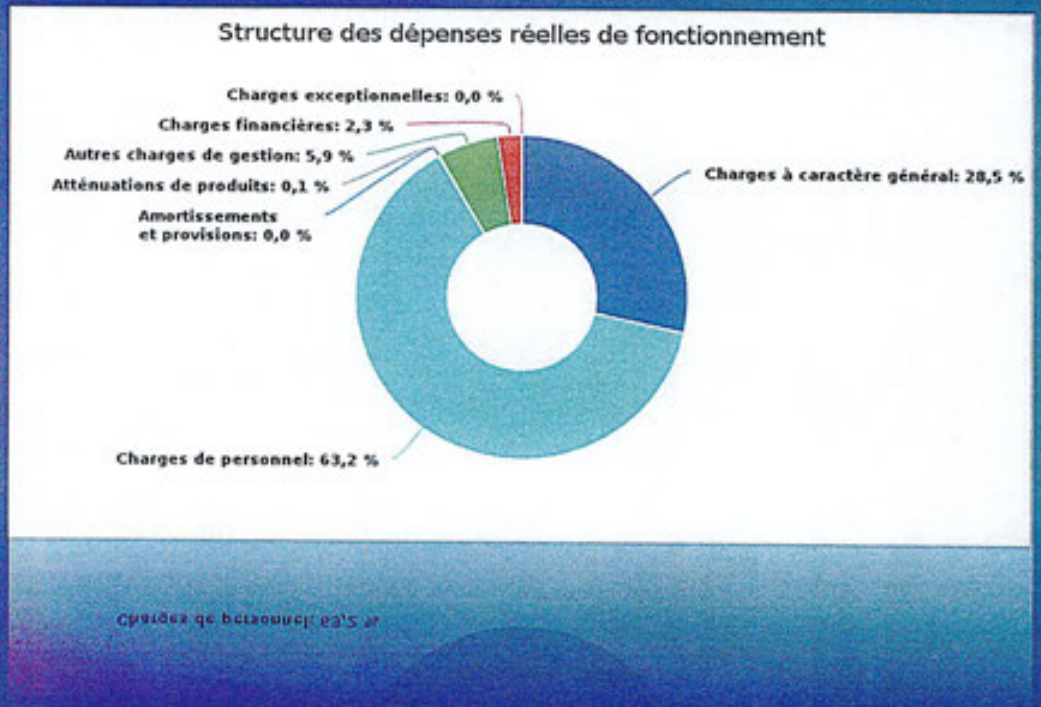
Année	2022	2023	2024	2025	2026	2025-2026 %
Charges de gestion	10 205 344 €	11 021 640 €	10 682 247 €	11 445 855€	11 849 640€	3,5 %
Charges de personnel	18 676 573 €	19 612 954 €	19 897 500€	20 446 522 €	21 108 215€	3,2%
Atténuation de produits (reversement amendes de police)	495 225 €	20 683 €	23 775 €	22 135€	45 000€	103,3%
Charges financières	477 166 €	570 376 €	760 332 €	720 815€	780 000€	8,2 %
Autres dépenses	71 180 €	883 €	12 494 €	12 014€	13 000€	NS
Total Dépenses de fonctionnement	29 925 490 €	31 226 539 €	31 376 349€	32 647 341 €	33 424 663€	2,4%
Évolution en %		*4,35 %*	*0,48 %*	*4,05%*	2,4%	-



Poursuivant ses efforts de gestion en 2026, les dépenses réelles de fonctionnement (DRF), évoluent de **2,4%** par rapport au Réalisé 2025.

VIII – LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT 2026

Les dépenses réelles de fonctionnement (DRF)



En prenant en compte les prévisions budgétaires pour l'exercice 2026, **les dépenses réelles de fonctionnement** s'élèveraient **à un montant total de 33 424 663€**, soit **1 281,12€ / habitant**.

Ce ratio est légèrement supérieur à celui de 2025 (1 238,65 € / habitant) mais reste très inférieur à celui de la strate s'élevant à 1 435 € / habitant (valeurs 2024).

IX
LES RATIOS 2026

IX – LES RATIOS 2026

	Ratios / Année	2022	2023	2024	2025	2026	Strate (2024)
1	Dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / hab.	1 161,84	1 211,5	1 247,52	1238,65	1 281,12	1435
2	Fiscalité directe € / hab.	783.62	839.58	869.05	866,41	880,68	793
3	Recettes réelles de fonctionnement (RRF) / hab.	1 333,9	1 337,29	1 356,8	1 529,45	1 415,28	1646
4	Dépenses d'équipement € / hab.	288.1	302.8	409.31	172,22	211,97	438
5	Dette / hab.	1 103,91	1 171,69	1 226,17	1 217,33	1 223,26	986
6	Dotation global de fonctionnement (DGF) / hab	156.67	149.61	152.67	158,50	151,69	205
7	Dépenses de personnel / Dépenses réelles de fonctionnement	62,41 %	62,81 %	61,96 %	62,63%	62,46%	59,17
8	Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal (CMPF)	124.87 %	123.96 %	120.61 %	120.61%	120.61%	
8 bis	CMPF élargi	-	-	-	-	-	-
9	DRF+ Capital de la dette / RRF	93,98 %	97,66 %	99,66 %	87,67%	100,64%	93%
10	Dépenses d'équipement / RRF	21,6 %	22,64 %	30,17 %	11,26%	15,49%	25%
11	Encours de la dette /RRF	89,64 %	87,62 %	90,37 %	77,21%	84,56%	60%

- *DRF = Dépenses réelles de Fonctionnement*
- *RRF = Recettes réelles de Fonctionnement*
- *POP DGF = Population INSEE + Résidences secondaires + Places de caravanes*
- *CMPF = Le coefficient de mobilisation du potentiel fiscal correspond à la pression fiscale exercée par la commune sur ses contribuables. C'est le rapport entre le produit fiscal effectif et le produit fiscal théorique.*
- *CMPF élargi = la CMPF est élargi au produit de fiscalité directe encaissée sur le territoire communal, c'est-à-dire « commune + groupement à fiscalité propre ».*

L'article R.2313-1 du CGCT énonce onze **ratios synthétiques** que doivent présenter les communes de plus de 3 500 habitants dans leur débat d'orientation budgétaire.

DECISIONS

PRISES PAR DELEGATION DU

CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE

RAPPORTEES EN SEANCE DU 7 AVRIL 2026

REÇU EN PRÉFECTURE
02/02/26

BRUNOY

DECISION N° DEC 26.005/DK

DESIGNATION ET ENGAGEMENT DES FRAIS D'HONORAIRES DU CABINET D4 AVOCATS, 53 RUE DE TURBIGO 75003 PARIS, DANS L'AFFAIRE OPPOSANT MESDAMES BOURRET A LA VILLE DE BRUNOY

Le Maire de Brunoy,

VU l'ordonnance n°2021-1310 et le décret n°2021-1311 du 7 octobre 2021 portant sur la réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur des actes des Collectivités territoriales et leurs groupements, à compter du 1er juillet 2022,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n° 20.009/K en date du 27 mai 2020 portant délégation du Conseil municipal au Maire,

VU la délibération n°20.010 /K en date du 27 mai 2020 autorisant le Maire à ester en justice,

CONSIDERANT l'instance n°2600091-9 introduite devant le tribunal administratif de Versailles par Mesdames BOURRET,

CONSIDERANT l'obligation pour la Ville de constituer avocats aux fins de la représentation,

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE DEFENDRE** les intérêts de la commune devant le tribunal administratif de Versailles dans l'instance introduite par Mesdames BOURRET, sous le numéro n°2600091-9.

ARTICLE 2 : **DE DESIGNER** le cabinet D4AVOCATS, domicilié 53 rue de Turbigo à PARIS (75 003), pour représenter la commune dans cette instance, ses suites et accomplir toutes les diligences utiles à l'aboutissement de l'instance.

ARTICLE 3 : **DE PRECISER** que la dépense est inscrite au budget.

ARTICLE 4 : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et notification.

REÇU EN PREF. LE 02/02/26

DECISION N° DEC 26.005/DK

OBJET : DESIGNATION ET ENGAGEMENT DES FRAIS D'HONORAIRES DU CABINET D4 AVOCATS, 53 RUE DE TURBIGO 75003 PARIS, DANS L'AFFAIRE OPPOSANT MESDAMES BOURRET A LA VILLE DE BRUNOY

ARTICLE 5 : Le Trésorier Payeur et le Directeur Général des Services de la Ville de Brunoy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 6 : La présente décision sera transmise en Préfecture, publiée sur le site de la Ville, au registre des actes administratifs et fera l'objet d'une communication au Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Fait à Brunoy, le 26 janvier 2026

Le Maire,
Vice-Président de la Communauté d'agglomération
Val d'Yerres Val de Seine

Bruno GALLIER

MAIRIE de BRUNOY (Essonne)

Acte publié sur le site de la Ville le : 30/02/2026

BRUNOY

DECISION N° DEC 26.006/DP

ATTRIBUTION DU MARCHE PUBLIC N°PA26002 RELATIF A L'ACQUISITION D'UN ENGIN DE LEVAGE AVEC BRAS TELESCOPIQUE AVEC REPRISE EVENTUELLE D'UN ENGIN DE LEVAGE MANITOU

Le Maire de Brunoy,

VU l'ordonnance n°2021-1310 et le décret n°2021-1311 du 7 octobre 2021 portant sur la réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur des actes des Collectivités territoriales et leurs groupements, à compter du 1er juillet 2022,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU le Code de la commande publique,

VU la délibération n°20.009/K du Conseil municipal en date du 27 mai 2020 portant délégation de pouvoirs à Monsieur le Maire,

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'établir un marché public n°PA26002 relatif à l'acquisition d'un engin de levage avec bras télescopique avec reprise éventuelle d'un engin de levage manitou,

DECIDE

ARTICLE 1 : La Commune de Brunoy conclut avec la société CHOUFFOT SAS située avenue Saint Rémi à FONTENAY-LE-VICOMTE (91540), n° de SIRET 329 088 074 00029 un marché pour l'acquisition d'un engin de levage avec bras télescopique avec reprise éventuelle d'un engin de levage manitou pour un montant de 114 466,80 € T.T.C.

ARTICLE 2 : Le marché est passé sous forme d'un marché ordinaire. Le délai d'exécution du marché est de 5 mois.

ARTICLE 3 : Un contrat signé par les deux parties définit précisément la nature des prestations, les modalités de réception, la rémunération et les modalités de paiement du titulaire ainsi que les délais de réalisation.

ARTICLE 4 : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et notification.

DECISION N° DEC 26.006/DP

OBJET : ATTRIBUTION DU MARCHE PUBLIC N°PA26002 RELATIF A L'ACQUISITION D'UN ENGIN DE LEVAGE AVEC BRAS TELESCOPIQUE AVEC REPRISE EVENTUELLE D'UN ENGIN DE LEVAGE MANITOU

ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services de la Ville de BRUNOY et le Trésorier Principal de la Ville de BRUNOY, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 6 : La présente décision est transmise en Préfecture, publiée sur le site de la Ville, au registre des actes administratifs, fera l'objet d'une communication au Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Fait à Brunoy, le 12 février 2026

Le Maire,
Vice-Président de la Communauté d'agglomération
Val d'Yerres Val de Seine

Bruno GALLIER

MAIRIE de BRUNOY (Essonne)

Acte publié sur le site de la Ville le : 16/02/2026

Accusé de réception - contrôle de légalité

Nature de l'acte : Décision

Numéro attribué à l'acte : DEC 26.006/DP

Objet de l'acte :	ATTRIBUTION DU MARCHE PUBLIC N°PA26002 RELATIF A L'ACQUISITION D'UN ENGIN DE LEVAGE AVEC BRAS TELESCOPIQUE AVEC REPRISE EVENTUELLE D'UN ENGIN DE LEVAGE MANITOU
Thème Préfecture :	1 - Commande Publique / 1 - Marches publics
Transaction Préfecture :	091-219101144-20260212-BRU_AR_25610_1-AR
Date de l'acte :	12/02/2026

Identifiant unique de l'acte : BRU_AR_25610_1

Date de réception en Préfecture : 16 février 2026

BRUNOY

DECISION N° DEC 26.007/H

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION NON EXCLUSIVE DE LOCAUX COMMUNAUX – A TITRE GRACIEUX – A L'ASSOCIATION ACTION NUMERIQUE SOLIDAIRE

Le Maire de Brunoy,

VU l'ordonnance n°2021-1310 et le décret n°2021-1311 du 7 octobre 2021 portant sur la réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur des actes des Collectivités territoriales et leurs groupements, à compter du 1er juillet 2022,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code général de la propriété des personnes publiques,

VU la délibération n° 25.062/H du Conseil Municipal du 23 septembre 2025 portant autorisation donnée à M. le Maire de signer les conventions de mise à disposition de locaux communaux, équipements sportifs et établissements scolaires de la ville de Brunoy, à titre gracieux,

VU le Contrat d'Engagement Républicain signé le 13 février 2026 par Monsieur Régis HARPOCRATE, Président de l'association ACTION NUMERIQUE SOLIDAIRE,

CONSIDERANT la demande de mise à disposition de locaux communaux faite par l'association ACTION NUMERIQUE SOLIDAIRE,

DECIDE

ARTICLE 1 : DE SIGNER la convention de mise à disposition de locaux communaux à titre gracieux à l'Association ACTION NUMERIQUE SOLIDAIRE annexée à la présente.

ARTICLE 2 : PRECISE qu'il n'y a pas d'incidence financière.

ARTICLE 3 : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et notification.

Suite 2/2

DECISION N° DEC 26.007/H

OBJET : CONVENTION DE MISE A DISPOSITION NON EXCLUSIVE DE LOCAUX COMMUNAUX – A TITRE GRACIEUX – A L'ASSOCIATION ACTION NUMERIQUE SOLIDAIRE

ARTICLE 4 : Le Trésorier Payeur et le Directeur Général des Services de la Ville de Brunoy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 5 : La présente décision sera transmise en Préfecture, publiée sur le site de la Ville, au registre des actes administratifs et fera l'objet d'une communication au Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Fait à Brunoy, le 17 février 2026

Le Maire,
Vice-Président de la Communauté d'agglomération
Val d'Yerres Val de Seine

Bruno GALLIER

MAIRIE de BRUNOY (Essonne)

Acte publié sur le site de la Ville le : 20/02/2026

Accusé de réception - contrôle de légalité

Nature de l'acte : Décision

Numéro attribué à l'acte : DEC 26.007/H

Objet de l'acte :	CONVENTION DE MISE A DISPOSITION NON EXCLUSIVE DE LOCAUX COMMUNAUX - A TITRE GRACIEUX - A L'ASSOCIATION ACTION NUMERIQUE SOLIDAIRE
Thème Préfecture :	3 - Domaine et patrimoine / 3 - Locations
Transaction Préfecture :	091-219101144-20260217-BRU_AR_25616_1-AR
Date de l'acte :	17/02/2026

Identifiant unique de l'acte : BRU_AR_25616_1

Date de réception en Préfecture : 20 février 2026

BRUNOY

DECISION N° DEC 26.008/H

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION NON EXCLUSIVE DE LOCAUX COMMUNAUX – A TITRE GRACIEUX – A L'ASSOCIATION BETH YOSPEH

Le Maire de Brunoy,

VU l'ordonnance n°2021-1310 et le décret n°2021-1311 du 7 octobre 2021 portant sur la réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur des actes des Collectivités territoriales et leurs groupements, à compter du 1er juillet 2022,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code général de la propriété des personnes publiques,

VU la délibération n° 25.062/H du Conseil Municipal du 23 septembre 2025 portant autorisation donnée à M. le Maire de signer les conventions de mise à disposition de locaux communaux, équipements sportifs et établissements scolaires de la ville de Brunoy, à titre gracieux,

VU le Contrat d'Engagement Républicain signé le 12/02/2026 par Monsieur René ASSOULINE, Président de l'association BETH YOSEPH,

CONSIDERANT la demande de mise à disposition de locaux communaux faite par l'association BETH YOSEPH,

DECIDE

ARTICLE 1 : DE SIGNER la convention de mise à disposition de locaux communaux à titre gracieux à l'Association BETH YOSEPH annexée à la présente.

ARTICLE 2 : PRECISE qu'il n'y a pas d'incidence financière.

ARTICLE 3 : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et notification.

ARTICLE 4 : Le Trésorier Payeur et le Directeur Général des Services de la Ville de Brunoy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Suite 2/2

DECISION N° DEC 26.008/H

OBJET : CONVENTION DE MISE A DISPOSITION NON EXCLUSIVE DE LOCAUX COMMUNAUX – A TITRE GRACIEUX – A L'ASSOCIATION BETH YOSPEH

ARTICLE 5 : La présente décision sera transmise en Préfecture, publiée sur le site de la Ville, au registre des actes administratifs et fera l'objet d'une communication au Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Fait à Brunoy, le 20 février 2026

Le Maire,
Vice-Président de la Communauté d'agglomération
Val d'Yerres Val de Seine

Bruno GALLIER

MAIRIE de BRUNOY (Essonne)

Acte publié sur le site de la Ville le : 23/02/2026

Accusé de réception - contrôle de légalité

Nature de l'acte : Décision

Numéro attribué à l'acte : DEC 26.008/H

Objet de l'acte : CONVENTION DE MISE A DISPOSITION NON EXCLUSIVE DE LOCAUX COMMUNAUX - A TITRE GRACIEUX - A L'ASSOCIATION BETH YOSPEH

Thème Préfecture : 3 - Domaine et patrimoine / 3 - Locations

Transaction Préfecture : 091-219101144-20260220-BRU_AR_25624_1-AR

Date de l'acte : 20/02/2026

Identifiant unique de l'acte : BRU_AR_25624_1

Date de réception en Préfecture : 23 février 2026

BRUNOY

DECISION N° DEC 26.009/U

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION NON EXCLUSIVE DE LOCAUX COMMUNAUX – A TITRE GRACIEUX – A L'ASSOCIATION CULTURE POUR TOUS LES JEUNES DE BRUNOY

Le Maire de Brunoy,

VU l'ordonnance n°2021-1310 et le décret n°2021-1311 du 7 octobre 2021 portant sur la réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur des actes des Collectivités territoriales et leurs groupements, à compter du 1er juillet 2022,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n° 20.009/K en date du 27 mai 2020 portant délégation du Conseil municipal au Maire,

VU la délibération n° 25.062/H du Conseil Municipal du 23 septembre 2025 portant autorisation donnée à M. le Maire de signer les conventions de mise à disposition de locaux communaux, équipements sportifs et établissements scolaires de la ville de Brunoy, à titre gracieux,

VU le Contrat d'Engagement Républicain signé le 10 février 2026 par Monsieur TAHAR Abdelkader, membre de la direction collégiale de l'association CULTURE POUR TOUS LES JEUNES DE BRUNOY,

CONSIDERANT la demande de mise à disposition de locaux communaux faite par l'association CULTURE POUR TOUS LES JEUNES DE BRUNOY,

DECIDE

ARTICLE 1 : DE SIGNER la convention de mise à disposition de locaux communaux à titre gracieux à l'Association CULTURE POUR TOUS LES JEUNES DE BRUNOY annexée à la présente.

ARTICLE 2 : PRECISE qu'il n'y a pas d'incidence financière.

ARTICLE 3 : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et notification.

ARTICLE 4 : Le Trésorier Payeur et le Directeur Général des Services de la Ville de Brunoy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Suite 2/2

DECISION N° DEC 26.009/U

OBJET : CONVENTION DE MISE A DISPOSITION NON EXCLUSIVE DE LOCAUX COMMUNAUX – A TITRE GRACIEUX – A L'ASSOCIATION CULTURE POUR TOUS LES JEUNES DE BRUNOY

ARTICLE 5 : La présente décision sera transmise en Préfecture, publiée sur le site de la Ville, au registre des actes administratifs et fera l'objet d'une communication au Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Fait à Brunoy, le 23 février 2026

Le Maire,
Vice-Président de la Communauté d'agglomération
Val d'Yerres Val de Seine



LIER

Acte publié sur le site de la Ville le : 24/02/2026

Accusé de réception - contrôle de légalité

Nature de l'acte : Décision

Numéro attribué à l'acte : DEC 26.009/U

Objet de l'acte :	CONVENTION DE MISE A DISPOSITION NON EXCLUSIVE DE LOCAUX COMMUNAUX - A TITRE GRACIEUX - A L'ASSOCIATION CULTURE POUR TOUS LES JEUNES DE BRUNOY
Thème Préfecture :	3 - Domaine et patrimoine / 3 - Locations
Transaction Préfecture :	091-219101144-20260223-BRU_AR_25629_1-AR
Date de l'acte :	23/02/2026

Identifiant unique de l'acte : BRU_AR_25629_1

Date de réception en Préfecture : 24 février 2026

BRUNOY

DECISION N° DEC 26.010/DK

MODIFICATION DE LA DECISION N°DEC 25.057/DC - SIGNATURE D'UN AVENANT N°1 AU MANDAT EXCLUSIF DE VENTE RELATIF AU PAVILLON SIS 42 AVENUE DES OMBRAGES A BRUNOY AVEC L'AGENCE DE LA MAIRIE BRUNOY (ORPI)

Le Maire de Brunoy,

VU l'ordonnance n°2021-1310 et le décret n°2021-1311 du 7 octobre 2021 portant sur la réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur des actes des Collectivités territoriales et leurs groupements, à compter du 1er juillet 2022,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n° 20.009/K en date du 27 mai 2020 portant délégation du Conseil municipal au Maire,

VU la décision n°DEC 19.093/DK du 24 décembre 2019 portant exercice du droit de préemption urbain sur la parcelle cadastrée section AL n°36 sise 42 avenue des Ombrages,

VU l'acte authentique de vente au profit de la Commune de Brunoy du pavillon sis 42 avenue des Ombrages cadastré AL n°36 en date du 16 mars 2020,

VU l'avis du Pôle d'évaluation domaniale de la Direction Départementale des Finances Publiques de l'Essonne, en date du 27 mai 2025, portant sur la valeur vénale du pavillon propriété de la commune de Brunoy sis 42 avenue des Ombrages cadastré AL n°36, ci-annexé,

VU la décision n°DEC 25.057/DC du 19 septembre 2025 portant sur la signature d'un mandat exclusif de vente relatif au pavillon sis 42 avenue des Ombrages avec l'AGENCE DE LA MAIRIE BRUNOY (ORPI),

VU le mandat exclusif de vente relatif au pavillon sis 42 avenue des Ombrages signé avec l'AGENCE DE LA MAIRIE BRUNOY (ORPI),

VU le projet d'avenant n°1 au mandat de vente ci-annexé,

CONSIDERANT que le pavillon sis 42 avenue des Ombrages cadastré AL n°36 propriété de la Commune de Brunoy, appartenant au domaine privé de la Commune, n'est affecté à aucun usage et peut par conséquent être cédé,

DECIDE

ARTICLE 1 : La décision n°DEC 25.057/DK du 19 septembre 2025 portant sur la signature d'un mandat exclusif de vente relatif au pavillon sis 42 avenue des Ombrages avec l'AGENCE DE LA MAIRIE BRUNOY (ORPI) est modifiée suivant les termes figurant à l'article 2 de la présente décision.

DECISION N° DEC 26.010/DK

OBJET : MODIFICATION DE LA DECISION N°DEC 25.057/DC - SIGNATURE D'UN AVENANT N°1 AU MANDAT EXCLUSIF DE VENTE RELATIF AU PAVILLON SIS 42 AVENUE DES OMBRAGES A BRUNOY AVEC L'AGENCE DE LA MAIRIE BRUNOY (ORPI)

ARTICLE 2 : Le montant des honoraires en cas de vente s'élève à 12 000,00 euros TTC pour un prix de vente fixé à 292 000,00 euros, soit un prix net vendeur de 292 000,00 euros.

ARTICLE 3 : Toutes les autres clauses et conditions du mandat de vente de l'AGENCE DE LA MAIRIE BRUNOY (ORPI) restent inchangées.

ARTICLE 4 : L'avenant n°1 ci-annexé au mandat de vente sera signé par Monsieur le Maire et transmis à l'AGENCE DE LA MAIRIE BRUNOY (ORPI).

ARTICLE 5 : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et notification.

ARTICLE 6 : La présente décision sera transmise en Préfecture, publiée sur le site de la Ville, au registre des actes administratifs et fera l'objet d'une communication au Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Fait à Brunoy, le 27 février 2026

Le Maire,
Vice-Président de la Communauté d'agglomération
Val d'Yerres Val de Seine

Bruno GALLIER

MAIRIE de BRUNOY (Essonne)

Acte publié sur le site de la Ville le : 04/03/2026

Accusé de réception - contrôle de légalité

Nature de l'acte : Décision

Numéro attribué à l'acte : DEC 26.010/DK

Objet de l'acte :	MODIFICATION DE LA DECISION N°DEC 25.057/DC - SIGNATURE D'UN AVENANT N°1 AU MANDAT EXCLUSIF DE VENTE RELATIF AU PAVILLON SIS 42 AVENUE DES OMBRAGES A BRUNOY AVEC L'AGENCE DE LA MAIRIE BRUNOY (ORPI)
Thème Préfecture :	3 - Domaine et patrimoine / 2 - Alienations
Transaction Préfecture :	091-219101144-20260227-BRU_AR_25644_1-AR
Date de l'acte :	27/02/2026

Identifiant unique de l'acte : BRU_AR_25644_1

Date de réception en Préfecture : 04 mars 2026

BRUNOY

DECISION N° DEC 26.011/G

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION NON EXCLUSIVE D'UN EQUIPEMENT SPORTIF A TITRE GRACIEUX AU PROFIT DE L'ASSOCIATION AMBITION

Le Maire de Brunoy,

VU l'ordonnance n°2021-1310 et le décret n°2021-1311 du 7 octobre 2021 portant sur la réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur des actes des Collectivités territoriales et leurs groupements, à compter du 1er juillet 2022,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n°25.062/H en date du 23 septembre 2025 portant sur la mise à disposition d'équipements sportifs à titre gracieux,

VU le Contrat d'Engagement Républicain signé le 5 mars 2026 par Monsieur Mickael SANCHES DA COSTA, Président de l'association « **AMBITION** », annexé à la présente,

CONSIDERANT la demande de locaux faite par l'association **AMBITION,**

DECIDE

ARTICLE 1 : DE SIGNER la convention de mise à disposition non exclusive d'équipement sportif à titre gracieux à l'association « AMBITION » annexée au présent acte.

ARTICLE 2 : PRECISE qu'il n'y a pas d'incidence financière pour la commune.

ARTICLE 3 : INDIQUE que le montant de l'aide indirecte consentie par la commune à l'association pour la saison sportive 2024 - 2025 est précisé dans l'article 8 de ladite convention.

ARTICLE 4 : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et notification.

ARTICLE 5 : Le Trésorier Payeur et le Directeur Général des Services de la Ville de Brunoy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

DECISION N° DEC 26.011/G

OBJET : CONVENTION DE MISE A DISPOSITION NON EXCLUSIVE D'UN EQUIPEMENT SPORTIF A TITRE GRACIEUX AU PROFIT DE L'ASSOCIATION AMBITION

ARTICLE 6 : La présente décision sera transmise en Préfecture, publiée sur le site de la Ville, au registre des actes administratifs et fera l'objet d'une communication au Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Fait à Brunoy, le 06 mars 2026

Le Maire,
Vice-Président de la Communauté d'agglomération
Val d'Yerres Val de Seine

MAIRIE DE BRUNOY Essonne

Bruno GALLIER

Acte publié sur le site de la Ville le : 12/03/2026

Accusé de réception - contrôle de légalité

Nature de l'acte : Décision

Numéro attribué à l'acte : DEC 26.011/G

Objet de l'acte :	CONVENTION DE MISE A DISPOSITION NON EXCLUSIVE D'UN EQUIPEMENT SPORTIF A TITRE GRACIEUX AU PROFIT DE L'ASSOCIATION AMBITION
Thème Préfecture :	3 - Domaine et patrimoine / 3 - Locations
Transaction Préfecture :	091-219101144-20260306-BRU_AR_25656_1-AR
Date de l'acte :	06/03/2026

Identifiant unique de l'acte : BRU_AR_25656_1

Date de réception en Préfecture : 12 mars 2026

BRUNOY

DECISION N° DEC 26.012/D

AJUSTEMENT DES PROVISIONS POUR CREANCES DOUTEUSES

Le Maire de Brunoy,

VU l'ordonnance n°2021-1310 et le décret n°2021-1311 du 7 octobre 2021 portant sur la réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur des actes des Collectivités territoriales et leurs groupements, à compter du 1er juillet 2022,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n° 20.009/K en date du 27 mai 2020 portant délégation du Conseil municipal au Maire,

CONSIDERANT la nécessité d'ajuster une provision pour créances douteuses, en vertu du principe comptable de prudence et de sincérité des comptes,

CONSIDERANT le risque associé aux créances douteuses susceptibles d'être irrécouvrables, sur proposition du Comptable Public,

CONSIDERANT que la ville a déjà constitué une provision pour créances douteuses à hauteur de 77 958,68 €,

DECIDE

ARTICLE 1 : D'AUGMENTER les provisions pour créances douteuses à hauteur de 11 592,37 € par une dotation complémentaire, qui correspond à 15% des états des restes à recouvrer sur les années 2004 à 2023 représentant un montant total de 597 007,01 €.

Exercice	Montant des créances	Taux de dépréciation	Montant de la provision
2004	13,50 €	15%	2,02 €
2006	2,65 €	15%	0,40 €
2011	595,48 €	15%	89,32 €
2012	1 438,62 €	15%	215,80 €
2013	2 401,24 €	15%	360,19 €
2014	14 619,85 €	15%	2 192,98 €
2015	10 571,26 €	15%	1 585,69 €
2016	25 890,50 €	15%	3 883,57 €
2017	45 100,44 €	15%	6 765,07 €
2018	57 280,74 €	15%	8 592,11 €
2019	29 203,07 €	15%	4 380,46 €
2020	108 886,70 €	15%	16 333 €
2021	101 238,94 €	15%	15 185,84 €
2022	51 268,76 €	15%	7 690,31 €
2023	148 495,26 €	15%	22 274,29 €
TOTAL	**597 007,01 €**		**89 551,05 €**

DECISION N° DEC 26.012/D

OBJET :AJUSTEMENT DES PROVISIONS POUR CREANCES DOUTEUSES

Le montant total de la provision pour créances douteuses s'élèvera donc à 89 551,05 € (77 958,68 € + 11 592,37 €).

ARTICLE 2 : D'AUTORISER Monsieur le Maire à faire des reprises sur provision à hauteur du montant des créances éteintes ou admissions en non valeurs sur les exercices à venir ainsi qu'à hauteur des recouvrements partiels ou en totalité.

ARTICLE 3 : Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'exercice.

ARTICLE 4 : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et notification.

ARTICLE 5 : Le Trésorier Payeur et le Directeur Général des Services de la ville de Brunoy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 6 : La présente décision sera transmise en Préfecture, publiée sur le site de la Ville, au registre des actes administratifs et fera l'objet d'une communication au Conseil Municipal lors de sa prochaine séance.

Fait à Brunoy, le 13 mars 2026

Le Maire,
Vice-Président de la Communauté d'agglomération
Val d'Yerres Val de Seine

MAIRIE DE BRUNOY (Essonne)

Bruno GALLIER

Acte publié sur le site de la Ville le : 13/03/2026

Accusé de réception - contrôle de légalité

Nature de l'acte : Décision

Numéro attribué à l'acte : DEC 26.012/D

Objet de l'acte :	AJUSTEMENT DES PROVISIONS POUR CREANCES DOUTEUSES
Thème Préfecture :	7 - Finances locales / 1 - Decisions budgetaires
Transaction Préfecture :	091-219101144-20260313-BRU_AR_25672_1-AR
Date de l'acte :	13/03/2026

Identifiant unique de l'acte : BRU_AR_25672_1

Date de réception en Préfecture : 13 mars 2026

BRUNOY

DECISION N° DEC 26.013/U

MISE A DISPOSITION NON EXCLUSIVE DE LOCAUX DU TRAIT D'UNION A TITRE GRACIEUX A L'ASSOCIATION MENDAS

Le Maire de Brunoy,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code général de la propriété des personnes publiques,

VU la délibération n° 25.062/H du Conseil Municipal du 23 septembre 2025 portant autorisation donnée à M. le Maire de signer les conventions de mise à disposition de locaux communaux, équipements sportifs et établissements scolaires de la ville de Brunoy, à titre gracieux,

VU le Contrat d'Engagement Républicain signé le 17 mars 2026 par Madame DE MELO Antoinette, Co-Présidente de l'association MENDAS,

CONSIDERANT la demande de mise à disposition de locaux communaux faite par l'association MENDAS,

DECIDE

ARTICLE 1 : DE SIGNER la convention de mise à disposition de locaux communaux à titre gracieux à l'Association MENDAS annexée à la présente.

ARTICLE 2 : PRECISE qu'il n'y a pas d'incidence financière.

ARTICLE 3 : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et notification.

ARTICLE 4 : Le Trésorier Payeur et le Directeur Général des Services de la Ville de Brunoy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 5 : La présente décision sera transmise en Préfecture, publiée sur le site de la Ville, au registre des actes administratifs et fera l'objet d'une communication au Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Fait à Brunoy, le 20 mars 2026

Le Maire,
Vice-Président de la Communauté d'agglomération Grand Paris Sud Seine Val de Seine

MAIRIE DE BRUNOY (Essonne)

Bruno GALLIER

Acte publié sur le site de la Ville le : 20/03/2026

Accusé de réception - contrôle de légalité

Nature de l'acte : Décision

Numéro attribué à l'acte : DEC 26.013/U

Objet de l'acte :	MISE A DISPOSITION NON EXCLUSIVE DE LOCAUX DU TRAIT D'UNION A TITRE GRACIEUX A L'ASSOCIATION MENDAS
Thème Préfecture :	3 - Domaine et patrimoine / 3 - Locations
Transaction Préfecture :	091-219101144-20260320-BRU_AR_25689_1-AR
Date de l'acte :	20/03/2026

Identifiant unique de l'acte : BRU_AR_25689_1

Date de réception en Préfecture : 20 mars 2026

Vu l'ordonnance n°2021-1310 et le décret n°2021-1311 du 7 octobre 2021 portant sur la réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur des actes des Collectivités territoriales et leurs groupements, à compter du 1er juillet 2022, seules les signatures du Maire, Président du Conseil municipal et du Secrétaire de séance désigné seront apposées lors de l'approbation du présent Procès-Verbal :

Signent le Maire et le Secrétaire de séance :

Secrétaire de Séance

Nicolas DOHIN

Le Maire
Vice-Président de la Communauté d'agglomération
Val d'Yerres Val de Seine

Bruno GALLIER